



BULLETIN DES SEANCES DU GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

N° 061

Séance du mardi 8 janvier 2019

Présidence de M. Rémy Jaquier, président

Sommaire

Dépôts du 8 janvier 2019.....	4
<i>Interpellations</i>	<i>4</i>
<i>Motions</i>	<i>4</i>
<i>Postulats.....</i>	<i>4</i>
Interpellation Florence Gross et consorts – Hospitalisation hors canton : quelles suites après les récentes décisions judiciaires ? (18_INT_276).....	5
<i>Texte déposé</i>	<i>5</i>
<i>Développement</i>	<i>5</i>
Rapport du Bureau du Grand Conseil et prestations de serment de MM. Julien Cuérel et Yann Glayre (GC 087).....	5
<i>Rapport du Bureau du Grand Conseil</i>	<i>5</i>
<i>Décision du Grand Conseil après rapport du Bureau.....</i>	<i>6</i>
Interpellation Vincent Jaques et consorts – Véhicules électriques : une administration cantonale exemplaire ? (18_INT_272).....	6
<i>Texte déposé</i>	<i>6</i>
<i>Développement</i>	<i>7</i>
Interpellation Valérie Induni et consorts – Libéralisation totale du marché de l'électricité. Une vision partagée par nos autorités ? (18_INT_273)	8
<i>Texte déposé</i>	<i>8</i>
<i>Développement</i>	<i>10</i>
Interpellation Sonya Butera et consorts – Séismes, se préparer sans trembler... (18_INT_274)	10

Texte déposé	10
Développement	12
Interpellation Rebecca Joly et consort – Routes nationales et territoire local : des conflits en vue (18_INT_275).....	13
Texte déposé	13
Développement	14
Postulat Muriel Thalmann et consorts – Ressources hydriques : vers une coordination/planification cantonale de la gestion des eaux ? (18_POS_097)	14
Texte déposé	14
Développement	16
Postulat Alexandre Rydlo et consorts au nom du groupe socialiste – Pour le développement d'un Plan cantonal aux fins de lutter contre la pollution lumineuse (18_POS_098)	16
Texte déposé	16
Développement	20
Postulat Pierre Dessemontet et consorts – Quel avenir pour les réseaux de gaz de ville après la transition énergétique ? Pour que le canton étudie la faisabilité technique et économique de l'emploi de différentes sources de gaz méthane d'origine non-fossile (18_POS_099).....	21
Texte déposé	21
Développement	22
.....	22
Postulat Pierre Dessemontet et consorts – Après les Assises Vaudoises du Climat – pour que le Canton fournisse une « boîte à outils » aux acteurs institutionnels de l'adaptation au réchauffement climatique (18_POS_100).....	22
Texte déposé	22
Développement	23
Postulat Martine Meldem et consorts – Aider davantage des gens du Sud – une responsabilité (18_POS_101)	24
Texte déposé	24
Développement	25
Initiative Jean-Daniel Carrard et consorts – Constructions scolaires : clarifions les rôles canton/commune en matière de planification et d'équipements scolaires (18_INI_009)	25
Texte déposé	25
Développement	28
Exposé des motifs et projets de décrets accordant au Conseil d'Etat – un crédit d'investissement de CHF 7'964'000.- destiné à financer les impératifs législatifs et stratégiques de la Direction générale de la fiscalité et – un crédit d'études de CHF 1'245'000.- pour financer les études liées à « Perspectives 2025 » de la Direction générale de la fiscalité (96)	28
Rapport de la Commission thématique des systèmes d'information	28
Premier débat.....	33

<i>Deuxième débat</i>	<i>34</i>
Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 4'300'000.- pour financer les travaux d'assainissement du bâtiment pénitentiaire de la Colonie fermée à Orbe (100).....	34
<i>Rapport de la commission</i>	<i>34</i>
<i>Premier débat.....</i>	<i>40</i>
<i>Deuxième débat</i>	<i>42</i>
Rapport final de bouclage et Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit additionnel de CHF 2'427'415.79 pour le bouclage du crédit d'ouvrage de CHF 17'068'000.- octroyé par décret du 27 novembre 2012 pour financer la reconstruction du Parlement vaudois, place du Château 5 à Lausanne (70).....	43
<i>Rapport de la commission</i>	<i>43</i>
<i>Premier débat.....</i>	<i>44</i>
<i>Deuxième débat</i>	<i>45</i>
Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Etienne Räss – La Place du Château à Lausanne après la construction du nouveau Parlement et la rénovation du Château : retour à la case départ ? (16_INT_601)...	45
<i>Débat.....</i>	<i>45</i>
Motion Etienne Räss et consorts – Obsolescence non programmée de la Loi sur la profession d'architecte (18_MOT_017)	50
<i>Rapport de la commission</i>	<i>50</i>
<i>Décision du Grand Conseil après rapport de la commission.....</i>	<i>52</i>
Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Hugues Gander – Les bureaux d'architecture vaudois sont-ils à la hauteur des ambitions du Conseil d'Etat ? (16_INT_555)	53
<i>Débat.....</i>	<i>53</i>
Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017 sur le Fonds pour l'acquisition de droits réels et d'immeubles de réserve (FAIR), selon décret du 12 septembre 1994, modifié le 4 septembre 2007 (61)	54
<i>Rapport de la Commission des finances.....</i>	<i>54</i>
<i>Décision du Grand Conseil après rapport de la commission.....</i>	<i>55</i>
Motion Marc-Olivier Buffat – Modification de la Loi sur le Grand Conseil – Procédure spéciale pour l'adoption du budget (18_MOT_020)	55
<i>Rapport de la Commission thématique des institutions et des droits politiques.....</i>	<i>55</i>
<i>Décision du Grand Conseil après rapport de la commission – Motion retirée.....</i>	<i>57</i>
Postulat Fabienne Despot et consorts – Combien d'habitants peut supporter le Pays de Vaud ? (16_POS_206)	58
<i>Rapport de la majorité de la commission.....</i>	<i>58</i>
<i>Rapport de la minorité de la commission.....</i>	<i>61</i>
<i>Décision du Grand Conseil après rapports de la commission</i>	<i>62</i>

La séance est ouverte à 14 heures.

Séance de l'après-midi

Sont présent-e-s : (La liste sera ajoutée ultérieurement.)

Sont absent-e-s :

Dont excusé-e-s :

Dépôts du 8 janvier 2019

Interpellations

En vertu de l'article 116 de la Loi sur le Grand Conseil, les interpellations suivantes ont été déposées :

1. Interpellation Hadrien Buclin – Croissance du secteur privé à but lucratif dans les soins à domicile : le Conseil d'Etat a-t-il réellement la volonté d'éviter la pression à la baisse sur les conditions de travail et de garantir la qualité et la sécurité des soins ? (19_INT_277)
2. Interpellation Yvan Luccarini et consort – Succession de contrats à durée déterminée au DFJC : une pratique problématique (19_INT_278)
3. Interpellation Denis Rubattel – Contrat de travail baroque et insolite pour une pseudo maîtresse secondaire ! (19_INT_279)
4. Interpellation Grégory Devaud au nom du groupe PLR – Bricolage de contrats d'emploi au DFJC : faire toute la lumière (19_INT_280)

Ces interpellations seront développées ultérieurement.

Motions

En vertu de l'article 120 de la Loi sur le Grand Conseil, les motions suivantes ont été déposées :

1. Motion Valérie Schwaar et consorts – Développement d'un radar « bruit ». Pour que le canton de Vaud s'associe aux travaux initiés par le canton de Genève (19_MOT_067)
2. Motion Marc-Olivier Buffat et consorts – Plus de démocratie citoyenne dans la gestion des situations de crises où la Municipalité est défaillante (19_MOT_068)
3. Motion Denis Rubattel et consorts – Alléger la pression fiscale de la valeur locative afin d'encourager l'accession à la propriété du logement (19_MOT_069)
4. Motion Alexandre Rydlo et consorts – Pour une accessibilité à pied et en transports publics du Centre Blécherette de la Police cantonale au Mont-sur-Lausanne (19_MOT_070)

Ces motions seront développées ultérieurement.

Postulats

En vertu de l'article 119 de la Loi sur le Grand Conseil, les postulats suivants ont été déposés :

1. Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts – Macro et micro-plastique dans le Léman, des mesures à prendre dans les meilleurs délais ! (19_POS_102)
2. Postulat Marc Vuilleumier et consorts – Etendre l'Aide Individuelle au Logement (AIL) à l'ensemble du canton de Vaud (19_POS_103)

Ces postulats seront développés ultérieurement.

Interpellation Florence Gross et consorts – Hospitalisation hors canton : quelles suites après les récentes décisions judiciaires ? (18_INT_276)

Texte déposé

Depuis 2012, la Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) autorise les patients à se faire opérer ailleurs que dans leur canton de résidence (art 41 al.1 bis). De plus, les cliniques peuvent également accueillir des assurés qui n'ont contracté que l'assurance de base. Ces mandats sont limités et portent sur des prestations précises et des volumes de soins déterminés.

Or, depuis 2014, le Département de la santé et de l'action sociale a refusé la prise en charge de la part cantonale de patients vaudois hospitalisés dans d'autres cantons, plus précisément dans des cliniques genevoises, sans preuve que ces cas sont inclus dans les quotas attribués par le canton. Néanmoins, le Tribunal fédéral, dans ses arrêts du 27 janvier 2017 et du 21 juillet 2017, a jugé que ces quotas s'appliquent uniquement aux assurés qui résident dans le même canton que la clinique dans laquelle ils sont hospitalisés.

Malgré cet arrêt, le canton de Vaud a continué à refuser la part cantonale en invoquant d'autres raisons, notamment en demandant aux cliniques de prouver qu'elles avaient agi conformément aux règles concernant la protection tarifaire afin de s'assurer que les mêmes prestations n'étaient pas financées deux fois, tant au titre de la LAMal que de la Loi sur le contrat d'assurance (LCA).

La Cour des Assurances Sociales (CASSO) a émis un arrêt en date du 10 octobre 2018. Celle-ci a confirmé le droit des hôpitaux ou cliniques, au bénéfice de mandats de prestations dans leur canton, à facturer des prestations à charge de la LAMAL et à percevoir la part due par l'Etat de Vaud pour les patients hospitalisés dans l'une ou l'autre d'entre elles. Le Département de la santé et de l'action sociale n'est donc pas en droit de conditionner le paiement de la part cantonale à la fourniture de données relatives aux assureurs complémentaires LCA : le tribunal confirme ainsi la claire séparation entre activité LAMal et activité complémentaire LCA.

Dans sa réponse à l'interpellation Thierry Dubois (18_INT_148) « Le patient vaudois est-il un patient de 2^e zone ? Qu'en est-il de la contribution du canton de Vaud à la part cantonale pour des séjours de ses ressortissants dans les hôpitaux répertoriés situés hors de son territoire. », le Conseil d'Etat informe que 2'600 factures environ pour un montant total de 12,5 millions sont en cours depuis 2012.

Suite à la décision récente de la CASSO, nous posons les questions suivantes au Conseil d'Etat :

- Quel est le montant total à ce jour concerné par ces factures litigieuses ?
- Ce montant est-il inclus dans le budget 2019 et si oui, à quel poste ou fera-t-il l'objet d'un crédit supplémentaire ? ?
- Quelles conséquences pérennes pour le canton suite à cette décision ?

Ne souhaite pas développer.

*(Signé) Florence Gross
et 24 cosignataires*

Développement

L'auteure n'ayant pas souhaité développer son interpellation en plénum, celle-ci est renvoyée au Conseil d'Etat qui y répondra dans un délai de trois mois.

Rapport du Bureau du Grand Conseil et prestations de serment de MM. Julien Cuérel et Yann Glayre (GC 087)

Rapport du Bureau du Grand Conseil

Le Bureau du Grand Conseil s'est réuni le jeudi 13 décembre 2018 pour prendre connaissance des pièces justificatives relatives à l'élection de deux nouveaux députés en remplacement de collègues démissionnaires.

Conformément à l'article 66, al.1 de la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) du 16 mai 1989, en cas de vacance de siège pendant la législature, le Secrétariat général du Grand Conseil invite le Bureau d'arrondissement à le repourvoir dans un délai de cinq semaines. Selon les extraits des procès-verbaux des Bureaux électoraux des arrondissements du Jura – Nord vaudois, sous-arrondissement d'Yverdon, et de Lausanne, sous-arrondissement de Romanel, sont déclarés élus au Grand Conseil :

M. Julien CUEREL, né le 11 octobre 1973, originaire de Villars-Sainte-Croix (VD), administrateur de profession, domicilié Rue du Theu 18, 1446 Baulmes, qui remplace au sein du groupe de l'Union démocratique du centre M. Pierre Guignard, démissionnaire ;

M. Yann GLAYRE, né le 18 juillet 1988, originaire de Bofflens (VD), informaticien de profession, domicilié Le Grand-Chemin 84, 1066 Epalinges, qui remplace au sein du groupe de l'Union démocratique du centre M. Philippe Krieg, démissionnaire.

En vertu de l'article 23, al. 3 de la loi sur le Grand Conseil (LGC) du 8 mai 2007, le Bureau, composé de Mmes et M. Rémy Jaquier, Président, Laurence Cretegny et Martine Meldem, membres, ainsi que du soussigné, a constaté la parfaite légalité de ces élections et vous propose de les accepter telles que présentées.

Lausanne, le 13 décembre 2018

Le rapporteur :
(Signé) Nicolas Rochat Fernandez

Deuxième Vice-Président

Décision du Grand Conseil après rapport du Bureau

M. Nicolas Rochat Fernandez (SOC), rapporteur, donne lecture du rapport.

La discussion n'est pas utilisée.

Les conclusions du Bureau sont adoptées à l'unanimité.

MM. Julien Cuérel et Yann Glayre sont introduits dans la salle et prêtent serment selon le cérémonial d'usage. *(L'assemblée et le public de la tribune se lèvent.)*

Interpellation Vincent Jaques et consorts – Véhicules électriques : une administration cantonale exemplaire ? (18_INT_272)

Texte déposé

La voiture électrique est amenée à occuper une place importante dans le processus de transition énergétique. Cette technologie est d'ailleurs en forte expansion. Pour preuve, l'un des principaux constructeurs d'automobiles du monde, basé en Allemagne, a mis au point une infrastructure pour véhicules électriques et défini un programme ambitieux d'achats de batteries permettant de produire 50 millions de véhicules.

Selon Swiss-Energyscope, plate-forme développée par le centre de l'énergie de l'EPFL, ce type de véhicule permet de réduire de manière significative la consommation d'énergie finale, même en comptabilisant l'énergie grise nécessaire à leur production. Mais surtout, les atouts des véhicules électriques résident dans leur bilan carbone : ces derniers ne génèrent localement ni particules fines, ni CO₂, puisqu'il n'y a pas d'émissions directes. Cette situation favorise la dépollution des milieux urbains. Les émissions indirectes ne concernent que la production d'électricité que ces véhicules consomment. Ainsi, on peut affirmer qu'en Suisse, une voiture électrique consomme une quantité très faible de CO₂ par kilomètre parcouru, en comparaison avec les voitures à essence. Il s'agit donc d'une réelle opportunité pour décarboniser notre secteur des transports.

Evidemment, la voiture électrique va accroître la consommation d'électricité et donc intensifier le défi de la sortie du nucléaire au profit d'énergies renouvelables. Par ailleurs, le développement d'un réseau de bornes de recharges semble indispensable à la démocratisation de ce type de véhicules : le postulat

Pierre Dessemontet — accepté par le Grand Conseil — permettra au Conseil d'Etat de proposer des pistes dans ce sens.

En 2016, suite à une question de M. le député Alexandre Rydlo, le Conseil d'Etat informait le Grand Conseil qu'il était convenu de faire un point de situation régulier, et qu'une analyse démarrait à ce sujet.

Si, depuis, la Confédération s'est dotée d'un programme de réduction des émissions de CO₂ incluant le secteur des transports, d'autres collectivités publiques souhaitent accélérer les processus de transition énergétique en faveur de l'acquisition et du développement de véhicules électriques.

Dans ce contexte, et conscient de la nécessité du devoir d'exemplarité des collectivités publiques en la matière, j'ai l'honneur de poser les questions suivantes au Conseil d'Etat :

1. Le Conseil d'Etat possède-t-il aujourd'hui (directement ou indirectement) un inventaire du parc de véhicules — hors véhicules et engins de chantier — de l'administration cantonale, et si oui, quelle est sa politique en matière de choix, d'achat et de renouvellement ?
2. Le Conseil d'Etat envisage-t-il, pour tous les véhicules appropriés, de recourir à l'acquisition systématique de véhicules électriques au sein de l'administration cantonale ?
3. Si oui, le Conseil d'Etat peut-il renseigner le Grand Conseil sur le calendrier et les modalités de mises en œuvre qu'implique une telle approche ?
4. Si tel ne devait pas être le cas, quelles sont les mesures que le Conseil d'Etat compte prendre pour réduire les émissions de CO₂ des véhicules de l'administration cantonale ?
5. Enfin, lorsque l'usage de véhicules n'est pas indispensable durant la journée de travail, quelles sont les recommandations ou incitations proposées par le Conseil d'Etat aux collaborateurs (transports publics ou service Mobility par exemple) ?

Par avance merci au Conseil d'Etat de ses prochaines réponses.

Souhaite développer.

(Signé) Vincent Jaques
et 31 cosignataires

Développement

M. Vincent Jaques (SOC) : — Les années 2019 et suivantes seront certainement des années électriques, du moins pour la mobilité ! Les Etats membres de l'Union européenne (UE) et le parlement européen se sont mis d'accord, le lundi 17 décembre 2018, sur un objectif de réduction de 37,5 % des émissions de dioxyde de carbone des voitures de tourisme, d'ici 2030. Un gros constructeur automobile allemand va devoir adapter sa stratégie par la nécessité de porter à plus de 40 % la part des véhicules électriques dans ses ventes totales d'ici à cette même période. On apprend encore qu'en 2018, plus de la moitié des voitures vendues en Norvège — précisément 52 % — étaient soit des véhicules électriques, soit des véhicules hybrides rechargeables. Une des raisons du succès tient à ce que l'Etat norvégien subventionne généreusement l'achat de véhicules électriques. L'objectif de la Norvège est de mettre fin à la vente de voitures équipées de moteurs thermiques d'ici à 2025.

En Suisse, près d'une voiture sur sept devrait rouler à l'énergie électrique en 2022 : tel est l'objectif de la feuille de route, signée mercredi 19 décembre 2018 par Doris Leuthard, les cantons, les villes et les communes, ainsi que par le secteur économique concerné, afin d'atteindre l'objectif d'augmenter à 15 % la part des véhicules électriques dans les nouvelles immatriculations des voitures de tourisme d'ici 2022. La feuille de route prévoit des mesures dans trois domaines prioritaires : bon développement des véhicules électriques, infrastructures de recharge optimales, ainsi que des mesures incitatives et des conditions-cadres.

Ainsi qu'on le voit avec l'actualité, la voiture électrique est donc amenée à occuper une place importante dans le processus de transition énergétique. Cette technologie est d'ailleurs en forte expansion, ce type de véhicules permettant de réduire de manière significative la consommation d'énergie finale, même en comptabilisant l'énergie grise nécessaire à leur production. Evidemment, la

voiture électrique va accroître la consommation d'électricité et donc intensifier le défi de la sortie du nucléaire au profit d'énergies renouvelables. Par ailleurs, le développement d'un réseau de bornes de recharge semble indispensable à la démocratisation de ce type de véhicule. Le Grand Conseil a déjà eu l'occasion de débattre de ces sujets, notamment grâce au postulat Pierre Dessemontet accepté tout récemment par le Grand Conseil.

Si la Confédération s'est depuis lors dotée d'un programme de réduction des émissions de CO₂, incluant le secteur des transports, d'autres collectivités publiques souhaitent accélérer le processus de transition énergétique. La Ville de Berne, par exemple, a mis en service trois véhicules utilitaires électriques et la Ville de Lausanne le fait également dans le domaine de la récolte des déchets. Dans ce contexte et conscient de cette nécessité, j'ai l'honneur de poser au Conseil d'Etat les questions suivantes :

- Le Conseil d'Etat possède-t-il aujourd'hui un inventaire du parc véhicules ? Si oui, quelle est sa politique en matière de choix, d'achat et de renouvellement ?
- Le Conseil d'Etat envisage-t-il de recourir à l'acquisition systématique de véhicules électriques au sein de l'Administration cantonale ?
- Lorsque l'usage d'un véhicule n'est pas indispensable durant la journée de travail, quelles sont les recommandations ou incitations proposées par le Conseil d'Etat à ses collaboratrices et collaborateurs ?

Je vous remercie déjà de vos prochaines réponses.

L'interpellation est renvoyée au Conseil d'Etat qui y répondra dans un délai de trois mois.

Interpellation Valérie Induni et consorts – Libéralisation totale du marché de l'électricité. Une vision partagée par nos autorités ? (18_INT_273)

Texte déposé

Depuis l'année 2009, les gros consommateurs d'électricité (avec une consommation supérieure à 100'000 kWh/an) peuvent choisir librement leur fournisseur d'électricité. Ils sont ainsi environ 32'500 à acquérir leur électricité sur le marché libre, pour une part de consommation de plus de 80 % de l'électricité consommée en Suisse.

Il était prévu que cette ouverture soit également proposée aux petits consommateurs, cinq ans plus tard. Toutefois, la consultation menée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) en 2014-2015 a donné lieu à de nombreuses réactions négatives et a conduit le Conseil fédéral à renoncer provisoirement à cet élargissement de la libre concurrence. Il revient aujourd'hui à la charge en mettant en consultation un projet de révision de la Loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEl), depuis le 17 octobre 2018.

Le but de la révision est une ouverture complète du marché suisse de l'électricité pour l'ensemble des consommateurs, que ce soient les ménages ou les petites entreprises. Chaque consommateur pourra soit rester dans l'approvisionnement de base avec des tarifs régulés, soit acheter son courant sur le marché libre. Le changement de système sera possible une fois par année, dans un sens ou dans l'autre. Selon le message de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), les clients « pourront influencer le marché de l'électricité et le développement ultérieur du système d'approvisionnement. Avec les gros consommateurs, ils auront le pouvoir de maintenir une forte production hydraulique indigène et de promouvoir la production d'électricité issue d'énergies renouvelables¹ ». Par ailleurs, les clients dans l'approvisionnement de base recevront par défaut uniquement de l'électricité suisse, dont une part devra être produite à partir d'énergie renouvelable.

Aujourd'hui, environ 630 entreprises assurent l'approvisionnement en électricité dans notre pays. Près de 90 % sont détenues par les pouvoirs publics, soit les cantons, soit les communes.

¹ Fiche d'information 1 sur la révision de la LApEl, éditée par l'OFEN.

En septembre 2002, le peuple suisse avait refusé la loi sur le marché de l'électricité (LME), qui prévoyait une libéralisation du marché, par 47,4 % de oui et 52,6 % de non, suite au lancement d'un référendum des milieux syndicaux. Relevons que le canton de Vaud avait enregistré le vote le plus négatif, avec un taux de refus de l'ordre de 68,7 %. Au moment de la consultation de 2014, de nombreuses voix s'étaient également fait entendre en défaveur de la libéralisation.

Aujourd'hui, le Conseil fédéral remet le projet sur le tapis, avec les objectifs suivants :

- Limiter les coûts d'électricité des petits consommateurs qui devraient être libres de choisir leur entreprise d'approvisionnement « comme ils choisissent leur boulanger » (sic !)
- Supprimer la distorsion entre les entreprises d'approvisionnement disposant de clients finaux captifs et les autres ;
- Et promouvoir la production d'électricité renouvelable.

Ce projet représente une attaque frontale contre le service public local et régional de l'électricité, dans lequel les autorités politiques ont la possibilité d'orienter les entreprises dans lesquelles elles ont des parts, afin de mettre en avant une stratégie durable. Régulièrement, on nous « vend » la libre concurrence comme étant un facteur de baisse des coûts et d'augmentation de l'efficacité. Ce fut le cas par exemple pour les caisses-maladie ou pour des entreprises telles que la Poste ou les CFF ! On en connaît les résultats.

En ce qui concerne l'électricité, on peut douter que la libéralisation profite réellement aux petits consommateurs (ménages), qui ne feront pas forcément la démarche de changer de distributeurs, sauf s'ils sont très bien informés. En parallèle, on peut s'inquiéter des effets sur les entreprises de distribution en mains publiques, nombreuses dans notre canton. Or, il nous apparaît que le but pour la transition énergétique n'est pas que certains fassent le choix du renouvelable et d'autres pas (dans la logique où chacun choisira son fournisseur), mais que tout le monde bénéficie de l'électricité la plus propre possible.

J'ai ainsi l'honneur de poser les questions suivantes au Conseil d'Etat :

- Estime-t-il que les ménages verront leur facture d'électricité baisser, étant donné que selon les termes mêmes du Message du Conseil fédéral (p. 21) les tarifs actuels pour les ménages suisses sont déjà avantageux par rapport aux pays européens qui ont libéralisé leur marché ?
- Considère-t-il que la libre concurrence puisse réellement favoriser l'électricité renouvelable dans notre canton ?
- Comment juge-t-il l'obligation pour les entreprises de distribution actives dans le canton d'approvisionner l'ensemble des clients finaux n'ayant pas fait d'autre choix, uniquement en énergie d'origine suisse et partiellement renouvelable ?
- Peut-il quantifier les coûts d'investissement liés à la libéralisation quant au comptage de la consommation de chaque consommateur final et à la transmission des données aux entreprises concernées, pour les entreprises en mains publiques ?
- Dans ce cadre, que pense-t-il du fait que les gros consommateurs pourront choisir librement leur prestataire de mesure du courant utilisé ?
- A-t-il pris langue avec les divers distributeurs vaudois d'électricité pour connaître leur vision quant à cette libéralisation ?
- Enfin, a-t-il prévu d'informer la population sur sa position quant à cette libéralisation ?

Je remercie le Conseil d'Etat pour ses réponses.

Souhaite développer.

*(Signé) Valérie Induni
et 35 cosignataires*

Développement

Mme Valérie Induni (SOC) : — Elle est inodore, invisible et incolore, même si parfois elle peut être verte ; on la traite souvent de fée, car elle est toujours disponible quand on en a besoin : vous aurez compris que je parle de l'électricité. Le Conseil fédéral a mis en consultation un projet de révision de la Loi sur l'approvisionnement en électricité, dès le 17 octobre 2018.

Nous demandons au Conseil d'Etat quelle est son appréciation par rapport à la proposition de libéralisation. Actuellement, 32'000 gros consommateurs d'électricité peuvent choisir librement leur fournisseur sur le marché libre. Cela représente le 80 % de l'électricité consommée dans notre pays !

Il est proposé, aujourd'hui, de libéraliser le marché pour l'ensemble des consommateurs, que ce soient des particuliers, de petites ou de moyennes entreprises. Le Conseil fédéral prévoit que la liberté de choix des consommateurs permettra le maintien d'une forte production hydraulique et une promotion des énergies renouvelables. Est-ce que ce sera bien le cas ?

L'interpellation questionne ainsi le Conseil d'Etat sur sa position quant à la libéralisation, sur son évaluation de l'effet de la libéralisation sur les coûts pour les clients et aussi sur la promotion d'une électricité renouvelable, qu'elle soit photovoltaïque, éolienne, de géothermie profonde ou encore hydraulique. Nous évoquons également le risque de perte d'autonomie et de responsabilité pour les entreprises de distribution en mains publiques, ainsi que les éventuelles difficultés d'investissement en raison d'une insécurité quant au nombre de clients finaux.

Jusqu'à présent, le peuple suisse et en particulier le peuple vaudois a refusé très largement la libéralisation du marché de l'électricité. Notre parti a intégré dans son programme de législature l'objectif de garder la production et la distribution d'électricité en mains publiques sous contrôle du canton et des communes. Nous attendons donc avec beaucoup d'intérêt la vision de nos autorités quant à cette consultation et espérons qu'elles communiqueront leur position à l'ensemble de la population vaudoise.

L'interpellation est renvoyée au Conseil d'Etat qui y répondra dans un délai de trois mois.

Interpellation Sonya Butera et consorts – Séismes, se préparer sans trembler... (18_INT_274)

Texte déposé

La Suisse est située à l'interface des plaques tectoniques européennes et africaines. Ces deux masses de la croûte terrestre se rapprochent inexorablement l'une de l'autre, accumulant au fil du temps beaucoup d'énergie. Lorsqu'elles se déplacent subitement l'une par rapport à l'autre, cette énergie est libérée causant un tremblement de terre.

C'est ainsi que de nombreux petits séismes de faible magnitude secouent régulièrement notre pays², mais seule une dizaine est perçue chaque année par la population. Les séismes sont recensés par le Service sismologique suisse (SED), l'entité responsable de l'observation et de l'étude des tremblements de terre en Suisse et dans les régions limitrophes.

S'il est impossible d'éviter les séismes, la science est toutefois capable d'estimer la fréquence et l'intensité auxquelles la terre tremblera en des régions précises. Ceci permet de mettre en place des dispositions préventives visant à diminuer les dommages humains et matériels associés aux tremblements de terre — définition de normes de construction parasismiques, par exemple — et d'instaurer des mesures susceptibles d'améliorer la gestion de crise post-séisme — procédures d'évaluation post-sismique de bâtiments ou de contrôle d'habitabilité, par exemple.

Notre voisin, le canton du Valais, est une région à haut risque sismique : la plaine du Rhône, riche en alluvions, a un effet de caisse de résonance facilitant la propagation des ondes. En 1946, un grand séisme a secoué toute la vallée du Rhône, causant d'importants dégâts, principalement matériels fort heureusement, en Valais et dans le Chablais vaudois. De nos jours, en raison de la densité des habitations et des infrastructures dans cette région, une secousse de même amplitude provoquerait des

² Plus de 1200 séismes ont été enregistrés en 2017.

dégâts bien plus conséquents. Le prochain tremblement de terre de grande importance y est attendu dans les 30 prochaines années : il a en effet été établi qu'un séisme d'une magnitude d'environ 6 sur l'échelle de Richter se produit dans cette région tous les 50 à 100 ans.

Depuis 2016, le site sédunois de la HES-SO Valais abrite un Centre pédagogique de prévention des séismes (CPPS)³ doté d'un simulateur permettant de reproduire le ressenti d'un tremblement de terre jusqu'à 7,5 sur l'échelle de Richter. Ce simulateur sismique est utilisé par le canton du Valais pour former les écoliers aux comportements à adopter pendant et après un séisme, en anticipation de la prochaine secousse importante.

L'idée des autorités valaisannes est de préparer sa population à la survenue d'un tremblement de terre en formant les futurs adultes qui, selon toute vraisemblance, vivront un séisme important au cours de leur vie. La formation des jeunes écoliers permet également de disséminer, par le biais des cellules familiales, l'information au sein de la société civile actuelle.

Plusieurs actions préventives sont ainsi programmées au long de la scolarité obligatoire et post-obligatoire des jeunes valaisans ; elles s'intègrent dans le programme d'enseignement sciences humaines et sociales (SHS)/géographie et/ou sciences de la nature du Plan d'études romand (PER). Une matinée au CPPS de la Haute école d'ingénierie de Sion est notamment prévue pour tous les élèves de la 9^{ème} selon la Loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) — cette visite comporte trois modules : une exposition interactive, des exercices de secours et l'expérience d'un séisme sur la plateforme de simulation. Relevons en passant que cette matinée s'avère également un moyen de stimuler l'intérêt des jeunes pour les formations en mathématiques, informatique, sciences naturelles et techniques (MINT).

Dans le canton de Vaud, les probabilités d'un tremblement de terre sont moindres qu'en Valais ; et l'aléa sismique et la nature du sol varient beaucoup d'un bout à l'autre du canton. L'Etablissement cantonal d'assurance (ECA) est responsable de tenir à jour une cartographie vaudoise des sols de fondation et de définir les mesures préventives à appliquer aux projets de construction sur le territoire cantonal. Les zones les plus exposées sont la Riviera, le Chablais et le Pays-d'Enhaut⁴, la construction de l'Hôpital intercantonal Riviera-Chablais (HRC) à Rennaz a d'ailleurs nécessité un important travail de préparation du sol, ainsi que la pose d'imposants piliers et de murs parasismiques en béton armé.

Les mesures de prévention vaudoises des risques sismiques semblant essentiellement liées à la conception et à la construction des bâtiments, je me permets de poser les questions suivantes au Conseil d'Etat.

- 1) Au-delà des normes de construction parasismique, quelles sont les mesures préventives entreprises par le canton de Vaud en regard du risque sismique ?
- 2) Par quels canaux la population vaudoise est-elle formée aux comportements à adopter pendant et après un tremblement de terre ?
 - Les cours de sensibilisation aux dangers des éléments naturels offerts par l'ECA couvrent-ils les séismes ?
 - Des exercices incendies sont effectués régulièrement dans les bâtiments publics ou grandes entreprises, qu'en est-il des comportements à tenir en cas de séisme ?
- 3) Le projet pédagogique préventif valaisan est-il connu des services des départements vaudois concernés par cette problématique (le Département du territoire et de l'environnement, le Département des institutions et de la sécurité) et/ou par le Département de la formation, de la jeunesse et de la culture ?
 - quel regard ces services et le Conseil d'Etat portent-ils sur celui-ci ?

³ www.hevs.ch/fr/rad-instituts/institut-systemes-industriels/projets/cpps-5877

⁴ La susceptibilité aux séismes se définit sur une échelle à 4 niveaux (1, 2, 3a, 3b) : le Chablais et le Pays-d'Enhaut sont classés en 3a.

- 4) Dans quelle mesure le corps enseignant exerçant dans les établissements scolaires vaudois — des régions les plus « à risque », mais également des autres — est-il encouragé à inclure une visite de la haute école sédunoise et de son simulateur dans la scolarité de leurs élèves... que ce soit en relation avec un projet pédagogique — géographie, sciences naturelles — ou dans un cadre plus ludique — une course d'école, par exemple ?

Le Conseil d'Etat pourrait-il envisager une participation financière cantonale — similaire aux subsides pour la promotion de la santé et prévention en milieu scolaire (PSPS) par exemple — pour soutenir le développement d'un programme de sensibilisation inspiré du projet scolaire valaisan — incluant une visite de la haute école d'ingénierie de Sion — destiné aux écoles des communes vaudoises des régions les plus exposées ?

Souhaite développer.

(Signé) Sonya Butera
et 40 cosignataires

Développement

Mme Sonya Butera (SOC) : — Cette interpellation a pour but de savoir ce qui se fait dans notre canton en regard des risques sismiques encourus dans certaines régions. Effectivement, si contrairement à d'autres régions du globe, la Suisse n'est pas connue pour une activité sismique régulière, il faut toutefois que cette dernière n'est pas inexistante dans notre pays. Le Service sismologique suisse (SED) relève et observe l'activité sismique en Suisse et dans les territoires limitrophes. Cette activité n'est pas nécessairement perçue par l'être humain, mais pour l'année 2019, près de 40 secousses ont déjà été relevées par cet observatoire géré par l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), dont la dernière remonte à ce matin, à 8 h 51 ! Il n'est pas possible de prévoir quand aura lieu un séisme et il est difficile de les éviter, mais des modèles mathématiques nous permettent de savoir avec quelle probabilité la terre va trembler dans des régions précises.

Dans notre canton, certaines zones sont plus à risque : le Pays d'Enhaut, le Chablais et dans une moindre mesure la Riviera, en raison des particularités géologiques de la Plaine du Rhône, qui amplifient et facilitent la propagation des ondes. Le risque est connu du canton, puisque des normes de construction parasismiques y sont appliquées. D'ailleurs, la construction de l'Hôpital Riviera-Chablais (HRC) a nécessité une préparation du sol et une conception architecturale ad hoc.

En complément de mesures telles que les normes de construction parasismiques et les procédures de gestion post-séismes, le Valais — qui est certes un canton plus à risques, car c'est là que se trouve la plus grande activité sismique en Suisse — a développé un programme de prévention afin de préparer sa population à la survenue du prochain séisme. La Haute école d'ingénierie de Sion (HES-SO Valais) abrite une plateforme de simulation permettant de reproduire le ressenti d'un tremblement de terre. Depuis 2016, celle-ci est utilisée dans le cadre d'un projet pédagogique développé par le Département valaisan de la formation et par le Centre pédagogique pour la prévention en cas de séismes en Suisse (CPPS) pour former les enfants valaisans aux comportements à adopter en cas de séisme. En plus d'être une mesure préventive semblable aux exercices d'alarme incendie, par exemple, la mise en place de ce projet pédagogique est compatible avec le Plan d'études romand (PER) et elle expose les jeunes aux milieux de la formation en mathématiques, informatique, sciences naturelles et techniques, en manque de vocations.

Le but de l'interpellation est de demander ce qui est entrepris dans notre canton en regard des risques sismiques et quel est l'intérêt à faire profiter les écolières et écoliers vaudois domiciliés dans les régions les plus à risques des compétences du CPPS.

L'interpellation est renvoyée au Conseil d'Etat qui y répondra dans un délai de trois mois.

Interpellation Rebecca Joly et consort – Routes nationales et territoire local : des conflits en vue (18_INT_275)

Texte déposé

Au début du mois de novembre, l'Office fédéral des routes (OFROU) mettait à l'enquête publique un projet de nouvelles sorties autoroutières dans l'Ouest lausannois : deux nouvelles entrées et sorties à Chavannes et à Ecublens, de nouveaux aménagements à la sortie de Malley et d'autres mesures routières ou d'accompagnement.

Bien que l'OFROU ait organisé plusieurs présentations publiques dans les communes concernées ou limitrophes, force est de constater que le projet n'a pas convaincu. Au terme de la mise à l'enquête, le 10 décembre 2018, plus de 130 oppositions ont été déposées. Parmi elles, et il est important de le signaler, des municipalités des communes concernées et limitrophes. Inquiètes de l'emprise d'un tel projet pharaonique sur leur territoire et leurs projets futurs, les communes ont décidé ainsi de s'opposer aux projets tels que présentés, à des échelles et pour des raisons diverses.

En effet, les dimensions de ce projet sont monumentales. L'impact sur le paysage, la mobilité urbaine, la pollution de l'air et le bruit seront, en conséquence, très importants pour les habitant.e.s actuels et futurs de ces zones dont le développement est considérable. Ces projets semblent au fond sortis d'un siècle passé, où le transport individuel motorisé était la règle. Aujourd'hui, et dans l'Ouest lausannois particulièrement, nous construisons des quartiers mixtes, avec une part minimale d'espace consacré à la voiture et la part belle à la mobilité douce. Nous voulons que les gens aient moins besoin de se déplacer et, lorsqu'ils le font, qu'ils prennent les transports publics ou des modes de mobilité douce. Or, ce projet augmente considérablement les capacités des routes dans le périmètre. Et aujourd'hui on sait que plus de route mène à plus de trafic.

Dans tous les cas, il semble un peu déconcertant de voir apparaître un projet autoroutier aussi gourmand en espace dans une région, l'Ouest lausannois et particulièrement un quartier, à Chavannes, dont le développement est en cours ou imminent. Là où l'autoroute dicte déjà le développement de la ville, il semble légitime que la commune puisse réduire l'impact sur son territoire d'un tel projet afin de pouvoir mieux organiser ses activités territoriales. Sous prétexte de désengorger l'agglomération, ce qui reste à prouver, c'est la qualité de vie des habitant.e.s de Chavannes qui est sacrifiée.

En effet, l'impact de ces projets sur la qualité de vie des habitant.e.s actuel.le.s et futur.e.s sera important, notamment en termes de pollution de l'air et de pollution sonore. Or, il semble que certaines alternatives pourraient encore être envisagées pour réduire la congestion du trafic dans cette région. A tout le moins, l'impact de ce projet pourrait être revu à la baisse.

Au vu de ces éléments, je pose les questions suivantes au Conseil d'Etat :

- Quelle a été la participation des autorités communales dans la conduite du projet qui est mené par l'OFROU ? Le Conseil d'Etat s'est-il assuré que les communes étaient incluses dans le processus ?
- Au vu des oppositions des communes ainsi que des habitants de la commune de Chavannes, quelle est la position du Conseil d'Etat sur ce projet et sur son ampleur ? Est-il envisageable de réduire la voilure ?
- Comment a été étudiée l'insertion du trafic nouvellement créé dans le tissu routier urbain environnant ?
- L'alternative d'un boulevard urbain sur la partie d'autoroute entre Chavannes et la Maladière, a-t-elle été étudiée de manière suffisamment approfondie ? Pourquoi a-t-elle été abandonnée ?

Nous remercions d'avance le Conseil d'Etat pour ses réponses.

Souhaite développer.

*(Signé) Rebecca Joly
et 4 cosignataires*

Développement

Mme Rebecca Joly (VER) : — Au début du mois de novembre dernier, l'Office fédéral des routes (OFROU) mettait à l'enquête publique un énorme projet de nouvelles sorties autoroutières dans l'Ouest lausannois. Cela concernait deux jonctions, à Chavannes et à Ecublens, ainsi que plusieurs mesures routières sur l'actuelle sortie de Malley, ainsi que d'autres mesures routières et d'accompagnement. Plusieurs présentations publiques à la population sur ces projets ont eu lieu. Néanmoins, à la fin de la procédure de consultation, plusieurs oppositions se sont manifestées, dont celles de plusieurs municipalités de l'Ouest lausannois et de la Municipalité de Lausanne.

Quand on voit les dimensions du projet, on comprend que l'emprise sur le territoire est phénoménale ! C'est notamment le cas dans la commune de Chavannes qui voit une grande partie de son territoire amputée par la nouvelle jonction autoroutière, alors qu'elle est déjà coupée par l'autoroute ! Le projet perturbe le développement futur de cette ville ainsi que sa volonté de développer son territoire. De plus, l'impact d'un tel projet sur la qualité de vie des habitants alentours interpelle, de même que l'opportunité de décider de nouvelles grosses routes à l'heure où, pour des raisons climatiques, la tendance est plutôt à la réduction des transports individuels motorisés.

Pour toutes ces raisons, je pose une série de questions au Conseil d'Etat, concernant notamment la participation des autorités communales à un tel projet conduit par l'OFROU, puisque les routes nationales sont de compétence fédérale, ainsi que la participation du Conseil d'Etat. Je demande aussi quelles sont les possibilités de réduire éventuellement la portée des projets aux niveaux cantonal et communal. Je remercie d'avance le Conseil d'Etat pour ses réponses.

L'interpellation est renvoyée au Conseil d'Etat qui y répondra dans un délai de trois mois.

Postulat Muriel Thalmann et consorts – Ressources hydriques : vers une coordination/planification cantonale de la gestion des eaux ? (18_POS_097)

Texte déposé

La fréquence des épisodes de grande sécheresse s'accroît. La sécheresse extrême de l'été 2018 en est un récent exemple, avec pour conséquence notamment la baisse spectaculaire du niveau d'eau du lac de Bret, propriété de la Ville de Lausanne. Cet épisode a mis les communes vaudoises à rude épreuve et compromis leurs réserves : de nombreuses communes ont émis des restrictions d'eau et ont vu le niveau d'eau de leurs rivières baisser dangereusement. Ainsi par exemple :

- Maraçon a dû acheter de l'eau au réseau d'Oron et environs (sources tarées et trop faible débit) ;
- Montpreveyres a vu diminuer le débit moyen de ses sources, l'amenant à compenser ce déficit par des achats d'eau auprès de l'Association intercommunale des eaux du Jorat (AIEJ) ⁵ ;
- Bournens a dû sécuriser son approvisionnement en eau en se tournant vers une autre commune suite à une insuffisance de pression ;
- Corbeyrier a été privée d'eau durant un week-end de début décembre 2018, suite à la période de sécheresse estivale qui a mis en évidence des défauts sur les captages.

La Loi cantonale sur la distribution de l'eau (LDE) du 30 novembre 1964 charge les communes d'assurer l'approvisionnement en eau pour les besoins liés à la consommation et à la lutte contre le feu. Ainsi chaque distributeur a l'obligation légale d'établir un plan directeur de la distribution de l'eau (PDDE) qui vise un développement coordonné, judicieux et économique du réseau (article 7a).

L'élaboration d'un PDDE permet d'améliorer les connaissances du réseau d'eau potable, d'identifier les objectifs stratégiques, de planifier des mesures afin d'assurer la distribution de l'eau sur le long terme, d'optimiser le dimensionnement du réseau, d'intégrer le concept d'approvisionnement dans son contexte régional, de maîtriser les coûts d'investissement et de limiter les pertes d'eau en :

⁵ Le Courrier, 25 octobre 2018

- dressant l’inventaire des installations principales et de leurs caractéristiques ;
- proposant des options possibles pour améliorer et développer le réseau en prenant en compte les besoins actuels et futurs ;
- définissant les mesures à prendre afin d’assurer l’approvisionnement en eau potable en temps de crise.

En effet, certaines communes vaudoises peuvent cumuler différentes problématiques, comme être confrontées à :

- des captages qui fournissent des faibles débits (dimensionnement insuffisant, vétusté, etc.) ;
- des conduites vieillissantes (importantes fuites d’eau) ;
- des captages de faible profondeur (soumis à l’influence chimique et bactériologique des eaux superficielles) ;
- la valorisation d’une partie de l’eau réalisée à un endroit éloigné de son lieu de production ;
- des réseaux d’eau à capacité limitée d’absorption de quantités d’eau plus élevées ;
-

Le PDDE est soumis à l’approbation du Service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV) et de l’Etablissement cantonal d’assurance contre l’incendie et les éléments naturels (ECA).

Force est de constater que certaines communes sont déjà très dépendantes d’autres communes pour leurs apports d’eau et que cette dépendance ira en s’accroissant, vu l’évolution démographique et le changement climatique. Ainsi, la Sagenord — société intercommunale en charge de l’acheminement des eaux potables du Nord vaudois — a décidé de créer un « aqueduc » qui permettra d’échanger l’eau entre le réseau de Grandson, de Baulmes, d’Orbe, de la Menthue et de Cheyres-Châbles ainsi que d’Yverdon pour sécuriser l’approvisionnement en cas de panne ou de canicule. Ce système aura toutefois ses limites, car l’augmentation du pompage des sources induira une augmentation du taux de micropolluant et la région va avoir besoin d’une stratégie qui prenne mieux en compte l’accès à l’eau des lacs du canton.⁶

On le voit, les communes vaudoises sont appelées à s’interconnecter pour mutualiser les ressources en eau et pallier les pollutions locales ; elles vont de plus se retrouver à devoir réaliser des investissements conséquents, si leur réseau d’eau est vétuste.

Cette évolution au niveau des régions illustre de manière emblématique la situation décrite par les scientifiques suisses qui estiment qu’« il est impératif de créer des instruments de planification régionaux intégrant tous les aspects de l’eau. Il convient de concevoir la gestion de l’eau de telle sorte que les ressources soient prises en compte et que la répartition de l’eau demandée s’effectue selon des règles claires et justes, et qu’il soit possible de réagir avec souplesse aux futures périodes de sécheresse et de crues. »⁷

On voit donc que la coordination régionale ne suffit plus et que le canton va devoir jouer un rôle central afin de garantir un approvisionnement sûr et équitable. Il convient donc de se doter de moyens de planification qui nous permettent d’accompagner cette évolution, raison pour laquelle nous avons l’honneur de demander au canton de présenter sa stratégie en matière de gestion des eaux, en expliquant en particulier sa stratégie des permis d’eau et les moyens et outils à sa disposition pour inciter les communes ou associations intercommunales à prévenir les carences en eau, ainsi qu’en présentant un état des lieux portant notamment sur :

- l’état sanitaire de l’eau distribuée ;
- l’état de l’interconnexion des réseaux vaudois ;

⁶ « L’or bleu s’échangera dans tout le Nord vaudois », *24Heures*, 14.12.2018

⁷ Coup de projecteur sur le climat suisse. Etat des lieux et perspectives. *Swiss Academies Reports*, Vol. 11, No 5, 2016

- l'état des lieux des plans directeurs communaux ou intercommunaux (PDDE) ;
- les régions les plus menacées en termes d'approvisionnement en eau.

Nous remercions d'avance le Conseil d'Etat pour son rapport.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

(Signé) Muriel Thalmann
et 37 cosignataires

Développement

Mme Muriel Thalmann (SOC) : — La fréquence des épisodes de grande sécheresse s'accélère. Nous avons pour exemple récent la sécheresse extrême de l'été qui a mis à mal nos réserves d'eau ; autre exemple : nous avons enregistré pour la première fois des températures de 30 degrés en octobre, au Tessin. Il y a eu une baisse spectaculaire du niveau de l'eau du lac de Bret et de nombreuses communes ont dû prendre de nouvelles mesures afin d'assurer leur approvisionnement en eau :

- certaines ont dû émettre des restrictions d'eau ;
- d'autres ont dû acheter de l'eau à une autre commune ou association intercommunale.

Assurer l'approvisionnement en eau est une compétence communale et chaque commune a l'obligation d'établir un plan directeur de la distribution de l'eau (PDDE).

Cependant, les récents épisodes de sécheresse montrent que les communes vaudoises sont appelées à s'interconnecter pour mutualiser leurs ressources en eau et pour pallier les pollutions locales. Il s'y ajoute le fait que de nombreuses communes ont des réseaux d'eau vétustes, qui les amèneront à réaliser des investissements conséquents.

Certaines communes vaudoises cumulent déjà différentes problématiques, avec :

- des captages qui fournissent de trop faibles débits ;
- des conduites vieillissantes et d'importantes fuites d'eau ;
- des captages de faible profondeur ;
- des réseaux d'eau à capacité limitée.

Cette évolution illustre bien la situation décrite par les scientifiques suisses qui estiment qu'« il est impératif de créer des instruments de planification régionaux intégrant tous les aspects de l'eau ».

Il est visible que le canton va devoir jouer un rôle central afin de garantir un approvisionnement en eau sûr et équitable. Notre postulat demande donc au canton de présenter sa stratégie en matière de gestion des eaux.

Le postulat, cosigné par au moins 20 députés, est renvoyé à l'examen d'une commission.

Postulat Alexandre Rydlo et consorts au nom du groupe socialiste – Pour le développement d'un Plan cantonal aux fins de lutter contre la pollution lumineuse (18_POS_098)

Texte déposé

Depuis la nuit des temps, l'Humanité a pu observer un ciel nocturne rempli d'étoiles. Elle peut en contempler quelque 200 à 300 milliards. Pourtant, depuis l'avènement de la lumière artificielle, il y a un peu plus de 150 ans, la visibilité des étoiles du ciel disparaît. La voie lactée n'est plus qu'un lointain souvenir. Dans les deux grandes villes de la région lémanique les citadins ne voient la nuit plus que 80 à 250 étoiles.

En lointaine périphérie et dans la campagne en plaine, loin des lacs, les habitants distinguent entre 250 et 1'000 étoiles. Ils peuvent lors de bonnes conditions voir la Voie Lactée. Dans la Vallée, et davantage dans le Pays-d'Enhaut, les habitants peuvent compter jusqu'à 3'000 étoiles et s'émerveiller devant le spectacle de la Voie Lactée. Celle-ci prend seulement toute sa beauté au milieu des océans et

loin des continents. Aujourd'hui, Vincent Van Gogh ne pourrait plus peindre son célèbre tableau « La Nuit étoilée », peint en 1889, à Saint-Rémy-de-Provence, car la nuit y est actuellement aussi claire qu'au bord du lac Léman.

Or il n'y a pas que l'humain qui perd ses nuits. La faune et la flore s'en trouvent fortement impactées aussi. Les oiseaux migrateurs qui volent la nuit s'orientent d'après la Lune ou les champs magnétiques. Par temps couvert, la nuit, des bâtiments fortement éclairés attirent ces oiseaux qui viennent s'écraser contre leurs façades. Chaque nuit d'été, des millions d'insectes, dont des pollinisateurs, viennent s'épuiser ou se brûler autour des lampadaires de l'éclairage public. Les zones fortement éclairées comme le long de certaines routes créent des barrières lumineuses que beaucoup d'habitants de la nuit n'osent franchir, réduisant ainsi leurs territoires de chasse ou de reproduction. Ceci peut facilement s'observer chaque année vers la fin du mois de juin au Parc Louis Bourget à Vidy lors du vol nuptial des lucioles.

Outre une substantielle réduction de consommation d'énergie électrique jusqu'à 30% pour des communes ayant tenté l'expérience, la réduction de la pollution lumineuse peut améliorer le sommeil des riverains. En choisissant le bon spectre lumineux des éclairages publics, et notamment en évitant les LEDs émettant dans les couleurs bleues, il est possible de réduire les risques de développement de certaines maladies tels que des cancers liés à la sécrétion de la mélatonine⁸.

Rendre l'obscurité à la nuit

Selon l'OFEV, les émissions lumineuses dirigées ou reflétées vers le haut ont plus que doublé entre 1994 et 2012. La plupart des Suissesses et Suisses vivant sur le plateau et surtout dans les villes n'ont plus vu la Voie Lactée depuis longtemps. Même l'essentiel des étoiles leur reste invisible. Dans le pire des cas, ils ne peuvent que contempler le halo orangé qui leur sert de ciel.

Retrouver un ciel sombre, un paysage nocturne, rempli d'étoiles, passe par la diminution de l'éclairage artificiel. Pour vivre par anticipation un avenir de ciel sombre, il est possible de tenter de couper l'éclairage le temps d'un soir sans lune, dans une commune, au niveau d'un district, voire au niveau de tout le canton, et d'admirer la richesse en étoiles du ciel. Rendons donc la Voie Lactée aux Vaudoises et aux Vaudois !

Protéger la biodiversité

L'être humain est une espèce diurne qui effectue l'essentiel de ses activités le jour. La nuit est le royaume des animaux nocturnes et ils sont légion. Parmi les plus connus, on trouve les chauves-souris, mais l'essentiel des habitants de la nuit sont les arthropodes (insectes, arachnides, myriapodes) qui s'affairent à l'abri de la lumière. Dans ce groupe, on retrouve les papillons de nuit qui jouent un rôle dans la fécondation des fleurs, et servent de repas à d'autres animaux plus hauts sur la pyramide alimentaire.

Dans certains cas, la lumière artificielle diminue le territoire de chasse ou de reproduction des animaux nocturnes. Mais ce que nous connaissons le plus est l'effet d'une forte attirance des lampadaires sur les insectes. L'effet d'aspirations peut s'exercer jusqu'à une distance de 700 mètres qui est bien supérieure à la distance habituelle séparant les lampadaires sur une route. De ce fait, ces lampadaires créent des barrières lumineuses presque infranchissables pour les insectes. Ainsi, la lumière qui est censée relier les hommes sépare les insectes par une fragmentation de leur territoire. De plus, les ampoules piègent et épuisent ou brûlent leurs captifs^{9,10}.

L'éclairage artificiel est une des causes de l'hécatombe importante de la biomasse entomofaune à laquelle nous assistons ces dernières décennies. « En vingt ans, les émissions lumineuses dirigées vers

⁸ Recommandations pour la prévention des émissions lumineuses, Office fédéral de l'environnement des forêts et du paysage OFEFP, 2005

⁹ Idem

¹⁰ <https://www.nature.com/news/nocturnal-pollinators-go-dark-under-street-lamps-1.22395>

le haut ont augmenté de 70 % en Suisse, constate Laurence von Fellenberg, de la division Espèces, écosystèmes, paysages à l'OFEV »¹¹.

« Chaque nuit d'été, en Suisse, des millions d'insectes meurent ou gaspillent leur énergie à tourbillonner autour des lampadaires, estime le biologiste Fabio Bontadina, de l'association SWILD, spécialisée en écologie urbaine »¹².

Il est impératif de protéger les sites naturels tels que les bords de forêts, les prairies sèches, les zones humides et les bords des eaux de la pollution lumineuse.

Parfois, il suffit de réguler la lumière artificielle pendant les heures critiques de la nuit, ou dans certaines périodes de l'année pour avoir un effet de protection important.

Réduire la facture d'électricité des communes

D'après les statistiques fédérales, l'éclairage public, en Suisse, en 2017, a consommé 401 GWh d'électricité. Cela représente environ 0,7 % du total de l'électricité utilisée. On observe une tendance baissière en la matière, laquelle est probablement due à l'efficacité supérieure de la technologie des LEDs, en comparaison des anciennes ampoules. Pourtant, la luminosité nocturne ne cesse d'augmenter d'environ 2 % par an !¹³

Dans le canton de Neuchâtel, le législatif du Val-de-Ruz a décidé d'éteindre dès 2019 ses lampadaires entre minuit et 4h45 du matin. Il espère réduire ses 4'200 heures d'éclairage de 1'700 heures, et ainsi économiser environ 34'000 francs^{14 et 15}.

La technologie LED permet également de réduire, par paliers, l'intensité d'éclairage à mesure que le soir avance. La ville d'Yverdon-les-Bains est d'ailleurs en train d'appliquer cette stratégie, avec plus du tiers de ses luminaires désormais équipés de la technologie dynamique. Ces lampadaires vont, suivant l'endroit, jusqu'à l'extinction totale et les avis de la population sont excellents, selon le Municipal des Energies d'Yverdon, Pierre Dessemontet. La ville d'Yverdon a par ailleurs aussi procédé à quelques expériences avec les températures de couleurs effectives des luminaires. Au centre-ville, les luminaires seront équipés de lampes avec une lumière de température effective de 2'700 K, laquelle pourrait même descendre à 2'200 K.

Réduire la consommation d'énergie électrique la nuit deviendra à l'avenir de toute façon nécessaire si, faute de trouver une bonne technique de stockage, cette énergie proviendra principalement de sources de production renouvelables. L'éclairage public nocturne entrera, dans ce cas, forcément en concurrence de ressources avec une mobilité à base électrique et une consommation domotique croissante.

D'autres communes, d'autres régions ou d'autres pays réduisent leur pollution lumineuse

D'autres pays ont déjà pris des mesures pour réduire la pollution lumineuse. La Tchéquie a été en 2002 le premier pays du monde à introduire une législation spécifique pour la réduction de la pollution lumineuse.

Avec sa récente Loi sur la biodiversité, la France s'est donné des moyens pour en faire de même¹⁶. En août de l'année 2018, le Parc national des Cévennes a ainsi rejoint le club grandissant des régions qui cherchent à protéger leur ciel en devenant une « Réserve internationale de ciel étoilé ». Depuis lors, le parc utilise ce label dans sa promotion touristique. « Les principales préconisations portent sur la limitation de la température de couleur des sources lumineuses (2'000 K en cœur et 3'000 K en zone

¹¹ Lumière artificielle: Ô saine nuit, OFEV, 2013

¹² Idem

¹³ Statistique suisse de l'électricité 2017, p. 26, Office fédérale de l'énergie OFEN

¹⁴ <https://www.tdg.ch/suisse/suisse-romandecommune-valde-ruz-eteindra-lampadaires/story/23722852>

¹⁵ <https://www.rts.ch/info/regions/neuchatel/9940584-valderuz-pourrait-etre-la-premiere-agglomeration-sans-lumiere-la-nuit.html>

¹⁶ <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/pollution-lumineuse>

tampon), l'orientation du flux lumineux vers le sol (ULOR/ULR < 1%) et l'optimisation des modes de gestion (gradation de puissance, extinction en milieu de nuit...) »¹⁷.

Dans le canton de Berne, des habitants travaillent sur un projet de « Paysage nocturne dans le parc naturel du Gantrisch ». Il ne manque plus que le Parc Jura vaudois ou le Parc Gruyère Pays d'Enhaut pour valoriser leur propre ciel, et en faire un atout culturel et touristique.

Plus proche de nous, la ville d'Annemasse en Haute-Savoie a organisé une extinction nocturne de l'éclairage public dans certains de ses quartiers afin d'observer les étoiles et montrer les constellations aux habitants.

Des solutions existent

Depuis de nombreuses années, nous constatons une progression insidieuse de la pollution lumineuse de notre ciel. Beaucoup d'entre nous n'ont même pas remarqué que la Voie Lactée a disparu. Par la presse nous avons également appris en 2018 que la plupart de nos insectes et beaucoup de nos oiseaux ont également disparu.

Pour une partie de ces problèmes, la pollution lumineuse artificielle en est la cause, mais il existe des solutions techniques ainsi que des modifications de comportement pour y remédier. Dans certains cas, on peut réduire les émissions, ou en changer le spectre, sans nuire à l'objectif d'éclairer.

Dans d'autres cas, il sera nécessaire d'éliminer la lumière artificielle de certaines zones afin de préserver un espace de vie aux animaux de la nuit.

Mais pour ce faire, les autorités cantonales et communales doivent se donner les connaissances utiles pour mettre en place une stratégie raisonnée qui, ensuite, pourra améliorer notre cadre de vie tout en économisant des dépenses énergétiques. Les milieux naturels se trouveront renforcés.

Le canton pourra ainsi aider les communes qui ont déjà commencé des démarches de réduction de la pollution lumineuse, et profiter de l'occasion pour rendre visible la Voie Lactée à ses habitants.

Aussi ai-je l'honneur, au nom du groupe socialiste, de demander au Conseil d'Etat de bien vouloir étudier l'opportunité de :

1. établir une planification territoriale afin de limiter la pollution lumineuse sur tout le territoire du canton, soit créer en tant qu'outil de planification et de gestion, une cartographie de la pollution lumineuse nocturne ;
2. identifier les zones naturelles critiques qui mériteraient des mesures de protection nocturne spécifique, et d'établir des directives régissant l'éclairage dans les zones riches en biodiversité à protéger (bords de lacs, lisières de forêts, zones humides, prairies sèches, créations de corridors d'obscurité, etc....) ;
3. élaborer des directives cantonales concernant les horaires et les périodes saisonnières d'éclairage autorisés afin de réduire la pollution lumineuse au strict nécessaire ; ces directives doivent également réguler l'extinction des éclairages des bureaux et des commerces lorsque plus personne n'occupe ces locaux, de même que réguler l'extinction des supports publicitaires divers, lorsque peu de personnes les voient, notamment la nuit ;
4. développer ou introduire des normes déjà existantes concernant les types de lampes à éclairage directionnel et les spectres d'émission souhaités ; l'éclairage extérieur, public ou privé, devrait

¹⁷ <http://www.cevennes-parcnational.fr/fr/print/actualites/le-guide-de-leclairage-de-la-rice-vient-de-paraitre>
https://www.youtube.com/watch?v=0FXJUP6_O1w
<https://www.youtube.com/watch?v=7Ojw7vXIFo0>
<https://www.lightpollutionmap.info/#zoom=7&lat=5940374&lon=850343&layers=B0FFFFFTFFFF>
<https://www.letemps.ch/suisse/suisse-retient-nuit>
<https://www.darksky.ch/dss/fr/ge.ch/grandconseil/data/texte/M02422.pdf>

éviter au maximum les nuisances à la santé humaine, aux animaux et insectes nocturnes tout en diminuant la pollution lumineuse du ciel ;

5. encourager les communes vaudoises, pour celles qui ne l'ont pas encore fait, à établir des plans lumières spécifiques et complémentaires à celui du canton ;
6. créer des directives qui faciliteraient l'organisation ponctuelle et régionale d'une extinction de toute lumière extérieure le temps d'une ou plusieurs nuit(s) sans lune afin d'offrir à la population locale un ciel plein d'étoiles.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures.

*(Signé) Alexandre Rydlo
et 38 cosignataires*

*Avec l'appui de la Commission Energie et Environnement du Parti Socialiste Vaudois, en particulier
Fred Tschuy, Président, Laurée Salamin, Serge Ansermet, Patricia Zurcher, Céline Gandar et André
Maeder, Membres*

Développement

M. Alexandre Rydlo (SOC) : — Quiconque regarde le ciel le soir au-dessus du lac Léman depuis Montreux s'étonnera de voir une sorte de nuage lumineux orangé au-dessus des villes de Lausanne et de Genève. Quiconque regarde le ciel le soir en agglomération s'étonnera de ne malheureusement pas voir facilement les étoiles. Quiconque rentre chez lui au milieu de la nuit s'étonnera de croiser sur son chemin des façades de bâtiments illuminées, des locaux complets encore éclairés, des vitrines allumées, ou des rangées de lampadaires de route enclenchés, cela alors même que personne, ou presque personne n'est là pour travailler, regarder, cheminer ou rouler.

Si depuis la nuit des temps, l'Humanité a pu observer un ciel nocturne rempli de quelque 200 à 300 milliards d'étoiles, force est de constater que, depuis l'avènement de la lumière artificielle il y a un peu plus de 150 ans, la visibilité des étoiles du ciel disparaît. La Voie Lactée n'est plus qu'un lointain souvenir et, dans les deux grandes villes de la région lémanique, la nuit, les citadins ne voient plus que 80 à 250 étoiles. En lointaine périphérie et dans la campagne, en plaine et loin des lacs, les habitants distinguent, au mieux, entre 250 et 1000 étoiles.

Ce phénomène est dû à ce qu'on appelle la pollution lumineuse. Selon l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), les émissions lumineuses dirigées ou reflétées vers le haut ont plus que doublé entre 1994 et 2012. La plupart des Suissesses et des Suisses vivant sur le Plateau, surtout dans les villes, n'ont plus vu la Voie Lactée depuis longtemps.

Or, il n'y a pas que l'humain qui perde ses nuits à cause de cette pollution lumineuse. La faune et la flore s'en trouvent fortement impactées aussi. Et pourtant, outre une substantielle réduction de la consommation et des dépenses d'énergie électrique, allant jusqu'à 30% pour les communes ayant décidé de réduire certains éclairages, la réduction de la pollution lumineuse peut clairement améliorer le sommeil des riverains ainsi que la vie de la flore et de la faune. En réduisant les barrières et les pièges lumineux, comme en choisissant le bon spectre lumineux des éclairages publics, notamment en évitant les LEDs émettant dans les tons bleus, il est possible de réduire la destruction de la faune et de la flore, comme de réduire les risques de développement de certaines maladies telles que des cancers, chez les humains.

Pour une partie de ces problèmes, il existe des solutions techniques ainsi que des modifications de comportement pour y remédier. Dans certains cas, on peut réduire les émissions lumineuses, ou en changer le spectre, sans nuire à l'objectif d'éclairer. Dans d'autres cas, il sera nécessaire d'éliminer la lumière artificielle de certaines zones afin de préserver un espace de vie aux animaux de la nuit. Mais pour ce faire, les autorités cantonales et communales doivent acquérir les connaissances utiles pour mettre en place une stratégie raisonnée qui pourra ensuite améliorer notre cadre de vie tout en économisant des dépenses énergétiques. Les milieux naturels se trouveront aussi renforcés.

D'autres pays ont déjà pris des mesures pour réduire la pollution lumineuse. La Tchèque a été, en 2002, le premier pays du monde à introduire une législation spécifique pour la réduction de la pollution lumineuse. Avec sa récente Loi sur la biodiversité, la France s'est donné des moyens pour

faire de même. Plus proche de nous, la ville d'Annemasse en Haute-Savoie a organisé une extinction nocturne de l'éclairage public dans certains de ses quartiers. La ville d'Yverdon-les-Bains est aussi en train d'appliquer une stratégie de réduction de l'éclairage, et plus du tiers de ses luminaires sont désormais équipés d'une technologie dynamique de réduction de l'éclairage. Suivant le lieu, les lampadaires vont jusqu'à l'extinction totale et les avis de la population sont excellents.

Mon postulat déposé au nom du groupe socialiste demande ainsi, entre autres, de bien vouloir étudier l'opportunité :

1. d'établir une planification territoriale afin de limiter la pollution lumineuse sur tout le territoire du canton ;
2. d'identifier les zones naturelles critiques qui mériteraient des mesures de protection nocturne spécifiques et d'établir des directives régissant l'éclairage dans les zones riches en biodiversité à protéger ;
3. d'élaborer des directives cantonales concernant les horaires et les périodes saisonnières d'éclairage autorisés, y compris pour les bureaux, les commerces et les supports publicitaires divers ;
4. de développer ou d'introduire des normes déjà existantes concernant les types de lampes à éclairage directionnel et les spectres d'émission souhaités ;
5. d'encourager les communes vaudoises, pour celles qui ne l'ont pas encore fait, à établir des plans lumières spécifiques et complémentaires à celui du canton ;
6. de créer des directives qui faciliteraient l'organisation ponctuelle et régionale d'une extinction de toute lumière extérieure le temps d'une ou plusieurs nuits sans Lune afin d'offrir à la population locale un ciel plein d'étoiles.

Le postulat, cosigné par au moins 20 députés, est renvoyé à l'examen d'une commission.

Postulat Pierre Dessemontet et consorts – Quel avenir pour les réseaux de gaz de ville après la transition énergétique ? Pour que le canton étudie la faisabilité technique et économique de l'emploi de différentes sources de gaz méthane d'origine non-fossile (18_POS_099)

Texte déposé

A l'heure actuelle, une part non négligeable du parc de bâtiments de notre canton est chauffée au gaz naturel, qui remplace avantageusement le mazout en termes écologiques, et dont ce parc constitue le marché principal. Cela dit, le gaz naturel reste une énergie de transition, appelée à terme à être remplacée par des sources d'énergies non fossiles, ou par des mesures d'économie dans le domaine de l'assainissement énergétique de nos infrastructures. Dans ce cadre, la question de l'avenir, à terme, des réseaux d'approvisionnement et de distribution de gaz naturel se pose, et se pose dès aujourd'hui — est-il par exemple encore judicieux d'étendre ces réseaux alors qu'on peut penser qu'ils courent le risque d'être désaffectés avant le terme de leur période d'exploitation technique prévisible ?

Toutefois, il est possible que ces réseaux aient un avenir au-delà de celui défini par la transition énergétique. Il existe en effet plusieurs sources alternatives de gaz méthane qui ont en commun de ne pas être d'origine fossile. Outre le biogaz, déjà largement développé et connu, j'en citerai deux :

- La méthanation, processus dit *power to gas* qui crée du gaz méthane à partir de gaz carbonique, d'eau et d'électricité issue par exemple de surplus éolien ou solaire, et qui pourrait également constituer un puits à CO₂ en plus d'une source d'énergie ;
- La pyrolyse, appliquée à la matière organique, permettant d'en extraire notamment du gaz méthane à l'aide de chaleur ;

Or, si les procédés techniques à même de produire du gaz méthane neutre en termes de rejets de gaz à effet de serre sont théoriquement connus, il reste que leur faisabilité technique, mais surtout économique n'a pas été vraiment étudiée, au-delà d'appréciations sommaires – la rentabilité actuelle de ces procédés n'étant pas assurée actuellement.

Dans le même esprit, il est ici demandé à l'Etat d'étudier parallèlement la mise en place de conditions-cadres légales encourageant le développement des sources de gaz non fossile, à même de constituer à terme une part non négligeable du gaz consommé dans le canton.

Le but de ce postulat est donc double :

- Inciter le canton de Vaud à mener les études techniques et économiques sur le moyen et long terme quant à la faisabilité, dans le canton de Vaud, de l'ensemble des approches de production de gaz méthane non fossile ;
- demander au canton de Vaud d'étudier également la prise en compte et l'encouragement dans le cadre de la Loi sur l'énergie (LVLEne), du gaz issu de sources non fossiles, par exemple en tant que part de la couverture obligatoire en énergie renouvelable des besoins en eau chaude.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures.

(Signé) Pierre Dessemontet
et 37 cosignataires

Développement

M. Pierre Dessemontet (SOC) : — Le gaz naturel a pris une importance prépondérante dans notre manière de nous chauffer et, dans ce domaine, il est en train de supplanter avantageusement le mazout. Toutefois, cela reste une énergie de transition dont nous sommes censés nous défaire progressivement, dans le cadre de la stratégie énergétique 2050, par exemple. Cela pose la question de l'avenir, à terme, des réseaux de gaz, qui sont des infrastructures lourdes, coûteuses à mettre en place et à entretenir, et à longue durée de vie puisqu'elle est justement comparable à celle de la transition énergétique. En un mot comme en cent : faut-il continuer à investir dans de telles infrastructures ?

Une des portes pour sortir de cette contradiction pourrait consister en un développement de sources de gaz non fossile — outre le biogaz qu'il conviendrait par ailleurs de développer plus massivement. Les sources de gaz non fossile renouvelables sont par exemple les procédés de pyrolyse appliqués à la matière organique et permettant d'en extraire du gaz méthane, ainsi que la méthanation ou le *power-to-gas* permettant de créer du gaz à partir d'électricité issue, par exemple, des surplus solaires ou éoliens à venir. Ces procédés sont toutefois peu étudiés à l'heure actuelle, car ils sont considérés coûteux et non rentables. Le postulat présenté ici a un double but. Il s'agit d'une part d'inciter le canton de Vaud, par le biais de ses services, à mener l'étude technique et économique, à terme, quant à la faisabilité y compris économique de l'ensemble des méthodes de production de gaz renouvelable. D'autre part, il s'agit d'étudier la prise en compte et l'encouragement à l'utilisation du gaz renouvelable dans le cadre de la Loi sur l'énergie, permettant par exemple son utilisation comme part obligatoire en énergie renouvelable dans les besoins énergétiques.

Le postulat, cosigné par au moins 20 députés, est renvoyé à l'examen d'une commission.

Postulat Pierre Dessemontet et consorts – Après les Assises Vaudoises du Climat – pour que le Canton fournisse une « boîte à outils » aux acteurs institutionnels de l'adaptation au réchauffement climatique (18_POS_100)

Texte déposé

Le mois dernier, Météosuisse a publié les scénarios climatiques de référence à l'horizon 2085. Selon ces résultats, on peut s'attendre à ce que différents domaines de compétence des acteurs institutionnels soient touchés directement par le réchauffement climatique ainsi décrit, qu'on peut résumer de la manière suivante :

- Augmentation d'intensité des événements extrêmes ;
- Forte hausse des températures moyennes, particulièrement en altitude ;
- Forte élévation de l'isotherme du zéro degré, particulièrement en hiver ;

- Sécheresses estivales plus courantes et plus prononcées ;
- Hivers plus doux, pluies hivernales plus fortes ;

Sur le territoire cantonal, ces événements climatiques pourraient provoquer, entre autres, les événements suivants :

- Hausse massive, jusqu'à 5°C, des températures durant les vagues de chaleur, particulièrement en milieu urbain, via le phénomène de l'îlot de chaleur ;
- Dégel du permafrost d'altitude, éboulements et laves torrentielles plus fréquentes dans les Alpes vaudoises ;
- Hausse de plusieurs centaines de mètres de l'altitude minimale de l'enneigement prévisible — et impact à attendre sur les stations de montagne ;
- Baisse de 20 % du niveau des pluies estivales, sécheresses estivales plus longues et plus prononcées, mettant entre autres en danger l'approvisionnement en eau potable de nombre de communes et augmentant le risque d'incendie, notamment en forêt ;
- En revanche, hausse du niveau des pluies hivernales et des événements exceptionnels, susceptibles de provoquer des débordements et des inondations plus sévères ;

Le canton de Vaud a reconnu l'importance du problème et a tenu, tout récemment, ses premières Assises du climat. La politique proclamée par le canton lors de cette journée est constituée de deux piliers, dont l'un constitué par l'adaptation au réchauffement climatique. Toutefois, les ateliers thématiques tenus lors de cette journée sont restés extrêmement généraux et ne permettent pas aux différents acteurs institutionnels de bénéficier d'outils permettant, sur le terrain, de s'attaquer à la problématique par le biais de mesures concrètes.

Faisant le constat que ces acteurs de terrain ont désormais un besoin avéré d'une « boîte à outils » leur permettant de planifier et de prendre les mesures qui semblent devoir s'imposer dans leurs collectivités respectives, ce postulat demande donc que le canton s'attelle à cette tâche et étudie les points suivants :

- Cataloguer les conséquences concrètes et physiques à attendre du réchauffement climatique (sécheresse, inondations, canicules, etc.) sur le territoire cantonal ;
- Dresser les mesures concrètes pouvant être entreprises à l'échelle de nos collectivités afin de pallier les effets de ces conséquences ;
- Désenchevêtrer les rôles dévolus au canton et aux communes et énoncer clairement les responsabilités respectives des uns et des autres dans le cadre d'une politique d'adaptation palliant au réchauffement climatique sur le territoire du canton de Vaud.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures.

*(Signé) Pierre Dessemontet
et 36 cosignataires*

Développement

M. Pierre Dessemontet (SOC) : — Pour beaucoup, 2018 aura été l'année où le changement climatique est sorti des articles scientifiques et des médias pour entrer de plain-pied dans nos vies. Nous avons vécu un début d'année extrêmement humide, avec des précipitations suffisantes pour créer des risques d'inondation importants, notamment dans la Plaine de l'Orbe. Nous avons eu des pluies exceptionnelles, au printemps, avec des orages exceptionnels, en mai dans le Nord vaudois et en juin dans la capitale, occasionnant des dégâts. Ensuite, nous avons eu quatre mois d'une sécheresse presque inédite avant de retrouver une période extrêmement humide. Cela semble préfigurer ce que semble vouloir devenir notre climat au XXI^e siècle.

A ce titre, l'automne passé, l'EPFZ a publié un *Rapport climat* dont le rapport technique est extrêmement intéressant. Je profite de l'occasion pour vous donner quelques chiffres, car nous avons

pour la première fois des données qui s'appliquent au canton de Vaud nous indiquant à quoi nous pourrions nous attendre. Il s'agirait par exemple d'une augmentation des températures moyennes, de deux à trois degrés et demi en hiver et de deux et demi à quatre degrés et demi en été, avec des records de chaleur qui devraient progresser de cinq à six degrés. Pour prendre un exemple, à Yverdon-les-Bains nous connaîtrions une température extrême de près de 44 degrés lors d'un record de chaleur. Il faut aussi s'attendre à une augmentation des précipitations de 5 à 15 % essentiellement sous forme de pluie, alors qu'à l'heure actuelle les précipitations sous forme de neige sont encore relativement fortes. Là aussi, il faut s'attendre à une augmentation des événements exceptionnels. Par contre, il faut s'attendre à une baisse des précipitations de l'ordre de 10 à 25 % en été et à une très forte diminution des nombres de jours de gel — environ 50 % en plaine — soit en moyenne montagne, à 1400 mètres, d'un à deux mois de gel en moins. Nous pourrions perdre jusqu'à 60 jours de gel par année ! Il y aurait la moitié moins de neige à 1500 mètres, essentiellement durant quelques semaines entre les mois de janvier et de février. Par contre, évidemment, le nombre des jours estivaux c'est-à-dire dont la température dépasse 25 degrés passerait de 30 à 80 par année ! Et le nombre de nuits tropicales — nuits au cours desquelles la température ne descend pas au-dessous de 20 degrés — qui à l'heure actuelle se compte sur les doigts d'une main, pourrait passer à 20 ou 25 par année.

Finalement, notre climat est en train de devenir celui du Sud de l'Europe. Cela aura des conséquences directes sur le territoire cantonal, avec une hausse de l'intensité et des fréquences des canicules estivales, la baisse des pluies estivales et son impact sur l'approvisionnement en eau, déjà évoqué aujourd'hui, y compris le risque d'incendie et des risques d'inondation accrus, notamment en hiver et au printemps. Le canton a reconnu tout cela et l'organisation des Assises sur le climat, notamment, manifeste une prise de conscience au niveau officiel.

Cela étant, pour avoir participé à l'ensemble de la journée, et notamment aux ateliers thématiques de l'après-midi, j'estime que le niveau était encore extrêmement général. Il me semble que nous avons besoin — j'utilise le « nous » pour parler notamment des communautés locales que sont les communes, les associations de communes, etc. — de ce que j'appelle une « boîte à outils » d'aides et d'actions concrètes que les différents pouvoirs publics sont à même d'entreprendre, à leurs niveaux de compétence.

Le présent postulat vise à demander au canton de remédier à cela, en trois volets.

1. Créer un catalogue des conséquences prévisibles du réchauffement climatique sur le territoire cantonal.
2. Dresser un catalogue des mesures concrètes à entreprendre, à nos échelles d'action, afin de pallier ces conséquences.
3. Désenchevêtrer les rôles du canton et des communes et énoncer les responsabilités des uns et des autres dans ce cadre.

Le postulat, cosigné par au moins 20 députés, est renvoyé à l'examen d'une commission.

Postulat Martine Meldem et consorts – Aider davantage des gens du Sud – une responsabilité (18_POS_101)

Texte déposé

A une époque où migrations, climat, gestion des ressources nous concernent et touchent tous les continents, Vaud peut soutenir davantage le travail remarquable que les personnes conduisent au sud de la planète pour améliorer leurs conditions sur place.

Près de cinquante communes du canton et la Confédération appuient les projets d'associations ou de fondations affiliées à la Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO). Mais le volume de l'aide au développement du canton évolue peu — depuis des années. Le total des financements s'est même réduit de 2,46 à 2,01 millions de francs entre 2014 et 2016, selon le rapport du Conseil d'Etat sur les affaires extérieures de l'an dernier, en page 37. La Constitution vaudoise en fait pourtant une responsabilité essentielle et nécessaire de l'Etat (voir article 71).

A titre d'exemple d'un projet cofinancé par les pouvoirs publics, une organisation non gouvernementale (ONG) encourage les petits paysans à s'organiser en groupements d'épargne. Chaque membre contribue en fonction de ses possibilités. En cas de coup dur ou de disette, les paysans peuvent bénéficier d'un crédit avantageux, en évitant de recourir à des usuriers qui pratiquent des taux exorbitants. De plus, les membres profitent de formations aux techniques agricoles durables. La coopérative réunit désormais près de 30'000 personnes.

Les projets des ONG membres de la FEDEVACO favorisent la santé, l'éducation, l'alimentation et l'agriculture, l'accès à l'eau, la protection de l'enfance notamment. Validés par une commission de spécialistes, des projets restent en attente de cofinancement.

Les signataires du présent postulat demandent au Conseil d'Etat d'examiner la manière d'augmenter les aides accordées aux projets d'organisations ancrées dans le canton. La création d'un fonds qui accorde des contributions annuelles tout comme la hausse des montants ordinaires peut être envisagée. Dans l'esprit du développement durable, il s'agit de contribuer à un monde, où chacune et chacun a des perspectives d'avenir chez soi.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

*(Signé) Martine Meldem
et 43 cosignataires*

Développement

Mme Martine Meldem (V'L) : — Permettez-moi de déclarer mes intérêts : je suis coprésidente bénévole d'une organisation non gouvernementale (ONG) — Paysans solidaires — qui s'engage, aux portes du Sahel, à lutter contre l'avancée du désert, la désertification et donc la famine.

A une époque où migration, climat et gestion des ressources nous concernent et déstabilisent tous les continents, le canton de Vaud s'engage à soutenir le travail remarquable des personnes engagées sur le terrain, au nord ou au sud, pour lutter encore et toujours contre la faim, pour construire et assainir des réseaux d'eau, pour agir en faveur de l'éducation et de la formation des populations de 7 à 77 ans, bref pour travailler au maintien des populations locales sur leurs terres et dans leurs cités. Mais si les Constituants espéraient une vraie solidarité Nord-Sud dans un nouveau monde, il faut bien constater que le pillage effectué par les pays industrialisés n'a pas diminué et qu'aujourd'hui, il va même jusqu'à compter sur les forces vives de la jeunesse de l'hémisphère sud pour booster leurs économies.

Moi, j'estime que les populations ont le droit d'habiter dans leur environnement et qu'il est important d'engager notre responsabilité et des forces pour leur permettre de vivre une vie de qualité dans leur propre milieu. Qui se souvient encore de la promesse de Kennedy : « En l'an 2000 il n'y aura plus un enfant qui mourra à cause de la faim » ? Je vous encourage à sortir des clichés et à accueillir le postulat, sans lunettes déformantes. Je vous en remercie.

Le postulat, cosigné par au moins 20 députés, est renvoyé à l'examen d'une commission.

Initiative Jean-Daniel Carrard et consorts – Constructions scolaires : clarifions les rôles canton/commune en matière de planification et d'équipements scolaires (18_INI_009)

Texte déposé

Article 27 Loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) — Compétences et responsabilités des communes

a) Bâtiments scolaires, infrastructure et logistique

¹ Les communes, ~~d'entente avec~~ après consultation de l'autorité cantonale et des directions d'établissement, planifient et mettent à disposition des établissements les locaux, installations et espaces, ~~équipements et mobiliers~~ nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

² Elles assument la maintenance et l'exploitation des bâtiments ainsi que la fourniture des énergies et l'élimination des déchets.

³ Les locaux et installations sont destinés en priorité à l'enseignement et aux prestations qui lui sont directement liées, notamment les cours de langue et de culture d'origine. Les autorités communales peuvent autoriser d'autres utilisations, notamment l'accueil parascolaire, pour autant qu'elles ne nuisent pas au bon fonctionnement de l'école.

⁴ Un règlement élaboré après consultation des communes fixe les procédures et les normes à appliquer et définit les équipements nécessaires *en application des critères prévus par la présente loi*. ~~Une convention vient, le cas échéant, concrétiser la relation Etat communes dans leurs demandes.~~

Article 131 Frais à la charge de l'Etat

¹ L'Etat prend en charge *l'ensemble des frais des établissements qui ne sont pas attribués à une autre entité publique ou privée aux termes de la présente loi, en supportant notamment :*

- a) l'entier des salaires et charges sociales du corps enseignant, du personnel administratif ainsi que des bibliothécaires scolaires ;
- b) *l'entier des frais liés à l'acquisition, l'installation, la maintenance, le dépannage et la sécurité de l'équipement informatique mobile ou fixe ;*
- c) les fournitures *et le matériel* scolaires ~~et moyens pédagogiques reconnus~~
- d) les cours facultatifs ;
- e) les ouvrages, documents et supports électroniques des bibliothèques scolaires, lorsqu'ils sont destinés aux activités scolaires ;
- f) *les engins mobiles et le matériel de base pour les activités sportives dans les salles de gymnastique, piscines et pour les activités de plein air. En dehors de l'utilisation scolaire, y compris durant les vacances scolaires et dans la mesure du possible, l'Etat en permet l'utilisation aux activités « Jeunesse+Sport » ainsi qu'aux sociétés sportives.*

Article 132 Frais à la charge des communes

¹ **Les communes prennent en charge** *de manière exhaustive :*

- a) la construction, l'entretien, *l'exploitation*, la maintenance et la rénovation des locaux, installations *et espaces* ~~et équipements~~ mis à la disposition des établissements, conformément aux dispositions de l'article 27, *y compris les installations et engins fixes liés aux bâtiments destinés aux activités spécifiques (soit notamment les cours de cuisine, musique et travaux manuels) ou pour les activités sportives ;*
- b) le mobilier scolaire *et le mobilier administratif nécessaires à l'accomplissement des missions des établissements* ~~et le matériel scolaire selon les dispositions du règlement sur les constructions scolaires et les directives du département ;~~
- c) *les frais liés au câblage informatique et aux connexions sans fil des locaux et à leur maintenance ;*
- d) les transports scolaires prévus à l'article 28 ;
- e) les indemnités prévues à l'article 30 ;
- f) les devoirs surveillés, sous réserve d'une participation financière des parents ;
- g) les camps, cours d'école et voyages d'études, sans les charges salariales des enseignants et accompagnants, sous réserve d'une participation financière des parents.

Commentaires

Au début des années 2000, l'opération EtaCom sur le « désenchevêtrement » des tâches a conduit à attribuer la pédagogie et le matériel y relatif au canton, les communes assumant la charge des bâtiments, l'accueil parascolaire et les transports scolaires.

En 2012, le Département de la formation, de la jeunesse et de la culture a mis en place un groupe de travail canton/communes « Constructions scolaires » (GT) réunissant uniquement les partenaires contributeurs. Il s'agissait d'adapter le règlement sur les constructions scolaires à la nouvelle Loi sur l'enseignement obligatoire (LEO).

Dans ce cadre, les représentants des communes ont souhaité négocier les points suivants :

- les surfaces des classes et leur hauteur de plafond ;
- les locaux annexes ;
- les équipements et le matériel scolaires ;
- la compétence principale des communes en matière de planification des bâtiments scolaires.

Le premier point a finalement été englobé dans l'Accord financier canton-communes de 2013. Les autres éléments devaient faire l'objet de négociations ultérieures, ainsi que l'indique l'exposé des motifs et projet de loi 98 daté de septembre 2013 :

- Les modalités de mise en œuvre de ces normes et les questions liées aux équipements scolaires seront établies par le GT canton/communes constructions scolaires.
- Une convention au sens de l'article 27 LEO entre le Département de la formation, de la jeunesse et de la culture, l'Union des communes vaudoises (UCV) et l'Association de communes vaudoises (AdCV) traitera des standards en matière de constructions, d'installations et équipements scolaires. Cet accord doit donner lieu, le cas échéant, à des adaptations réglementaires. Il est en outre prévu qu'il soit réexaminé par les partenaires à chaque législature.

En 2016, l'UCV et l'AdCV ont présenté des critères concis et explicites concernant la répartition de la charge du matériel et des équipements scolaires. Ces principes ont l'avantage de la clarté et de la simplicité par rapport aux directives et recommandations actuelles qui constituent un inventaire à la Prévert de plus de 60 pages de listes d'équipements et de procédures complexes difficilement maîtrisable par les différents intervenants. En outre, ces directives apparaissent dépassées sur de nombreux points en raison de l'évolution technologique.

A ce jour, après six ans de négociations intermittentes, canton et communes ne sont parvenus à aucun accord, que ce soit sur la question de la compétence principale des communes en matière de planification scolaire ou sur la répartition des frais liés au matériel et à l'équipement scolaires.

Ce manque de résultat explique le dépôt de la présente initiative. Cette démarche s'inscrit aussi dans le cadre souhaité par la Cour des Comptes dont le *Rapport 32* (constatation 2 et recommandation 2) mentionne l'ambiguïté subsistant pour certains équipements relevant des nouvelles technologies et recommande de préciser les éléments à charge du canton et ceux à charge des communes.

En conséquence, la présente initiative vise à clarifier les responsabilités respectives en matière de planification, d'équipements et de matériel scolaires et adapter les principes fixés en 2004 à l'évolution que connaissent les communes face à l'équipement des salles, notamment sous l'angle informatique. En l'espèce, la présente initiative porte sur la révision des articles 27, 131 et 132 LEO.

L'objectif de la révision proposée est donc d'introduire des critères précis qui ont les avantages suivants :

- a) davantage de clarté et de simplicité par rapport aux directives et recommandations actuelles ;
- b) permettre une répartition équitable du coût qui tienne compte de l'évolution numérique indispensable à l'enseignement tout en respectant l'esprit d'EtaCom, selon lequel la pédagogie relève du canton et les bâtiments des communes.

Cette initiative s'inscrit dans le projet de réforme numérique engagé par l'Etat, présenté par la Cheffe du département en charge dans un projet d'exposé des motifs et projet de décret, en vue d'un dialogue avec les associations de communes.

Il convient de préciser que, pour les initiants, les dispositions figurant dans d'autres lois que la LEO et qui traitent des infrastructures scolaires devront être interprétées dans le sens de la révision législative proposée ici ; tel sera notamment le cas des infrastructures nécessaires à l'enseignement de l'éducation physique et sportive visées à l'article 30 de la Loi vaudoise du 18 décembre 2012 sur l'éducation physique et le sport.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

(Signé) Jean-Daniel Carrard
et 75 cosignataires

Développement

M. Jean-Daniel Carrard (PLR) : — Pourquoi présenter une initiative ? Suite à l'échec de longues négociations entre l'Etat et les communes qui ont duré plus de six ans, une initiative permet de proposer une solution concrète pour débloquer la situation sans repartir dans le nouveau round de négociations qu'impliquerait une interpellation ou une motion. La solution proposée tient compte des négociations qui ont eu lieu ainsi que de la situation actuelle.

Pourquoi s'adresser au parlement ? C'est que la situation financière des communes devient difficile et qu'une clarification de leur situation est urgente. Deux éléments doivent être relevés : d'une part, l'initiative s'inscrit dans la finalité d'EtaCom en ce qui concerne la répartition des tâches et de leur financement et, d'autre part, elle aborde un élément nouveau : le numérique dans le milieu scolaire. Et c'est ici, au parlement, que ces questions peuvent et doivent être discutées et tranchées.

Quel est le fondement de l'initiative ? Le texte propose de clarifier deux éléments centraux : la planification scolaire et la répartition des frais de l'école entre l'Etat et les communes. A l'article 27 alinéa 1, la Loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) n'est pas assez précise et il faut clarifier la situation. Les communes maîtrisent la planification des infrastructures scolaires puisqu'elles en assument le financement et la gestion. Un affichage frontal numérique entre dans la catégorie des outils pédagogiques et n'est pas assimilable à un meuble ou à une chaise. Pour les initiants, il appartient donc à la sphère pédagogique.

Nous devons donner une réponse uniforme à l'équipement de nos écoles sur le sol vaudois. Il est temps de trancher les questions « qui paie quoi » et « comment doivent être équipées nos classes d'enseignement ». Ce n'est pas à nos enfants de faire les frais des divergences de points de vue entre les communes et l'Etat. La présente initiative se veut positive pour le futur de l'enseignement vaudois.

L'initiative, cosignée par au moins 20 députés, est renvoyée à l'examen d'une commission.

Exposé des motifs et projets de décrets accordant au Conseil d'Etat

- un crédit d'investissement de CHF 7'964'000.- destiné à financer les impératifs législatifs et stratégiques de la Direction générale de la fiscalité
- et
- un crédit d'études de CHF 1'245'000.- pour financer les études liées à « Perspectives 2025 » de la Direction générale de la fiscalité (96)

Rapport de la Commission thématique des systèmes d'information

1. PREAMBULE

La Commission thématique des systèmes d'information (CTSI) s'est réunie le mardi 20 novembre 2018 à la Salle du Bicentenaire, Place du Château 6 à Lausanne, pour traiter de cet objet.

Elle était composée de M. Maurice Neyroud (président et rapporteur), de Mmes les députées Taraneh Aminian, Céline Baux, Carine Carvalho, Carole Schelker, et de MM. les députés Stéphane Balet, Fabien Deillon, Maurice Gay, Didier Lohri, Daniel Meienberger, Etienne Räss, Alexandre Rydlo.

Excusés : Mme Joséphine Byrne Garelli et MM. Jean-François Chapuisat, Philippe Jobin.

M. le Conseiller d'Etat Pascal Broulis, chef du Département des finances et des relations extérieures (DFIRE), a également assisté à la séance, accompagnée de Mme Marinette Kellenberger, directrice générale des finances et de M. Patrick Amaru, chef de la direction des systèmes d'information (DSI).

M. Yvan Cornu, secrétaire de la commission, a tenu les notes de séance, ce dont nous le remercions.

2. POSITION DU CONSEIL D'ETAT

En introduction, le conseiller d'Etat a placé ce nouveau crédit d'investissement dans le contexte global des CHF 100 millions d'investissements informatiques dédiés à l'évolution du SI Fiscal à l'horizon 2020.

Cet EMPD s'inscrit dans une logique de modernisation de l'outil informatique de l'administration cantonale des impôts (ACI) qui est menée par l'Etat de Vaud depuis plus de 15 ans. Il faut savoir que la Direction générale de la fiscalité (DGF) est aussi responsable de la tenue et de la mise à niveau des registres des personnes physiques et des personnes morales au nom de l'ensemble des départements et services de l'Etat de Vaud.

Pour rappel, en 2002, au moment du passage à la taxation annuelle postnumerando, l'ACI a traversé une crise informatique majeure puisque le fournisseur OFISA n'a pas été en mesure de livrer dans les délais une nouvelle application de taxation. En parallèle, l'ACI a développé un outil qui a permis de repenser l'architecture informatique dans le domaine de la fiscalité à l'avènement de la cyberadministration.

Au point 1.3 du présent EMPD (Analyse de la situation actuelle), le Conseil d'Etat donne pour rappel la liste des EMPD ayant permis le financement des évolutions du SI Fiscal durant les dix dernières années. Ces projets informatiques sont principalement menés par la DSI pour le compte de la Direction générale de la fiscalité (DGF). On constate que les deux derniers objets sont encore en phase de finalisation, en particulier pour la mise en œuvre de certains modules qui nécessitent l'ouverture du portail sécurisé en lien avec le déploiement de la cyberadministration.

	EMPD	Titre	Date	Montant en million CHF	Etat
1	EMPD no 318	ACI – Vision 2010 – Automatisation des procédures	Janvier 2006	8,1	Terminé
2	EMPD no 319	ACI – Vision 2010 - Perception	Janvier 2006	3.6	Terminé
3	EMPD no 380	ACI – Vision 2010 – Perception (réalisation)	Novembre 2006	17,9	Terminé
4	EMPD bis no 84	ACI – Vision 2010 – Perception – Crédit additionnel	Juin 2008	3,2	Terminé
5	EMPD no 21	ACI – Vision 2010 – Automatisation inter-domaines	Août 2007	8.9	Terminé
6	EMPD no 289	ACI – Vision 2010 – Cyber fiscalité	Juin 2010	15.1	Reste à faire de 30%
7	EMPD no 211	ACI- Vision 2010 Désengagement du host	Novembre 2014	14,5	Reste à faire de 22%

Pour éviter les problèmes rencontrés dans les années nonante où l'objectif fixé dans le domaine du SI Fiscal n'avait jamais été atteint et certains projets informatiques simplement abandonnés, le Conseil d'Etat a décidé de travailler avec une suite d'EMPD. Ce processus donne la possibilité de séquencer les projets dont chacun est défini avec un début et une fin ; ce qui permet notamment de mieux appréhender le cahier des charges, les risques et les délais. Le total des projets listés dans le tableau se monte à un peu plus de CHF 70 millions, l'ordre de grandeur sur une vingtaine d'années reste donc d'environ CHF 100 millions.

Dans les années 2002 et 2003, l'administration des impôts en collaboration avec les services informatiques avaient élaboré un plan stratégique comprenant un découpage des projets qui se sont

ensuite réalisés entre 2006 et 2014. A partir de 2010, la DGF et la DSI ont préparé les années 2015 et suivantes, et aujourd'hui la mission consiste à préparer la stratégie fiscale Perspective 2025 dont le crédit d'études de CHF 1'245'000.- fait l'objet du deuxième décret du présent EMPD 96. Le conseiller d'Etat estime que l'enveloppe atteindra effectivement plus ou moins CHF 100 millions d'ici 2025.

3. DISCUSSION GENERALE

EMPD accordés pour l'évolution du SI Fiscal

Un député remercie le conseiller d'Etat d'avoir donné ces explications complémentaires, car les multiples crédits auraient pu être perçus comme un saucissonnage (répartition par tranches) dans le but d'éviter de faire voter en bloc un investissement de CHF 100 millions pour l'informatique de la fiscalité. La demande de crédit d'études s'inscrit dans la prochaine stratégie Perspective 2025, le député aurait trouvé intéressant de connaître les projets qui ont été abandonnés ou reportés dans le cadre des précédentes stratégies Vision 2010 et Horizon 2020.

Le conseiller d'Etat explique que le crédit d'études déterminera les besoins en développement informatique dans le domaine de la fiscalité, notamment de la perception, et dans celui des registres. Il évoque en particulier l'EMPD 289 de 2010 sur la cyberfiscalité qui concrétise la mise en place de processus intégrés et dématérialisés, avec des procédures de contrôles automatiques.

Un député demande si le découpage en sous-projets permet de garder une vue d'ensemble et transverse des différents éléments informatiques. Le conseiller d'Etat répète qu'il n'y a pas de saucissonnage, mais bien la définition de projets propres en fonction du domaine couvert ; mais dès le départ, il avait bel et bien été prévu une enveloppe de l'ordre de CHF 100 millions. Il paraissait essentiel que le Grand Conseil puisse suivre chaque objet avec un début et une fin bien définis, plutôt que de présenter un projet déraisonnable avec des objectifs inaccessibles. Le conseiller d'Etat indique que cet EMPD 96 constitue un objet pour lui-même, indépendamment des autres crédits pour l'informatique de la fiscalité.

Procédures de contrôle des déclarations

Un député présume que l'informatisation des déclarations fiscales permet d'implémenter des algorithmes de contrôle pour débusquer des erreurs et d'éventuelles tricheries. Le conseiller d'Etat précise que l'ACI ne communique pas sur ce point, mais il assure que l'inspectorat est suffisamment doté en spécialistes. L'informatisation des déclarations et l'utilisation d'algorithmes, qui sont d'ailleurs tenus secrets, permettent à un pool composé de 16 experts de traiter un peu plus du tiers des contribuables. Les contrôles automatiques portent sur la cohérence de certains champs de la déclaration. En cas d'incohérence, les protocoles permettent au taxateur d'effectuer un contrôle complémentaire et de demander des justificatifs.

A noter que l'inspectorat sera renforcé sur Morges pour s'occuper dans un premier temps des dénonciations spontanées, puis, dans un deuxième temps, de l'échange automatique de renseignements (EAR).

4. EXAMEN POINT PAR POINT DE L'EXPOSE DES MOTIFS

(Seuls les points discutés en commission sont mentionnés ci-dessous)

4.1. POINT 1.1 DE L'EMPD : RESUME

Une députée relève que les deux programmes Vision 2010 et Horizon 2020 s'intègrent dans l'enveloppe de CHF 100 millions d'investissements informatiques dédiés à la fiscalité. Le conseiller d'Etat précise qu'il s'agit d'un ordre de grandeur ; à ce jour, environ CHF 70 millions ont été accordés dans le cadre de ces deux programmes, c'est-à-dire que l'on sera à près de CHF 80 millions après l'adoption du présent EMPD 96. Aujourd'hui, pour le 90% des contribuables, les données fiscales sont informatisées ; dans ce contexte, la DGF aura encore des besoins informatiques pour développer son programme de digitalisation et de contrôles croisés, à travers l'utilisation d'algorithmes.

Le crédit d'études de CHF 1'245'000.- servira à définir la prochaine stratégie Perspectives 2025 qui devrait aussi s'intégrer dans ce total de CHF 100 millions d'investissements dédiés au SI Fiscal, mais cela dépendra évidemment des outils informatiques qu'il faudra développer.

4.2. POINT 1.3 DE L'EMPD : ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE

Reste à faire sur les EMPD 289 et 211

Un député constate que sur les EMPD 289 et 211 il reste encore pour CHF 8 millions à réaliser, auxquels viennent s'ajouter CHF 8 millions supplémentaires à produire pour le présent EMPD 96, c'est pourquoi il demande si des ressources supplémentaires sont prévues. Le député se préoccupe du cumul de travaux à entreprendre simultanément pour les personnes métier et pour les spécialistes de la DSI.

Le chef de la DSI explique que les CHF 8 millions sur les deux anciens EMPD de 2010 et 2014 représentent principalement des éléments mis en attente, il cite par exemple l'EMPD 289 où des fonctionnalités de cyberadministration pour les personnes (compte courant fiscal) ne pourront être mises en place que le jour où le portail sécurisé sera installé. Concernant le présent EMPD, des équipes temporaires seront effectivement mises en place pour réaliser les projets.

La COFIN a contraint les départements de suivre tous les objets non bouclés, et d'apporter une justification en cas de réalisations en suspens au-delà d'un délai de quatre ans. Le président indique que la DSI remet un cockpit dans lequel on retrouve ces EMPD avec des indicateurs de risques et des délais de mises en production.

Désengagement du Host

A propos de l'EMPD 211 intitulé « désengagement du Host », le député remarque qu'il y a un reste à faire de 22% alors même que la DSI a récemment annoncé que ce serveur Host IBM, qui était situé chez Bedag à Berne, n'est plus en fonction depuis avril 2018. Le chef de la DSI confirme que le Host a été abandonné et qu'en conséquence l'Etat de Vaud ne paie plus rien pour ce service ; mais si on reprend l'EMPD 211 dans sa globalité, on constate qu'il y a avait d'autres éléments en lien avec la sécurisation, notamment le désengagement de certaines applications qui n'est pas encore réalisé.

4.3. POINT 1.6.2 DE L'EMPD : INTEGRATION DES OUTILS DE L'INSPECTORAT / DIVISION TAXATION DANS LE SI FISCAL

Saisies à double

Un député se préoccupe du fait que des calculs et des décisions occasionnent encore des saisies à double et tient à s'assurer que les investissements demandés permettront d'éliminer ce type de problèmes, car les enregistrements manuels, au milieu d'un processus automatisé, font baisser la qualité de l'algorithme ensuite utilisé. Le conseiller d'Etat concède que ce genre de difficultés prendra du temps à être éliminé ; il explique que dans le cadre du registre il a fallu éliminer un grand nombre d'erreurs, car pas moins d'un dossier sur dix contenait des inexactitudes. Un travail de mise en conformité doit encore être fait avant que tout devienne automatique.

4.4. POINT 1.7 DE L'EMPD : COUTS DE LA SOLUTION

Renforts externes et sécurisation des données

Concernant les renforts en informatique (DSI), il est mentionné que les spécialistes recherchés seront engagés en CDD ou en externe, ce qui interroge par rapport à la sécurité et la sensibilité des données dans le domaine de la fiscalité.

Il n'existe objectivement pas de mesures qui puissent garantir une sécurité à 100%, néanmoins le chef de la DSI explique qu'un accord de confidentialité est signé aussi bien avec l'entreprise qu'avec le consultant externe directement. Cet accord est complété par une évaluation du profil de la personne afin de s'assurer de sa fiabilité. Ces éléments sont mis en place pour limiter au maximum le risque. Le conseiller d'Etat ajoute que tout collaborateur laisse des traces informatiques, cependant, la DGF, comme n'importe quel service de l'Etat, n'est pas à l'abri d'une personne malveillante qui décide de copier et/ou de transmettre des éléments de la base de données. Avec le Security operation centre (SOC), la DSI a mis en place des outils qui permettent de repérer ce type d'irrégularités.

Le tableau « personnel » au point 1.7.1 de l'EMPD montre que les renforts temporaires (LSE et CDD) vont diminuer progressivement, passant de 5 ETP en 2019, à 3.25 en 2020, puis à 0.75 en 2021. Le

président indique que dans son rapport sur le budget 2019 de la DSI, la CTSI soulignait la décision du Conseil d'Etat de procéder par vagues à l'internalisation de ressources dans les domaines sensibles que sont par exemple la justice, la police, la santé ou la fiscalité. A ce sujet, la CTSI demandait s'il ne serait pas plus sûr d'engager directement du personnel interne en CDI, plutôt que de procéder à cet engagement 3 ou 4 ans plus tard.

Sur la base de cas connus de piratage de données, un député souhaite savoir si la DSI a mis en place une « after action review » (examen après action) dans le but d'apporter des actions correctives sur la base de défaillances relevées chez les autres. Le chef de la DSI rend attentive la commission que dans la majorité des cas, les malversations proviennent de collaborateurs internes qui ont vu leurs droits d'accès s'accumuler au fil des années en fonction des différents domaines pour lesquels ils ont travaillé. Les leçons apprises, sur la base de cas à la Confédération ou dans les banques, amènent à revoir régulièrement les droits afin de limiter les accès uniquement au domaine que les employés traitent sur le moment, au lieu d'accorder des droits trop génériques.

Ces questions de sécurité ouvrent un débat plus large sur la centralisation des registres, la confidentialité et la protection des données personnelles dans des domaines aussi sensibles que la fiscalité ou la santé. Le conseiller d'Etat se déclare très inquiet de la situation et estime qu'il faut éviter d'avoir toute l'information stockée à un seul endroit.

Appels d'offres marchés publics

Une députée demande si les appels d'offres marchés publics portent sur la globalité du projet, évalué à CHF 100 millions, ou s'ils sont répartis sous-projet par sous-projet en fonction des EMPD soumis au Grand Conseil. Elle demande comment la DSI peut s'assurer d'avoir le même fournisseur quand ces sous-projets sont liés. Le chef de la DSI rétorque que bien souvent il n'est pas requis d'avoir le même fournisseur et la DSI passe alors par les appels d'offres marchés publics, cela vaut tout autant pour le matériel que pour les prestations de service. Il reste néanmoins possible de monter des adjudications sous clause d'exception, cela peut se produire s'il s'agit, dans une étape ultérieure, de compléter dans une faible proportion un système déjà existant.

5. VOTES DISCUSSION SUR LES DEUX PROJETS DE DECRETS

VOTE SUR LE PROJET DE DECRET

accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 7'964'000.- destiné à financer les impératifs législatifs et stratégiques de la Direction générale de la fiscalité.

L'art. 1 du projet de décret est adopté à l'unanimité.

L'art. 2 du projet de décret est adopté à l'unanimité.

L'art. 3 du projet de décret (formule d'exécution) est adopté à l'unanimité.

ENTREE EN MATIERE SUR LE PROJET DE DECRET

La commission thématique des systèmes d'information recommande au Grand Conseil l'entrée en matière sur ce projet de décret à l'unanimité.

VOTE SUR LE PROJET DE DECRET

accordant au Conseil d'Etat un crédit d'études de CHF 1'245'000.- pour financer les études liées à « Perspectives 2025 » de la Direction générale de la fiscalité.

L'art. 1 du projet de décret est adopté à l'unanimité (10).

L'art. 2 du projet de décret est adopté à l'unanimité.

L'art. 3 du projet de décret (formule d'exécution) est adopté à l'unanimité.

ENTREE EN MATIERE SUR LE PROJET DE DECRET

La commission thématique des systèmes d'information recommande au Grand Conseil l'entrée en matière sur ce projet de décret à l'unanimité.

Chardonne, le 19 décembre 2018.

Le rapporteur :
(Signé) Maurice Neyroud

Premier débat

M. Maurice Neyroud (PLR), rapporteur : — Le présent exposé des motifs et projet de décrets d'un montant total de 9 209 000 francs est composé de deux décrets : soit un crédit d'investissement de 7'964'000 francs pour financer la conception et la réalisation de solutions informatiques afin de répondre aux impératifs législatifs et stratégiques de la Direction générale de la fiscalité et un crédit de 1'245'000 francs pour financer les études liées à « Perspectives 2025 » de la Direction générale de la fiscalité relative aux adaptations informatiques induites par les évolutions législatives en préparation ou par la nécessité de rationalisation, de gains et d'efficacités qui conduiront à de nouveaux exposés des motifs et projets de décret. Nous sommes donc dans la suite d'une série de demandes de crédit qui a débuté en 2006 avec l'exposé des motifs et projet de décret (318) qui portait le nom de « Vision 2010 » et qui visait l'automatisation des procédures de l'Administration cantonale des impôts (ACI). Il a été suivi par six autres dans la même perspective de l'automatisation et de la cyberfiscalité, avec des processus dématérialisés et des procédures de contrôle efficaces et automatiques. Un dernier exposé des motifs et projets de décret portait sur le schéma directeur « Horizon 2020 » et le rapport de la Commission thématique des systèmes d'information identifiait clairement un objectif d'investissement d'un total de 100 millions de francs à ce même horizon.

Aujourd'hui plusieurs éléments, comme le regroupement du Registre foncier et de l'ACI sous la forme de la Direction générale de la fiscalité ou encore des modifications législatives annoncées ou envisagées ont conduit à cette nouvelle proposition et à réévaluer l'objectif avec la perspective 2025, mais toujours avec le même montant de 100 millions. Nous en sommes aujourd'hui à environ 70 millions d'investissements. Les principaux changements et les évolutions générées par ces investissements étant largement cités dans l'exposé des motifs et projet de décret, je n'y reviendrai pas. Deux exposés des motifs et projets de décret complémentaires viendront sur la table du Grand Conseil d'ici 2025 afin de poursuivre l'optimisation, répondre aux enjeux sécuritaires et de simplification, mais également pour réaliser des projets qui résulteront des études mentionnées dans le présent exposé des motifs et projet de décret.

Le crédit d'investissement de 7'964'000 francs propose une série d'objets qui sont détaillés dans l'exposé des motifs et projet de décret. Je ne citerai que l'évolution législative en lien avec les personnes morales, notamment suite à la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) ou la mise en place de simplifications administratives pour l'usager, mais également pour l'administration, une optimisation et un gain de productivité, de la fiabilisation et de la sécurisation des données et des évolutions légales d'optimisation pour les outils du Registre foncier.

Afin de mener à bien ces projets, des renforts temporaires seront sollicités, soit par des contrats de durée déterminée (CDD), soit par des ressources externes. La commission s'est préoccupée de l'aspect sécuritaire vis-à-vis des risques encourus en engageant du personnel externe. Il nous a été répondu que si une sécurité à 100 % n'existe pas, des mesures et des outils sont en place pour éviter, voire détecter, un éventuel problème sécuritaire. En ce qui concerne le coût — toujours difficile à évaluer — il faut rappeler que les services, comme le matériel, passent par des appels d'offres de marchés publics.

En conclusion, la Commission thématique des systèmes d'information vous propose, à l'unanimité des membres présents, d'entrer en matière sur les de projet de décrets.

Le président : — Je vous propose de procéder maintenant à une discussion d'entrée en matière groupée pour les deux décrets que nous traiterons ensuite séparément.

La discussion sur l'entrée en matière n'est pas utilisée.

L'entrée en matière est admise à l'unanimité.

Exposé des motifs et projets de décrets accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 7'964'000.- destiné à financer les impératifs législatifs et stratégiques de la Direction générale de la fiscalité

Le projet de décret est adopté en premier débat.

Exposé des motifs et projets de décrets accordant au Conseil d'Etat un crédit d'études de CHF 1'245'000.- pour financer les études liées à « Perspectives 2025 » de la Direction générale de la fiscalité

Le projet de décret est adopté en premier débat.

M. Maurice Neyroud (PLR), rapporteur : — Vous l'aurez deviné, cette belle unanimité me pousse à vous proposer un deuxième débat immédiat.

Le deuxième débat immédiat est admis à la majorité des trois quarts (95 voix contre 6 et 2 abstentions).

Exposé des motifs et projets de décrets accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 7'964'000.- destiné à financer les impératifs législatifs et stratégiques de la Direction générale de la fiscalité

Deuxième débat

Le projet de décret est adopté en deuxième débat et définitivement par 108 voix.

Exposé des motifs et projets de décrets accordant au Conseil d'Etat un crédit d'études de CHF 1'245'000.- pour financer les études liées à « Perspectives 2025 » de la Direction générale de la fiscalité

Deuxième débat

Le projet de décret est adopté en deuxième débat et définitivement à l'unanimité.

Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 4'300'000.- pour financer les travaux d'assainissement du bâtiment pénitentiaire de la Colonie fermée à Orbe (100)

Rapport de la commission

1. PREAMBULE

La commission nommée pour traiter de l'objet cité en titre s'est réunie à deux reprises, le 26 novembre et le 4 décembre 2018 à Lausanne.

Elle était composée de Monsieur Régis Courdesse, confirmé dans son rôle de président et rapporteur, ainsi que de Mesdames Eliane Desarzens et Pierrette Roulet Grin (remplacée le 4 décembre par M. Philippe Germain), et de Messieurs Patrick Simonin, Yvan Pahud, Denis Rubattel, Etienne Räss, Philippe Cornamusaz, Daniel Develey, Claude Schwab et Jean-Marc Nicolet.

Ont également participé à cette séance : Monsieur Pascal Broulis, Chef du Département des finances et des relations extérieures (DFIRE), ainsi que Madame Sylvie Bula, Cheffe du Service pénitentiaire (SPEN), et Monsieur Philippe Pont, Chef du Service immeubles, patrimoine et logistique (SIPaL).

Le Secrétariat était assuré par Madame Fanny Krug, Secrétaire de commissions parlementaires que la commission remercie de sa diligence et de ses notes de séances très précises.

Dans ce document, la forme masculine désigne, lorsqu'il y a lieu, aussi bien les femmes que les hommes. L'emploi du masculin a pour but de faciliter la lecture.

2. AVANT-PROPOS

Opportunité d'une visite des lieux

Un député ayant proposé de faire une visite sur place pour comprendre le fonctionnement et la configuration des lieux, voir les problèmes architecturaux et d'équipement et constater sur place les malfaçons, une discussion est ouverte sur cette proposition. Les avis sont partagés, car l'EMPD fournit déjà beaucoup d'éléments. En outre, les commissaires COGES de la sous-commission DIS se sont rendus sur place et les constats font partie du rapport 2017 de la COGES¹⁸ ; le présent EMPD est une réponse à ce problème. Le Conseiller d'Etat indique que l'organisation d'une visite de prison n'est pas simple en raison des aspects sécuritaires.

Sur proposition d'un député, il est convenu que la décision soit prise en fin de séance, en fonction des renseignements obtenus (malfaçons, suivi du cahier des charges, contextualisation du crédit complémentaire, mesures prises pour éviter un cas similaire).

Au terme de la séance du 26 novembre et fort des explications reçues, la proposition de visite a été retirée.

3. PRESENTATION DE L'EMPD – POSITION DU CONSEIL D'ETAT

Contexte général (point 1.2 de l'EMPD)

En référence à un article paru dans la presse le 25 novembre 2018 sur les conditions de détention dans le canton, le Conseiller d'Etat fait état d'une surpopulation carcérale/manque de places, de normes qui évoluent rapidement, d'une pesée d'intérêts concernant les infrastructures, du travail conjoint du DIS et du DFIRE visant la réalisation de places supplémentaires avant la réalisation des Grands Marais (EMPD à venir).

La construction de la nouvelle aile à la Colonie (Colonie fermée) a été rapide pour répondre au besoin de places. Entre 2012 et aujourd'hui, les standards de prise en charge ont encore évolué, impliquant des évolutions dans les cahiers des charges des utilisateurs. D'autre part, ce qui a été construit vieillit plus rapidement que d'autres prisons. Le crédit demandé vise une consolidation du site, une mise en conformité et une correction de certains aspects en vue de conserver durablement les 80 places.

La Cheffe du SPEN indique qu'en 2011-juin 2012 (au moment de la discussion sur le crédit), il y avait encore peu de visibilité sur les conséquences du Printemps arabe. Ces événements ont amené une nouvelle criminalité dans le Canton de Vaud et la nécessité de positionner un régime de détention intermédiaire (entre la haute sécurité de Bochuz et la basse sécurité) pour des peines de moyenne durée et des personnes qui se sont révélées plus agissantes en détention (rapport violent à l'autorité, violence contre l'ouvrage) que des personnes purgeant une longue peine. Ces violences contre l'ouvrage se traduisent aujourd'hui par des besoins de modification, notamment des portes/cadres de portes qui ont été très fortement endommagés (photos édifiantes montrées par la Cheffe du SPEN). En somme, ces violences non anticipées ont servi d'expériences qui permettent de sécuriser les lieux.

A l'époque, le SPEN avait peu d'expérience en matière de construction de prison, mis à part Palézieux qui répondait à des exigences de détention de mineurs. Depuis lors, le SPEN et le SIPaL développent conjointement des « plans type » (type de porte, de fenêtre, de sanitaire) et définissent des standards de construction. Ces plans type seront utilisés pour l'appel d'offres.

En outre, de l'eau a coulé jusqu'à la chaudière, pour cause de défauts d'étanchéité des douches. Et depuis 2012, les normes exigées pour la construction des futurs bâtiments sont devenues beaucoup plus restrictives. Sur la localisation des Grands Marais, certains emplacements ont été définitivement abandonnés pour des questions de nappe phréatique et d'eau.

¹⁸ « Entretien, réparations : Si la construction de places de détention s'avère urgente, il importe également d'entretenir les bâtiments existants. La sous-commission a pu constater de ses yeux des défauts de construction à la Nouvelle Colonie apparus dès l'exploitation du bâtiment », *Rapport de la COGES sur le fonctionnement du Service pénitentiaire (SPEN) et la situation aux Etablissements de la plaine de l'Orbe (EPO), Rapport de la COGES 2017*, p. 25

4. DISCUSSION GENERALE

La discussion générale n'a pas été utilisée, car la commission est rentrée immédiatement dans le vif du sujet, soit l'examen point par point de l'EMPD.

5. EXAMEN POINT PAR POINT DE L'EXPOSE DES MOTIFS

1. PRESENTATION DU PROJET

1.1 Préambule

Ce point ne suscite pas de remarque.

1.2 Contexte

Les photos des portes montrées par la Cheffe du SPEN font réagir un député. N'y a-t-il pas un problème spécifique à cette construction, qui n'a pourtant que 4 ans. L'installation a été mal faite. Des erreurs de construction dues probablement à la pression pour construire vite. Pour le Conseiller d'Etat, il y a eu les difficultés d'un chantier dans un milieu fermé. Personne ne pouvait penser que les portes poseraient problème et qu'elles se révèlent aujourd'hui inadéquates. Pour les douches, les matériaux des années 2010 sont peut-être moins solides que ceux des années 60 par exemple.

Un député relaie la remarque selon laquelle les gens du terrain ne sont pas assez associés aux projets. La Cheffe du SPEN indique que l'ancien directeur des EPO, M. Pieren, avait piloté le projet, et que l'ancien chef de maison y avait été associé. Ces personnes étaient au bénéfice d'une longue expérience. En raison de l'urgence, il n'a peut-être pas été possible d'associer plus de monde.

Un député, membre de la Commission des visiteurs, indique n'avoir jamais vu de telles faiblesses de construction dans les autres prisons visitées. Le député se dit étonné de la nécessité de tester des produits dans le canton de Vaud. Le député renvoie également à des standards internationaux probablement existants. Mais pour la Cheffe du SPEN, il y a des contacts réguliers avec d'autres cantons, dont celui de Zürich cité par le député. Les standards qui sont en train d'être définis au niveau vaudois sont basés sur des visites préalables d'autres établissements sis hors-canton (porte à Lenzburg, une des prisons les plus sécurisées en Suisse) et de contacts à l'étranger (France voisine, Allemagne). Il n'y a pas de standards suisses ou étrangers sur la construction, car chaque prison a son histoire, un type de construction qui lui est propre, et les travaux ne sont pas les mêmes pour une rénovation que pour une nouvelle construction.

1.3 Programme

La discussion s'est engagée sur la distinction entre malfaçon (qui implique un conflit avec l'entrepreneur total), la mise en conformité et la modification du projet (qui relève du maître de l'ouvrage). Il faut des explications qui manquent quelque peu dans l'EMPD. Les malfaçons impliquent une éventuelle responsabilité de l'entreprise, des réparations (à ses frais) et une répartition des frais entre l'entreprise et l'Etat de Vaud. Un député s'étonne des CHF 450'000.- de participation de l'entreprise qui correspond à 10% du total du crédit. Des précisions sur le calcul de cette somme sont demandées.

1.4 Coûts

Un député rappelle un passage de l'EMPD de 2012 indiquant une construction bon marché : « Les travaux ci-dessus se situent très nettement dans la fourchette inférieure des valeurs référentielles concernant des travaux de construction d'un établissement pénitentiaire répondant à l'objectif de se limiter au strict minimum et de ne comporter aucun luxe. En divisant le montant total des travaux (CFC 1 à 9) de CHF 23'430'000.- par les 80 places supplémentaires, on obtient un ratio de CHF 293'000.-/place. En comparaison, le ratio du projet de l'établissement de détention pour mineurs de Palézieux est de CHF 819'000.-/place et celui de l'établissement de Bellechasse est de CHF 525'000.-/place. »¹⁹

¹⁹ (491) EMPD accordant un crédit d'ouvrage de CHF 17'530'000.- destiné à financer la sécurisation et l'agrandissement de la Colonie des Etablissements de la plaine de l'Orbe (EPO), mai 2012, p. 12

Il est rappelé qu'en 2012, l'Etat n'avait plus construit de prisons depuis de nombreuses années et peu de cantons en construisaient.

Des députés reviennent sur la négociation avec l'entreprise pour leur participation. Quelle est la prise en charge par l'entreprise pour les travaux de malfaçons, de réparation et d'adaptation ?

Le Chef du SIPaL a directement pris contact avec le Directeur général de l'entreprise. Il a fallu se déterminer pour une remise en conformité. A partir des éléments « malfaçons » et « économies faites par le maître d'ouvrage pour la commande », une négociation a porté sur le montant de réparation de CHF 450'000.- qui semble crédible aux deux parties.

Un député a demandé si des matériaux inadaptés ne seraient pas une conséquence de la volonté de travailler avec une entreprise totale. Une part importante des critères étant mise sur le prix, l'entreprise totale met une grande pression sur ses fournisseurs qui doivent chercher des solutions pour entrer dans le marché. Le député pose la question de savoir si des chantiers sont peut-être moins adaptés que d'autres pour cette manière de faire. Il est relevé qu'un marché a été attribué de gré à gré à l'entreprise totale et qu'en raison des garanties il n'est pas souhaitable d'impliquer une entreprise tierce (EMPD § 1.7).

Pour la Cheffe du SPEN, l'exploitation de la nouvelle Colonie fermée, qui a débuté en novembre 2014, a permis d'effectuer des corrections de détails, comme pour toute réalisation. Après 4 ans d'exploitation, on a une vision complète de l'état du bâtiment et les éléments ont été synthétisés dans le présent EMPD.

Il est confirmé que les travaux de réfection seront réalisés par l'entreprise Losinger-Marazzi et que les travaux de modifications feront l'objet d'un appel d'offres public.

Concernant les nouvelles portes²⁰ qui seront toutes changées « un appel d'offres ouvert doit être organisé avec le bureau d'étude de l'entreprise générale ». Cela s'explique pour des questions de responsabilités. Il est indiqué que les CHF 400'000.- pour les travaux d'amélioration seront attribués aux bureaux qui travailleront sur la réparation, la mise en ordre et l'amélioration, selon une répartition qui ne sera pas complètement attribuée à l'entreprise générale.

Pour la seconde séance, la commission a reçu les documents complémentaires suivants :

- Note de situation EPO-COF, Colonie fermée, SIPaL, 3.12.2018²¹ : cette note décrit l'ensemble des travaux (travaux de levée des défauts, travaux de correction et d'amélioration, travaux complémentaires, coûts, etc.).
- Compléments d'information pour la commission parlementaires, SPEN, 3.12.2018²² : sont notamment mis en évidence l'évolution de la population carcérale et les travaux effectués par le groupe de travail sur les standards.

Après les remerciements pour ces notes précieuses, un député regrette que ces éléments utiles n'aient pas été mis à disposition lors de la première séance ce qui aurait permis d'éviter une seconde séance. Les deux documents sont commentés :

Note de situation EPO-COF, Colonie fermée, SIPaL, 3.12.2018

a) travaux de levée des défauts

L'entreprise totale prend à sa charge le 100% des défauts, sous garantie.

b) travaux de correction et d'amélioration

La part à charge de Losinger Marazzi a été négociée (voir ci-dessus). S'il n'y avait pas de travaux d'amélioration, les travaux de correction seraient remontés dans la partie a) travaux de levée des défauts. Il y a un procès-verbal de réception pour chaque défaut relevé ; ces documents ont fait l'objet

²⁰ Information complémentaire du Chef du SIPaL du 3.12.18 : environ CHF 13'000.-/porte, soit environ CHF 1'110'000.-

²¹ Transmise à la commission par courriel le 3.12.18

²² Transmis à la commission lors de la séance du 4.12.2018

de la discussion qui a abouti à la répartition convenue. A noter que les défauts cachés courent 10 ans à partir de la réception de l'ouvrage. Important pour les députés : il n'y a pas d'honoraires pour les prestations de l'entreprise.

En réponse à la question d'un député, le Conseiller d'Etat confirme que les coûts définis au point b) correspondent à un devis et que la part à charge de l'entreprise de CHF 450'000.- n'est pas un forfait. La clé de répartition négociée Losinger Marazzi / Etat sera effectuée sur la facture finale.

c) travaux complémentaires COF (Colonie fermée)

Ces travaux sont à mettre en lien avec la note complémentaire du SPEN.

Il n'y aura pas de participation de l'entreprise totale. Ces travaux complémentaires seront partiellement soumis à un marché public. Ils n'étaient pas dans le cahier des charges de départ, mais en lien avec l'évolution de l'enclassement des personnes détenues à la Colonie fermée.

Pour la Cheffe du SPEN, ces travaux ont un impact sur les conditions de travail des agents de détention, dans le sens d'une prise en charge facilitée et de la maîtrise d'un événement avec risque sécuritaire majeur :

- Les prises électriques permettent de mettre le chariot autocuiseur pour la livraison des repas dans un endroit plus pratique.
- Les grilles de séparation vont permettre de segmenter les étages, de manière à avoir moins de personnes détenues sur un même étage en cas de tensions. Il s'agit donc d'une plus-value pour les collaborateurs en termes de sécurité.
- Le renforcement des barreaux et les grilles anti yoyos permettent un contrôle sécuritaire plus aisé des cellules. Ces éléments permettent d'éviter que les personnes détenues se passent des objets (drogue, téléphone) d'une cellule à l'autre et d'un niveau de sécurité à l'autre. Cela facilite le travail des collaborateurs et leur garantit une meilleure sécurité.
- La séparation des différentes cours de promenade renforce la sécurité des collaborateurs. Elle va permettre de segmenter le nombre de personnes détenues dans chaque cour pour limiter le risque en cas de bagarre générale, car il y aura un plus petit nombre de détenus à contenir.
- La cellule pour personne handicapée répond notamment à une demande de la Commission des visiteurs du Grand Conseil et améliore la prise en charge des personnes détenues.

Intervention artistique

Un député constate que l'intervention artistique mentionnée dans l'EMPD a « disparu » des coûts indiqués dans la note complémentaire. Le chef du SIPaL explique que lors de petits travaux d'entretien et de corrections un pourcentage est versé aux Service des Affaires Culturelles (SERAC) pour des acquisitions d'œuvres. Il n'y a donc pas lieu de faire un concours. Le député informe que dans certaines prisons suisses, les interventions artistiques sont réalisées par les personnes détenues elles-mêmes.

Contrôle des calculs

Un député demande quelques précisions sur les montants annoncés. La subvention de l'OFJ (en principe de 25%) est calculée sur le CFC 2 uniquement, soit sur CHF 1'672'180.-. Les frais complémentaires et les honoraires ne sont pas pris en compte dans la subvention.

Les honoraires des frais complémentaires (CHF 403'831.-) sont calculés sur le total intermédiaire (CHF 1'672'180.-) + compte d'attente et frais secondaires (CHF 83'609.-) + plus-value pour intervention en milieu carcéral (CHF 263'368.-). Ils correspondraient ainsi à 20% d'un montant de CHF 2'019'000.-. Le Chef du SIPaL confirme qu'un architecte sera choisi par appel d'offres selon l'EMPD.

Sur demande d'un député, le détail du compte « divers et imprévus + réserves » a été remis à la commission après la séance, ce qui a permis de constater le bien-fondé des calculs.

1.5 Planning

Un député attire l'attention sur le fait que le planning ne pourra de toute façon pas être respecté. Il lui est confirmé que les travaux pour la transformation des douches (prévus pour le dernier trimestre 2018) ne sont pas en route, en attente de l'octroi du crédit.

1.6 Impact sur les utilisateurs

Ce point ne suscite pas de remarque.

1.7 Marchés publics – mise à l'enquête

Le Chef du SIPaL estime qu'il n'y aura pas de mise à l'enquête. L'immeuble est au bénéfice d'une autorisation d'utilisation. La commune pourrait délivrer une autorisation simplifiée (pour les grilles anti yoyos, par exemple). Au terme des travaux, l'ECA contrôlera la conformité aux normes et la commune délivrera un avenant au permis d'habiter ou d'exploiter.

2. MODE DE CONDUITE DU PROJET

Un député relève que les travaux de levée de défauts sont en cours d'exécution ou terminés. Ils n'ont pas d'impact sur l'EMPD. Pour les travaux de correction et d'amélioration, un appel d'offres ouvert (marché public) doit être lancé pour la fourniture des portes cellules. Les travaux complémentaires se feront selon les seuils des marchés publics (gré à gré ou ouvert).

Un député demande si Losinger Marazzi a un avantage par rapport à la concurrence pour ces travaux. Le Conseiller d'Etat explique que le marché n'est pas biaisé et que les malfaçons n'étaient pas programmées. A sa charge, Losinger Marazzi va payer le **a) travaux de levée de défauts** et une partie du **b) travaux de correction et d'amélioration**. Ainsi, l'entreprise remplit le cahier des charges d'origine. Pour le b), l'entreprise n'est pas responsable pour les améliorations demandées par l'utilisateur (par exemple le changement des portes). Au point **c) les travaux complémentaires** demandés pour répondre à l'évolution du métier de l'utilisateur et du comportement des personnes détenues²³ feront l'objet d'un appel d'offres. Losinger Marazzi pourra concourir et n'aura pas nécessairement un avantage sur les autres concurrents.

Le Chef du SIPaL relève que Losinger Marazzi a aussi fait les travaux pour les 80 places à la Prison de la Croisée et qu'il n'y a aucun défaut.

Un député fait référence aux clauses de confidentialité pour les entreprises mandatées. Il demande si c'est contraignant et s'il y a beaucoup de concurrence. Il est informé qu'il y a peu d'entreprises, car c'est un domaine trop spécifique avec un certain nombre de contraintes.

3. CONSEQUENCES DU PROJET DE DECRET

3.1 Conséquences sur le budget d'investissement

Le projet n'est pas dans le budget d'investissement 2018, car il n'était pas prévu initialement. Il va entrer dans la TCA au niveau des amortissements.

6. DISCUSSION SUR LE PROJET DE DECRET ET VOTES

A la suite de la seconde séance et satisfaits des réponses apportées par le Conseil d'Etat, les députés ont passé au vote qui a donné les résultats suivants :

L'art. 1 du projet de décret est adopté à l'unanimité.

L'art. 2 du projet de décret est adopté à l'unanimité.

7. VOTE FINAL SUR LE PROJET DE DECRET

Le projet de décret est accepté à l'unanimité en vote final.

²³ Note de situation EPO-COF, Colonie fermée : 1. Programme « Les spécificités du régime fermé, détenus plus virulents qu'en régime ouvert, sont en constante évolution. Le cahier des charges d'origine, défini il y a près de 7 ans, n'est plus adapté aux régimes de détentions actuels et donc aux détenus qui occupent le bâtiment »

8. ENTREE EN MATIERE SUR LE PROJET DE DECRET

La commission recommande au Grand Conseil l'entrée en matière à l'unanimité des membres présents.

Froideville, le 18 décembre 2018.

*Le rapporteur :
(Signé) Régis Courdesse*

Premier débat

M. Régis Courdesse (V'L), rapporteur : — La commission nommée pour traiter de cet objet s'est réunie à deux reprises : le 26 novembre et le 4 décembre 2018 à Lausanne. M. Pascal Broulis, chef du Département des finances et des relations extérieures, Mme Sylvie Bula, cheffe du Service pénitentiaire (SPEN) et M. Philippe Pont, chef du Service immeubles, patrimoine et logistique (SIPaL), étaient présents à ces deux séances. Le secrétariat a été assuré, avec diligence et précision, par Mme Fanny Krug que je remercie à nouveau publiquement.

Lorsque j'ai pris connaissance du titre de l'exposé des motifs et projet de décret, ma première réaction a été de vouloir féliciter les services de l'Etat qui ont prévu des travaux d'assainissement du bâtiment pénitentiaire de la Colonie fermée à Orbe. Pour moi, un assainissement voulait dire une amélioration énergétique tout à fait dans l'esprit des Assises du climat organisées presque en parallèle. Quelle ne fut pas ma surprise en étudiant l'exposé des motifs et projet de décret de constater qu'il n'en était rien et que l'assainissement consistait à réparer des malfaçons dans un bâtiment âgé de quatre ans. Je pense que mes collègues ont aussi été surpris. C'est ainsi qu'une visite des lieux a été proposée par un député. Après discussion et nantis des réponses et des photos des dégâts, la proposition de visite a été retirée. En outre, la sous-commission du Département des institutions et de la sécurité de la Commission de gestion s'était déjà rendue sur place, je vous laisse consulter à ce sujet son rapport de 2017. En somme, le présent exposé des motifs et projet de décret est une réponse à ces problèmes.

Après les explications en séances et les documents indispensables reçus entre les deux séances et lors de la seconde, notre commission s'est rendu compte que le monde carcéral avait changé. Entre la planification de la construction, en 2012, et aujourd'hui, les standards de prise en charge ont fortement évolué, impliquant des évolutions dans les cahiers des charges des utilisateurs. Les événements du Printemps arabe ont aussi amené une nouvelle criminalité dans le canton de Vaud. Il a fallu placer un régime de détention intermédiaire entre la haute sécurité de Bochuz et la basse sécurité pour des peines de moyenne durée. Les personnes en cause se sont révélées plus agissantes en détention que des personnes purgeant une longue peine. Le rapport à l'autorité et les violences contre les ouvrages se traduisent aujourd'hui par des besoins de modification, notamment des portes et des cadres de porte qui ont été très fortement endommagés. Ces violences non anticipées ont servi d'expériences qui permettent de sécuriser les lieux. Depuis ces épisodes désagréables, le SPEN et le SIPaL développent conjointement des plans types — types de portes, de fenêtres ou de sanitaires — et définissent, au niveau vaudois, des standards de construction. Ces derniers sont basés sur des visites préalables d'autres établissements sis en dehors du canton — par exemple à Lenzburg, une des prisons les plus sécurisées en Suisse pour les portes — et de contacts à l'étranger, notamment en France voisine et en Allemagne.

La commission a envisagé une erreur de construction due probablement à la pression pour construire vite. Le Conseil d'Etat a mis en avant les difficultés d'un chantier dans un milieu fermé. Personne ne pouvait penser que les portes poseraient problème et qu'elles se révéleraient aujourd'hui inadéquates.

Dans l'exposé des motifs et projets de décret de 2012 pour la construction, notre commission a relevé le passage suivant : « les travaux se situent très nettement dans la fourchette inférieure des valeurs référentielles concernant les travaux de construction d'un établissement pénitentiaire répondant à l'objectif de se limiter au strict minimum et de ne comporter aucun luxe. » Je vous renvoie à notre rapport pour les chiffres détaillés, mais la place de détention à Orbe était devisée à 44 % de moins que dans l'établissement de Bellechasse. En résumé, une construction bon marché, peut-être trop bon marché... Après quatre ans d'exploitation, la cheffe du SPEN estime avoir une vision complète de

l'Etat du bâtiment et des éléments nouveaux et correcteurs ont été intégrés dans le présent projet de décret.

La discussion s'est alors engagée sur la distinction entre malfaçons, qui impliquent un conflit avec l'entrepreneur total, la mise en conformité et la modification du projet qui relève du maître de l'ouvrage. Les explications ont manqué dans le projet de décret, d'où notre demande de documents complémentaires. Les malfaçons — défauts d'étanchéité des douches — impliquent une éventuelle responsabilité de l'entreprise et des réparations à ses frais ou une répartition de ces frais entre l'entreprise et l'Etat de Vaud, ce qui a été négocié entre les parties au plus haut niveau de direction.

En ce qui concerne les travaux de levée des défauts, l'entreprise totale Losinger Marazzi prend à sa charge le 100 % des défauts sous garantie. Ces travaux de réfection sont en cours d'exécution ou terminés. Ils n'ont pas d'impact sur l'exposé des motifs et projet de décret.

En ce qui concerne les travaux de correction et d'amélioration, la part à charge de l'entreprise a été négociée. S'il n'y avait pas de travaux d'amélioration, les travaux de correction seraient remontés dans la partie concernant les travaux de levée des défauts. Chaque défaut relevé a fait l'objet d'un procès-verbal de réception. En effectuant les corrections exigées par le canton, l'entreprise remplit le cahier des charges d'origine. Les travaux de modification feront l'objet d'un appel d'offres public, notamment pour les nouvelles portes qui seront toutes changées.

En ce qui concerne les travaux complémentaires à la Colonie fermée, il n'y aura pas de participation de l'entreprise totale. Ces travaux complémentaires seront partiellement soumis à un marché public. Ils n'étaient pas dans le cahier des charges de départ, mais sont en lien avec l'évolution de l'enclassement des personnes détenues à la Colonie fermée. Pour la cheffe du SPEN, ces travaux ont un impact sur les conditions de travail des agents de détention, dans le sens d'une prise en charge facilitée et de la maîtrise d'un événement avec risque sécuritaire majeur. Pour le détail des travaux, je vous renvoie au rapport de la commission.

Enfin, quelques éléments en termes de planification : il y a eu moins de trois mois entre l'adoption de l'exposé des motifs et projet de décret et aujourd'hui et à peine plus d'un mois entre la seconde séance de commission et le passage en plénum, dont quinze jours de vacances. Vous l'aurez compris, les travaux de cet exposé des motifs et projet de décret revêtent un caractère urgent. Il est prioritaire, en termes sécuritaires, d'effectuer ces travaux le plus rapidement possible. La commission en est convaincue, malgré une certaine mauvaise humeur due à un exposé des motifs et projet de décret insuffisant. A l'issue de la seconde séance, les députés ont été satisfaits des réponses et des documents apportés par le Conseil d'Etat. Dès lors, la commission recommande au Grand Conseil d'accepter l'entrée en matière à l'unanimité des membres présents.

La discussion sur l'entrée en matière est ouverte.

M. Yvan Pahud (UDC) : — Le groupe UDC entrera en matière sur ce projet de décret et acceptera les articles 1 et 2, ainsi que le vote final. Néanmoins, notre groupe rejoint les remarques formulées par le président de la commission concernant les divers problèmes rencontrés lors de ce chantier. Nous regrettons la légèreté avec laquelle ce projet a été mené, puisqu'aujourd'hui on nous demande un crédit de 4,3 millions de francs, seulement quatre ans après la mise en service du bâtiment. Nous devons changer 74 portes après quatre ans seulement, cela démontre bien de gros problèmes lors de la planification. Nous accepterons ce projet, parce que nous n'avons pas le choix vis-à-vis du personnel et des détenus, mais nous soulignons une légèreté dans la planification.

M. Jean-Marc Nicolet (VER) : — Au nom du groupe des Verts, je vous demande également de soutenir l'entrée en matière sur ce projet, quand bien même nous avons de nouveau envie de dire « plus jamais ça » pour des constructions de l'Etat. Comme l'a souligné le président de la commission, le bon marché est toujours trop cher. Nous parlons du remplacement de 80 portes. Peut-être que ces dernières ne sont pas inutilisables, même si elles ont déjà été réparées durant les premiers mois, mais c'est surtout la fixation des portes dans les murs qui pose problème. Il a été relevé en commission par un expert, sauf erreur M. Pahud, que les portes avaient été fixées comme celles d'un appartement quelconque au lieu d'être scellées avec des barres métalliques, comme il faut sans doute le faire dans une prison. C'est un exemple qui illustre les fausses économies que l'on a souhaité faire dans ce projet

dès le départ. Heureusement, lors des séances de commission, la cheffe du SPEN a bien justifié la nécessité de remettre les choses en état. L'entreprise s'engage à hauteur de 10 % pour réparer les malfaçons. Une part d'amélioration est aussi prévue, comme l'a souligné le président de la commission, en fonction de l'évolution des conditions de détention et de la population concernée. Dès lors, on ne peut pas s'opposer à une sécurisation et à une meilleure utilisation de cette prison et la remise en état s'avère nécessaire. Au nom du groupe des Verts, je vous encourage à soutenir ce projet de décret.

M. Patrick Simonin (PLR) : — Les termes alarmistes — des finitions du chantier pas à la hauteur, des risques de sécurité, une altération et un processus de vieillissement prématurés du bâtiment — ainsi que le manque de détails de l'exposé des motifs et projet de décret ont provoqué un large débat lors d'une première séance de commission. Huit jours plus tard, lors d'une seconde séance, une note de situation supplémentaire, avec détail des travaux et des coûts distincts ainsi que des compléments d'information, a permis aux commissaires d'obtenir des précisions concernant trois sortes de travaux distincts :

1. travaux de levée de défauts à charge de l'entreprise totale ;
2. travaux de correction et d'amélioration à répartir entre canton et entreprise totale ;
3. travaux complémentaires à charge du canton avec participation fédérale.

En ayant pris connaissance de ces nouveaux éléments, la commission a pu se positionner, comme le groupe PLR, sur l'entrée en matière de cet exposé des motifs et projet de décret. Cela permettrait ainsi de finaliser l'agrandissement de 80 places de la Colonie fermée d'Orbe. Nous pourrions également nous réjouir que l'excuse avancée — nous n'avons plus construit de prison depuis longtemps dans le canton de Vaud — devienne ainsi caduque au vu du projet de construction, sur le même site, de la prison dite des Grands Marais.

M. Claude Schwab (SOC) : — C'est évidemment avec les mêmes réticences que le groupe socialiste soutiendra cet exposé des motifs et projet de décret. Je crois que nous n'avons pas le choix. Il n'empêche que, vis-à-vis des travaux futurs, il est important de tirer les conséquences de ces erreurs de planification et de gestion. Il a fallu construire vite, mais rappelons-nous du proverbe « hâte-toi lentement » pour que la prison des Grands Marais ne s'enfonce pas trop profondément dans les déficits financiers.

Ceci dit, je crois qu'il sera important, dorénavant, de mieux structurer les rapports entre le SPEN et le SIPaL pour permettre des compétences très pointues. On ne construit pas une prison comme on construit une école ou une maison familiale. Il est important de mettre en place une meilleure collaboration entre ces deux services pour les futurs projets de construction, mais aussi pour l'entretien quotidien des prisons. Dans ces dernières, on ne fait pas forcément attention au mobilier et aux murs. C'est un domaine particulier. Je souhaite que nous trouvions de meilleures compétences coordonnées entre ces deux services.

La discussion est close.

L'entrée en matière est admise à l'unanimité.

Le projet de décret est adopté en premier débat.

M. Régis Courdesse (V'L), rapporteur : — Vous l'aurez deviné, je demande la tenue d'un deuxième débat immédiat.

Le deuxième débat immédiat est admis à la majorité des trois quarts (106 voix contre 3 et 5 abstentions).

Deuxième débat

Le projet de décret est adopté en deuxième débat.

La discussion générale est ouverte.

M. Jean-Luc Chollet (UDC) : — Je ne voudrais pas passer au vote final, uniquement avec ces quelques coups de griffe bien modestes par rapport à ce qui s'est passé. Nous ne pouvons pas dire que nous ne savions pas. Je rappelle que la prison des jeunes à Palézieux a connu les mêmes maladies de jeunesse — sans faire de jeu de mots. Pour cette prison en particulier, nous pouvions argumenter qu'un jeune de 16 ou 17 ans est un bloc de haine et qu'il détruit tout ce qu'il peut détruire comme nous avons pu le constater. Néanmoins, nous ne sommes pas le seul canton à construire une prison ; nous ne sommes pas le seul pays à construire des prisons. Je pense qu'il y a des normes relatives à ce qu'un mobilier intérieur peut subir par rapport à la violence humaine, surtout lorsqu'elle est le fait de personnes dont tous les jours de la semaine sont conditionnés par un seul désir et une volonté : essayer de se faire la belle. Je crois que nous n'avons pas de quoi être fiers. Comme cela a été dit, il ne faut plus que cela se reproduise, parce que les Etablissements de la Plaine de l'Orbe risquent de devenir des établissements de portes ouvertes, ce que personne d'entre nous ne souhaite.

La discussion est close.

Le projet de décret est adopté définitivement par 101 voix et 9 abstentions.

Rapport final de bouclement et

Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit additionnel de CHF 2'427'415.79 pour le bouclement du crédit d'ouvrage de CHF 17'068'000.- octroyé par décret du 27 novembre 2012 pour financer la reconstruction du Parlement vaudois, place du Château 5 à Lausanne (70)

Rapport de la commission

1. PREAMBULE

La commission s'est réunie le jeudi 28 juin 2018 à l'Auberge communale de la Couronne à Yverne. Présidée par M. le député A. Berthoud, également rapporteur, elle était composée de Mmes les députées A. Cherbuin et A. Baehler Bech ainsi que de MM. les députés A. Cherubini, M. Mischler, S. Melly, G. Zünd, N. Glauser, P.-A. Pernoud, G.-P. Bolay, G. Mojon et S. Montangero. Mme la députée C. Richard ainsi que MM. les députés J.-M. Sordet et H. Buclin étaient excusés.

M. le Conseiller d'Etat Broulis, (chef du DFIRE) a participé à cette séance et M. F. Mascello (SGC) s'est chargé des notes de séance.

2. PRESENTATION DE L'EMPD – POSITION DU CONSEIL D'ETAT

D'un point de vue historique dans ce dossier, le Grand Conseil a accordé un premier crédit d'étude en 2007 de 850'000 fr. ; puis un second en 2009 de 2,33 mios ; puis un crédit d'ouvrage en 2012 de 15,57 mios pour financer la réalisation du nouveau Parlement. A la suite du dépôt d'un référendum en 2012, le Parlement a abrogé le dernier décret et en a accordé un nouveau de 17,06 mios. En tenant compte de l'indemnité de l'ECA de 3,6 mios, suite à l'incendie, le financement total avant l'ouverture du chantier était de 23,9 mios. En raison de la complexité du chantier, une demande d'engager des dépenses supplémentaires de 2,3 mios est soumise et adoptée par la COFIN en 2015. Au final, le dossier se solde par un bonus technique de 188'658 fr., mais nécessite néanmoins l'enregistrement d'un crédit additionnel de 2,42 mios pour pouvoir boucler l'objet de manière définitive.

En dérogation de la loi sur les finances, le Conseil d'Etat a décidé de transmettre directement ce rapport final de bouclement avec un crédit additionnel au Parlement. Ce dossier était prêt depuis presque une année, mais il a été jugé plus élégant de le normaliser après l'inauguration du bâtiment. Les montants en jeu étaient néanmoins connus et le projet n'a pas dû faire face à d'autres dépassements que ceux identifiés préalablement. Le conseiller d'Etat invite la commission à adopter le décret relatif à cette demande de crédit additionnel.

3. DISCUSSION GENERALE

Un député relève que ce crédit additionnel de boucllement se solde par un bonus technique de 188'658 fr. et se voit confirmer le fait que ce disponible aurait pu servir au financement d'une horloge. Le président rappelle qu'il s'agit dans les faits d'un souhait du Bureau du Grand Conseil d'intégrer dans le Parlement une horloge construite par l'Ecole technique de la Vallée de Joux pour un coût estimé à environ 150'000 fr ; le tout en accord avec l'ensemble des groupes politiques.

Un second député évoque la problématique plus générale des aménagements, notamment dans le cadre de l'ouverture espérée de la buvette à un plus large public, où un nombre insuffisant de réfrigérateurs dans le local de la cuisine. Le président estime pour sa part que le problème de la buvette ne se limite pas à ses horaires : les tarifs pratiqués pour la location sont également trop élevés.

Un député fait finalement allusion au mobilier minimaliste mis à disposition des assistants de sécurité durant les séances plénières et estime que les conditions de travail de ces collaborateurs pourraient être améliorées.

Le Conseiller d'Etat entend ces remarques, mais précise que celles-ci sont de compétence du Bureau du Grand Conseil.

4. EXAMEN POINT PAR POINT DE L'EXPOSE DES MOTIFS

Le président passe en revue les points de l'EMPD.

4.3 Charges d'intérêt

Le taux d'intérêt fixé à 4% correspond à un taux théorique observé sur une longue période statistique et était fixé à 5% auparavant. Cette valeur est un taux historique moyen qui permet de garantir une égalité de traitement entre départements dans le calcul du coût de leurs projets respectifs. Ce taux théorique est encore susceptible d'évoluer à l'avenir.

Le coefficient de 0,55, intégré dans le calcul, correspond au coût moyen d'intérêt sur la durée totale de l'emprunt. En d'autres termes, ce multiplicateur permet de lisser sur la durée de l'emprunt la charge théorique d'intérêt à régler par l'Etat.

5. VOTES SUR LE PROJET DE DECRET ET VOTES

L'art. 1 du projet de décret est adopté à l'unanimité des membres présents.

L'art. 2 du projet de décret est adopté à l'unanimité des membres présents.

6. VOTE FINAL SUR LE PROJET DE DECRET

Le projet de décret tel que présenté par le Conseil d'Etat est adopté à l'unanimité des membres présents.

7. ENTREE EN MATIERE SUR LE PROJET DE DECRET

La commission recommande au Grand Conseil l'entrée en matière sur ce projet de décret à l'unanimité des membres présents.

Montanaire, 15 août 2018.

*Le rapporteur :
(Signé) Alexandre Berthoud*

Premier débat

M. Alexandre Berthoud (PLR), rapporteur : — L'objet examinait le rapport final de boucllement de l'exposé des motifs et projets de décret accordant un crédit additionnel de 2 427 415,79 francs pour le boucllement du crédit d'ouvrage de 17 065 000 francs accordé par le Grand Conseil en date du 27 novembre 2012. Le but de cet objet était de financer la reconstruction de notre parlement vaudois. Pour rappel, un crédit d'étude de 850 000 francs avait été voté en 2007, puis deux crédits d'ouvrage, soit 2,33 millions de francs en 2009 et 15,57 millions de francs en 2012. Ce crédit d'ouvrage a été abrogé suite au référendum et remplacé par un montant de 17,06 millions. Le financement total avant

chantier s'élevait donc à 23,9 millions, y compris le crédit d'étude ainsi que le subventionnement de l'Etablissement cantonal d'assurance incendie (ECA). En 2015, la Commission des finances a adopté la demande d'engagement supplémentaire de 2,3 millions. En effet, diverses contraintes ont modifié le chantier et engendré des coûts supplémentaires. Ces montants supplémentaires étaient donc connus et validés, malgré ce qu'ont écrit certains journalistes de la place. La composition détaillée de ces dépenses se trouve dans le rapport du Conseil d'Etat.

Considérant l'autorisation d'engagement de 2,362 millions, le bonus technique est de 188 658 francs. Ainsi, le coût supplémentaire dû aux hausses de 254 073,85 peut donc être limité à un montant de 65 415,79 francs. Dès lors, le crédit additionnel de bouclage est finalement de 2 427 415,79 francs. Les dépenses nettes totales correspondent au coût final diminué de l'indemnité de l'ECA et de diverses subventions octroyées.

Je tiens aussi à préciser que le surcoût du parlement n'a nullement grimpé furtivement et que les plus-values engendrées par sa construction n'ont en aucun cas été l'occasion de cachotteries, comme l'a titré un quotidien vaudois. Aussitôt identifiées, les dépenses supplémentaires engagées ont été annoncées au Conseil d'Etat et à la Commission des finances qui ont tous deux autorisé la poursuite du chantier, conformément à la Loi sur les finances. Par ailleurs, ces éléments ont fait l'objet d'un communiqué de presse qui a été diffusé le 24 novembre 2015. Le présent crédit additionnel a été soumis au Grand Conseil le 2 mai 2018. La Commission des finances a traité le décret et rendu son rapport en date du 28 juin 2018. Elle a émis diverses remarques relatives à l'exploitation du bâtiment ; celles-ci relèvent de la compétence du Bureau du Grand Conseil et sont déjà en cours d'examen. Ce dossier était prêt depuis presque une année, mais le Conseil d'Etat a préféré le normaliser après l'inauguration du bâtiment, sachant que les montants étaient connus depuis 2015.

Enfin, il est important de signaler que plusieurs médias ont publié, par la suite, un rectificatif souhaité par le gouvernement, le parlement ainsi que la Commission des finances. Ces médias se sont également excusés. La Commission des finances recommande au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret à l'unanimité des membres présents.

La discussion sur l'entrée en matière n'est pas utilisée.

L'entrée en matière est admise à l'unanimité.

Le projet de décret est adopté en premier débat.

M. Alexandre Berthoud (PLR), rapporteur : — Etant donné l'unanimité, je demande la tenue d'un deuxième débat immédiat.

Le deuxième débat immédiat est admis à la majorité des trois quarts (98 voix contre 3 et 1 abstention).

Deuxième débat

Le projet de décret est adopté en deuxième débat et définitivement par 103 voix et 1 abstention.

Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Etienne Räss – La Place du Château à Lausanne après la construction du nouveau Parlement et la rénovation du Château : retour à la case départ ? (16_INT_601)

Débat

M. Etienne Räss (VER) : — Il y a des endroits qui sont figés dans le temps et qui se dégradent inexorablement, alors même qu'il ne manque pas d'idées pour les mettre en valeur. La Place du Château en fait malheureusement partie. J'avais déposé mon interpellation en novembre 2016, alors que les chantiers du Parlement et du Château battaient leur plein. Cette interpellation faisait également

référence à une intervention de ce type au niveau du conseil communal datant de mai 2016. La réponse du Conseil d'Etat est intervenue en avril 2017 et nous en discutons en début d'année 2019. Entre-temps, nous avons pu inaugurer notre nouveau Parlement et la rénovation du Château. Entre-temps également, la municipalité de Lausanne a communiqué une partie de ses intentions pour les places de la Riponne et du Tunnel qui sont citées dans la réponse du Conseil d'Etat. Ces places sont citées, car elles sont potentiellement un lien avec la Place du Château, si l'on devait revoir le stationnement à une échelle plus large. La municipalité de Lausanne a ainsi fait la demande à son Conseil communal d'un crédit d'étude pour l'organisation d'un concours d'urbanisme et la définition d'une image directrice pour l'aménagement du secteur Riponne-Tunnel. A la lecture du préavis communal (2017/48), on constate aisément que l'horizon de réalisation souhaitée pour ces deux places est fixé à 2026. Quant à la question de la Place du Château, il n'y est fait allusion que par la bande. Les réflexions préliminaires envisagées comme un préalable au concours d'urbanisme dans ce préavis envisagent, je cite : « le développement de plusieurs scénarii de mobilité en élargissant éventuellement la réflexion à la problématique du stationnement sur les places voisines, la Place du Château et la Place Centrale ». En sous-entendu, on imagine ainsi sans peine que la rénovation de la Place du Château attendra et que l'horizon s'éloigne encore plus pour se situer en 2030, soit encore dix ans à espérer que cette Place du Château permette enfin une mise en valeur du patrimoine bâti qui l'entoure.

J'avais donc déposé cette interpellation en 2016, non pas pour que le canton devienne le porteur du projet, mais pour pointer ce qui, à mon avis, relève d'une occasion manquée et le risque de voir ce dossier continuer à être pris dans un « ping-pong dilatoire » entre Lausanne et le canton. Cette occasion manquée, comme je l'ai dit, était de mettre en valeur cette Place du Château, de considérer que les bâtiments qui l'entourent — la Préfecture, l'ancienne école de chimie — ont une portée symbolique cantonale qui mérite que l'on s'y attarde. Le ping-pong dilatoire, c'est l'impression que le canton et la ville semblent se renvoyer systématiquement la balle en pensant que la responsabilité du dossier appartient à l'autre. Or, la rénovation de cette place doit, par essence, être un projet commun. Si le Conseil d'Etat estime — c'est ce qu'il écrit dans sa réponse — que l'aménagement de la Place du Château n'est pas satisfaisant, qu'il nous fasse part de son ambition. Je regrette ainsi les délais que prennent les discussions et les réponses un peu évasives du Conseil d'Etat. Ce dernier semble se contenter de rester passivement dans l'attente que la commune de Lausanne le contacte pour commencer ne serait-ce qu'une ébauche de processus de travail en commun. Je trouve également dommage que le Conseil d'Etat ne profite pas de sa réponse pour esquisser ses intentions. Pour cette raison, je dépose la détermination suivante qui a été distribuée aux groupes et aux députés lausannois :

« Suite à la mise en valeur réussie du patrimoine bâti entourant la Place du Château à Lausanne, le Grand Conseil souhaite que le Conseil d'Etat entame au plus tôt une démarche conjointe avec la ville de Lausanne pour la requalification de cette place. »

Avec cette détermination, mon intention n'est pas que notre Grand Conseil dicte ses idées au Conseil d'Etat, ni que l'on cherche, ici et maintenant, un consensus entre députés sur ce qui peut être fait de mieux sur cette place. Chacun a son idée qui sera très certainement meilleure que les autres. Mon objectif n'est pas non plus de phagocyter le débat cantonal avec un problème qui semble local. Mais nous n'avons pas le choix : la moitié de la Place du Château appartient à l'Etat de Vaud et les bâtiments qui l'entourent appartiennent également à ce dernier. Les exécutifs de la commune et du canton sont donc obligés de travailler ensemble. La raison de cette détermination est donc que le dialogue s'établisse enfin, que nos exécutifs nous prouvent qu'ils ne cherchent pas à traîner les pieds à ce sujet et que nous ne devons pas attendre jusqu'en 2030. Je vous remercie de soutenir cette détermination.

La discussion sur la détermination est ouverte.

M. Grégory Devaud (PLR) : — M. Räss a effectivement eu l'amabilité de nous transmettre sa détermination, nous avons donc pu en débattre ce matin, lors de la réunion des groupes politiques. Le groupe PLR a analysé la réponse du Conseil d'Etat dans le détail. A certains endroits, le Conseil d'Etat montre qu'il entend répondre positivement à la demande avenir de la municipalité de Lausanne, mais que les discussions n'ont pas commencé. A notre sens, le Conseil d'Etat s'est donc montré ouvert à collaborer avec la municipalité de Lausanne. La détermination proposée par M. Räss paraît assez

simple et « ne mange pas de foin », pour reprendre certains termes souvent utilisés dans ce parlement. Toutefois, on y parle spécifiquement de la question de la requalification de cette place, peut-être pas de l'ensemble du périmètre de la Cité, de la Riponne ou de la Place du Tunnel, ce que l'on pourrait regretter. M. Räss l'a dit lors de son développement, on a un peu le sentiment que chaque acteur se renvoie la balle. La grande majorité du groupe PLR constate néanmoins qu'aujourd'hui la balle est dans le camp de la municipalité de Lausanne et que cette dernière a entrepris des démarches de concours et une démarche participative pour remodeler la Place de la Riponne. Les délais qui ont été mentionnés appartiennent à la municipalité de Lausanne. La municipalité de Lausanne devra adopter une vision plus globale sur le stationnement, sur la mobilité douce et sur la circulation.

Pour toutes ces raisons, une grande majorité du groupe PLR refusera cette détermination. L'idée n'est pas d'ouvrir un grand débat, mais nous nous estimons satisfaits de la réponse du Conseil d'Etat et nous attendons de voir venir ce qui se passera du côté de la commune, partant du principe que le Conseil d'Etat n'a pas véritablement de rôle à jouer pour l'instant dans cette affaire, puisque des démarches ont été entamées du côté de la ville. Au nom du groupe PLR dans sa très large majorité, je vous recommande donc de refuser cette détermination et de poursuivre les démarches — pour certains d'entre vous — au niveau communal.

Mme Graziella Schaller (V'L) : — Je remercie le député Räss pour le dépôt de cette détermination. En effet, c'est le bon moment pour continuer à faire avancer les choses au cœur de la Cité. Comme l'a dit M. Räss, la municipalité de Lausanne a lancé, en 2018, une démarche participative pour associer la population à une réflexion afin de revaloriser les places de la Riponne et du Tunnel, ainsi que tout le secteur qui les englobe. Ne ratons donc pas le coche et suggérons en effet au canton, comme à la commune de Lausanne, de collaborer afin d'inclure la requalification de la Place du Château dans la réflexion sur le quartier de la Cité. Permettons-nous de rêver un peu : ceci pourrait également englober la rénovation du Palais de Rumine, par exemple, que nos autorités pourraient ainsi rénover, voire nettoyer. Soyons fous ! Une collaboration permettrait d'éviter de voir à nouveau des travaux accomplis à moitié, comme cela avait été le cas pour le mur de soutènement du Gymnase de la Cité et du Parlement qui avait été nettoyé seulement sur la partie appartenant à la ville. Je soutiendrai donc cette détermination pour pousser le canton et la ville de Lausanne à travailler ensemble et je vous invite à faire de même. Comme conseillère communale, je m'engage également à rappeler à la municipalité de Lausanne de respecter cette résolution votée en mai 2016, au Conseil communal, qui lui demandait de prendre contact avec le Conseil d'Etat afin que la ville et le canton coordonnent leur réflexion sur la requalification de la Place du Château.

M. Hadrien Buclin (EàG) : — Mon groupe n'est pas satisfait de la réponse du Conseil d'Etat à cette interpellation. Compte tenu de l'importance patrimoniale de la Place du Château, il est pour nous incompréhensible que le gouvernement cantonal, de même que les autorités lausannoises, accepte que cette place soit accaparée et défigurée par les voitures qui y sont stationnées. De plus, cette situation favorise le trafic automobile dans le centre-ville, ce qui est contraire aux objectifs urgents de favoriser la mobilité en transports collectifs dans les zones urbaines et, à plus forte raison, dans les centres. Pour toutes ces raisons, nous appelons le Conseil d'Etat à travailler rapidement d'entente avec la municipalité de Lausanne pour réhabiliter cette place comme un lieu patrimonial non défiguré par les automobiles et qui permettrait des activités, une sociabilité urbaine et piétonne ou — pourquoi pas ? — des activités maraîchères ou à destination des enfants, comme c'est le cas sur la Place du Tunnel. Pour toutes ces raisons, nous aurions peut-être souhaité une détermination plus claire que celle de M. Räss et qui appelle clairement à une piétonnisation de cette place. En attendant, nous soutiendrons la version plus prudente de M. Räss qui, espérons-le, permettra d'aller d'avant en direction d'une requalification.

M. Philippe Vuillemin (PLR) : — Votre serviteur avait présidé la commission qui s'est penchée sur la rénovation du Château cantonal. La discussion n'avait pas seulement porté sur cette rénovation, mais également sur le devenir de la place. Ce devenir continue à faire l'objet de visions différentes. Personnellement, je ne partage pas totalement celle de M. Buclin, parce que je pense que l'accès de cette place en voiture doit être réservé et qu'il faudrait conserver quelques places de parc. Ce qui m'a surpris, depuis la fin des travaux du Château, c'est que je m'attendais à ce que quelque chose soit proposé dans la droite ligne des discussions fournies qui avaient été menées lors de l'étude de ce projet

de décret. Encore une fois, ces discussions ne portaient pas sur la place en tant que telle, mais les commissaires avaient bien montré qu'il y avait des liens forts entre le bâtiment du Parlement, le Château cantonal et cette place. Dès lors, je soutiendrai cette détermination qui rappelle simplement l'intensité des discussions et la nécessité de remettre l'ouvrage sur la table des relations entre le canton et la ville de Lausanne.

Mme Valérie Induni (SOC) : — Il est vrai que, lorsqu'on voit la place devant le Château, avec ses nombreuses voitures, on se dit « peut mieux faire ». En parallèle de la détermination déposée au Conseil communal de Lausanne que vient de nous rappeler Mme Schaller, le groupe socialiste soutiendra cette détermination. Ainsi, tant au niveau communal que cantonal, les invitations à agir seront identiques, ce qui devrait permettre à nos autorités de remettre l'ouvrage sur le métier.

M. Philippe Jobin (UDC) : — Notre groupe a pris un moment pour discuter de cette détermination. Nous nous sommes arrêtés sur la fin de la phrase, notamment « la requalification de cette place ». Pour une partie de notre groupe, il n'est jamais très simple de se rendre au Parlement avec les transports publics. Ces derniers temps, de nombreux trains sont en retard ou ne sont pas disponibles pour rejoindre Lausanne. Nous savons également que la ville de Lausanne n'apprécie plus du tout les voitures. On le voit très bien aux entrées de Lausanne et lorsqu'on est en ville : il est extrêmement compliqué d'y circuler. Dans un premier temps, notre groupe ne soutiendra donc pas cette détermination. C'est la requalification de cette place qui nous a convaincus. Est-ce que, dans l'état d'esprit de M. Räss, il faut labourer, planter des petites fleurs ou des arbres ? Une chose est sûre, il nous faut des places de parc. Et ce, d'autant plus que les voitures électriques ne peuvent pas être pliées et rangées dans nos poches. Il faudra quand même des endroits pour les stocker.

M. Jérôme Christen (AdC) : — Notre groupe se rallie aux propos de l'interpellateur et de notre collègue Hadrien Buclin. Nous constatons qu'il existe un parking extrêmement vaste à quelques minutes de cette Place du Château et que s'il devait persister des places de parc, ce serait uniquement, de notre point de vue, pour des livraisons ou pour des personnes à mobilité réduite. Il n'y a aucune justification que des places de parc soient maintenues à cet endroit, compte tenu de l'existence de ce parking de proximité. Par ailleurs, dès lors que le nombre de places de parc pour l'administration a été augmenté en bas du Château cantonal, pourquoi y a-t-il encore des places de parc liées à l'activité de l'administration ou du Conseil d'Etat sur la Place du Château ? Est-ce que le plan de mobilité de l'Etat de Vaud est appliqué de manière aussi rigoureuse pour l'ensemble des collaborateurs ou y a-t-il des exceptions ? En effet, on s'étonne un peu du nombre de places de parc liées à l'activité administrative et politique à cet endroit.

M. Jean Tschopp (SOC) : — Cette discussion m'évoque un peu les errances de la vieille ville de Lausanne et de la Cité. C'est bien, c'est un endroit qui abrite les institutions cantonales, les locaux de l'administration. C'était auparavant le lieu de vie des étudiants. Mais il faut reconnaître que, depuis plusieurs années déjà, ce lieu qui se trouve pourtant au centre-ville de la capitale est un peu coupé du reste de la ville. C'est bien dommage, parce que les Vaudois et les Lausannois auraient certainement envie de s'approprier davantage cette belle place. En réfléchissant de manière un peu plus large, il faut voir aussi le développement de la capitale. Jusque dans les années 90, de nombreuses places étaient envahies par des parkings. Je pense notamment à la Place de la Navigation, à Ouchy, qui était entièrement dévolue au parking. Aujourd'hui, on y voit des espaces de jeux, des espaces de rencontres ou une belle fontaine qui ne sont plus contestés par personne. Je crois qu'aus sitôt qu'on s'efforce de rendre ces places piétonnes, même si existent quelques velléités au début, ensuite personne ne demande plus à revenir en arrière. Ainsi que M. Jobin, on peut caricaturer les volontés de M. Räss, mais on peut aussi se livrer à l'analyse, en toute connaissance de cause, d'une réflexion urbanistique qui pousse à rendre ces places piétonnes. Pour les Vaudois, pour les Lausannois, je vous invite vraiment à accepter la détermination de notre collègue Räss.

M. Etienne Räss (VER) : — Je suis ravi que nous menions un débat sur les espaces publics et sur celui-ci en particulier. J'ai volontairement rédigé ma détermination en ces termes en parlant de requalification et non pas de piétonnisation ou de transformation en espace vert. Je rejoins M. Devaud, le calendrier pour la Place de la Riponne et la Place du Tunnel appartient à la municipalité de Lausanne. Par contre, c'est une compétence partagée entre le canton et la commune en termes de

propriété et, tant qu'il n'y a pas de mise en place de processus, nous ne pourrons pas avancer. Je regrette le délai que cela prend. Je pense que chaque député a sa propre idée par rapport à cette place, mais tant que nous n'arriverons pas à mettre en place un processus, nous aurons 51 semaines par année — en raison du Festival de la Cité — des places de stationnement, 24 heures sur 24. Le Conseil d'Etat et un certain nombre de députés s'accordent sur le fait que l'on peut faire mieux. Je pense que nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il faut continuer à maintenir l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et qu'il faut potentiellement maintenir l'accessibilité les jours de Grand Conseil. Mais je vous rappelle que nous ne nous réunissons que le mardi, une quarantaine de fois par année, entre 9 heures et 17 heures. Le reste du temps, cette place est utilisée par d'autres usagers, des touristes, des habitants du quartier. Quelque chose peut donc être entrepris, mais tant que la municipalité de Lausanne ne contactera pas le Conseil d'Etat pour lui proposer de travailler ensemble, tant que le Conseil d'Etat ne se dira pas que, en tant que propriétaire, il pourrait se faire une idée sur son intention, nous n'arriverons à rien. Le but de ma détermination consiste à dire : en tant qu'autorité de ce canton, poussons nos exécutifs à travailler ensemble. C'est un signal que nous lançons pour montrer que nous ne sommes pas satisfaits pour l'instant et que les exécutifs devront trouver de meilleures solutions pour cette place. Je remercie tous les députés qui ont soutenu cette détermination et je vous encourage à l'accepter.

M. Marc-Olivier Buffat (PLR) : — Sur un élément en tout cas, l'intervention de M. Räss se justifie pleinement : nos autorités communales lausannoises et cantonales ont des difficultés à dialoguer sur un certain nombre d'objets importants pour la vie cantonale, notamment sur certains lieux symboliques qui se trouvent en ville de Lausanne. Dans sa majorité, le groupe PLR ne soutiendra pas cette détermination en raison de la problématique soulevée par la dernière phrase et en raison des relations qu'il faudrait inévitablement avoir avec les discussions qui entourent la Riponne et le Tunnel.

En 2008, sauf erreur, j'avais déposé un texte au Conseil communal de Lausanne dans lequel je m'inquiétais de l'avenir du Palais de Rumine. A l'époque déjà, on parlait déjà d'un nouveau Parlement et que le Grand Conseil n'utiliserait plus la salle de Rumine. A l'époque déjà, on parlait d'un nouveau Musée cantonal des Beaux-Arts qui allait également quitter le Palais de Rumine. Dix ans plus tard, où en est-on avec le projet du Palais de Rumine ? Si vous vous rendez sur le site Internet du Palais, vous pourrez y lire que c'est un endroit emblématique de la vie lausannoise et vaudoise. Depuis dix ans, le canton et la ville n'ont pas réussi à développer un projet d'envergure. Je pense que les questions de la Place du Château, de la Place de la Riponne, de la Place du Tunnel et de l'avenir du Palais de Rumine sont intimement liées. Même si cette détermination n'est pas acceptée par notre groupe, même si elle n'aboutit pas, il faudra se souvenir qu'il appartient aux autorités cantonales et communales de renouer le dialogue et d'avancer sur ces objets. En effet, on ne peut pas continuer à lambiner, pour utiliser un terme bien vaudois. Et encore, lambiner sous-entend que l'on avance, alors que, dans le cas présent, on fait du surplace.

La discussion est close.

La détermination Etienne Räss est adoptée par 67 voix contre 62 et 1 abstention.

M. Philippe Jobin (UDC) demande un vote nominal.

Cette demande est appuyée par au moins 20 députés.

Le président : — Celles et ceux qui soutiennent la détermination Etienne Räss votent oui. Celles et ceux qui s'y opposent votent non. Les abstentions sont possibles.

Au vote nominal, la détermination Etienne Räss est adoptée par 69 voix contre 62.

(Voir annexe en fin de séance.)

Ce point de l'ordre du jour est traité.

Motion Etienne Räss et consorts – Obsolescence non programmée de la Loi sur la profession d'architecte (18_MOT_017)

Rapport de la commission

1. PREAMBULE

La commission nommée pour traiter l'objet cité en titre s'est réunie le 12 mars 2018 à Lausanne.

La commission était composée de Mmes Céline Baux et Valérie Schwaar ainsi que de MM. Régie Courdesse, Didier Lohri, Claude Matter, Claude Schwab, Etienne Räss et le soussigné, président-rapporteur. M. Maurice Neyroud était excusé.

Monsieur le Conseiller d'Etat Pascal Broulis, Chef du Département des finances et des relations extérieures (DFIRE), était également présent. Il était accompagné de M. Frédéric Charpié, Secrétaire général adjoint au DFIRE.

Le secrétariat était assuré par Madame Fanny Krug, secrétaire de commissions parlementaires.

2. POSITION DU MOTIONNAIRE

L'origine de cette motion est l'arrêt du 7 décembre 2016 de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal (CDAP), suite à un litige entre une architecte et ses clients (document annexé à la motion). La cour conclut que la décision de la Chambre des architectes est fondée, par contre elle reconnaît qu'il n'est pas possible d'interdire à cette architecte d'exercer sa profession. L'art. 21 de la loi sur la profession d'architecte (LPrA) en relation avec les art. 106 et 107 de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC) ne constitue pas une base légale suffisante pour prononcer une mesure disciplinaire (radiation en tant qu'architecte).

Le motionnaire constate que le contenu de la LPrA adoptée le 13.12.1966, s'est réduit à peau de chagrin, avec de nombreuses modifications depuis son entrée en vigueur le 26.06.1970.

Quant à la réglementation de la profession d'architecte, il semble, à la lecture de la conclusion de la CDAP, que ce ne soit pas une base légale suffisante. Dans ce cas, le motionnaire propose une révision de cette loi, la profession d'architecte devant être soumise à certaines restrictions liées à la compétence et à la qualification des architectes.

Le motionnaire constate aussi que le monde de la construction s'est complexifié ; il propose que si la LPrA est révisée, pourquoi ne pas étendre le cadre de cette réflexion à l'ensemble des professionnels qui s'occupent du domaine bâti (ingénieurs civils, architectes-paysagistes, urbanistes). A ce titre, le motionnaire renvoie à la loi genevoise et au fonctionnement de la SIA.

Une autre ouverture évoquée par le motionnaire est la révolution numérique. Le Building Information Modelling (BIM) est une nouvelle manière de travailler directement sur un modèle numérique utilisant la 3D ; dans ce cadre, des questions législatives vont se poser (en termes de responsabilité, en cas de défaut, propriété intellectuelle). Si on devait réviser cette loi, ne serait-il pas opportun de poser également une réflexion sur ce sujet.

3. POSITION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseiller d'Etat explique être en contact régulier avec les architectes et les ingénieurs. Suite à l'arrêt de la CDAP, contact a été pris avec les architectes en vue de modifier la loi et cette idée a été accueillie favorablement par la profession. Un concept de protection a été mis en consultation auprès des professions par l'Inter groupe des Associations d'architectes du Canton de Vaud (InterAssAr). Le projet est quasi sous toit, l'objectif est de le présenter au Grand Conseil d'ici la fin 2018-début 2019. La présente motion a été soumise aux comités qui, à l'instar du Conseil d'Etat, ne sont pas favorables à une loi qui englobe l'ensemble des professions. La profession n'adhère pas non plus à l'idée de réglementer le BIM, considérée comme prématurée.

Le projet de loi qui a déjà été rédigé consiste en une grosse révision partielle de la loi, mais pas d'une révision complète.

Le Conseiller d'Etat aurait préféré que la demande se fasse plutôt sous forme de postulat.

4. DISCUSSION GENERALE

Un député relève dans l'arrêt de la CDAP que les honoraires ont été fortement réduits à la baisse, soit un projet qui ne peut pas aller jusqu'au bout. Concernant la motion, il relève que la LPrA date de 1966, avec une modification il y a une vingtaine d'années. Il est favorable à ne pas mélanger les différentes professions, et préfère se concentrer sur la profession d'architecte.

Une députée considère également préférable de séparer les métiers. Elle souhaite savoir si dans la prochaine loi modifiée, les personnes ayant mal agi (comme dans le cas cité dans la motion) seront interdites de pratiquer (signer des plans et suivre des chantiers).

Un député fait le constat, dans le dossier jugé par le Tribunal cantonal, que les clients ont dû attendre longtemps avant de pouvoir résilier le contrat. Il accueille favorablement une révision de la loi qui est relativement sobre. Au niveau des communes, qui délivrent des permis de construire, celles-ci peuvent exiger que le suivi des travaux soit fait par un architecte qualifié.

Une députée relève que la motion propose une révision complète de la loi ; il semble que les commissaires ne s'opposent pas à un toilettage poussé voir une refonte complète de cette loi. D'autre part, la motion propose, au conditionnel, d'étendre la portée de la loi à l'exercice de la profession d'ingénieur civil et des professions apparentées ; il semble y avoir des doutes de la part des professions apparentées sur cet aspect. Pour autant, si la motion devait être acceptée, la commissaire serait favorable à ce qu'une partie de la réponse du Conseil d'Etat consiste en l'étude de l'opportunité d'étendre la portée de la loi à d'autres professions apparentées avec, cas échéant, la position du Conseil d'Etat.

Le motionnaire remercie du travail déjà effectué. L'utilisation du conditionnel dans la motion renvoie au souhait d'avoir, dans le cadre de la révision de la loi, une prise de position du Conseil d'Etat et des professions consultées sur l'intégration d'autres professions ou pas, et les raisons de cet avis. Quant à la question de la révolution numérique, il y a des enjeux, et il s'agit de savoir si on se pose des questions de manière anticipée à ce sujet.

Un député va dans le sens du Conseil d'Etat ; il conviendrait de séparer les deux choses : la motion (révision du projet de loi), postulat (intégration des autres professions, BIM). L'arrêt de la CDAP montre également que l'art. 107 LATC devrait aussi être modifié. Il est confirmé que cela est prévu.

Une députée maintient que la motion est le bon outil. La motion a un caractère contraignant pour le Conseil d'Etat mais n'indique pas dans le détail quels sont les articles de la loi que le motionnaire souhaite modifier (si c'était le cas, il conviendrait de faire une initiative). La députée aurait souhaité que les commissaires soient nantis du projet de loi annoncé en séance par le Conseiller d'Etat, pour la séance de la commission, afin qu'il puisse en être discuté. Elle estime que cette manière de travailler la met dans une posture désagréable.

Au fur et à mesure de la séance de la commission, il apparaît que l'intégration des différentes professions et la question du BIM ne fait pas l'unanimité.

Pour le motionnaire, l'idée est que le Conseil d'Etat propose un nouveau projet de loi en réponse à la motion, et de manière circonstanciée explique sa position par rapport aux questions de l'extension de la portée de la loi à l'exercice de la profession d'ingénieur civil et des professions apparentées et des défis que les nouveaux outils numériques posent à l'ensemble de la branche. Il s'agit d'avoir une base de discussion permettant, cas échéant, d'établir une initiative parlementaire dans le cas où le motionnaire n'était pas en accord avec les explications du Conseil d'Etat. Le motionnaire demande que les aspects liés à la publicité (liste des architectes sur le site du Canton de Vaud), dans le nouveau dispositif législatif, soient explicités.

Il apparaît lors des discussions que la motion s'adresse à tous les bureaux d'architecture, quelque qu'en soit la taille.

S'en suit une discussion générale sur la prise en considération totale ou partielle de la motion, avec le traitement à donner à l'ouverture ou non aux autres professions qui s'occupent du domaine bâti (ingénieurs civils, architectes-paysagistes, urbanistes, par exemple), ainsi que de la problématique de l'évolution numérique (BIM).

5. VOTE DE LA COMMISSION

Prise en considération partielle de la motion

La commission recommande au Grand Conseil de prendre partiellement en considération cette motion à l'unanimité des membres présents, et de la renvoyer au Conseil d'Etat.

A savoir :

La présente motion vise donc à une révision ~~complète~~ de la Loi sur la profession d'architecte (LPrA) en regard de sa vétusté et de son manque de portée législative pour cadrer correctement la pratique de la profession. Le rapport du Conseil d'Etat s'accompagnera de la position du Conseil d'Etat quant à l'opportunité. Cette révision pourrait également permettre d'étendre la portée de la loi à l'exercice de la profession d'ingénieur civil et des professions apparentées et les éléments permettant permettre de cadrer les défis que les nouveaux outils numériques posent à l'ensemble de la branche.

Yverdon-les-Bains, le 11 avril 2018

*Le rapporteur :
(Signé) Jean-Daniel Carrard*

Décision du Grand Conseil après rapport de la commission

M. Jean-Daniel Carrard (PLR), rapporteur : — La motion trouve son origine dans l'arrêt de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal (CDAP) du 7 décembre 2016. Dans une procédure contre un architecte visiblement en difficulté, il s'est avéré très difficile, voire impossible, de le sanctionner. La raison en est la Loi sur la profession d'architecte (LPrA), apparemment obsolète et dépassée. En effet, la loi tient sur deux pages et demi et comporte peu d'articles permettant de sanctionner les comportements défectueux ou les éventuelles dérives.

La commission a longuement débattu du sujet. Le conseiller d'Etat Pascal Broulis a expliqué que le Conseil d'Etat n'avait pas attendu la motion pour travailler et qu'un projet de rapport devrait parvenir au Grand Conseil à la fin 2018 – début 2019. S'en est suivie une discussion pour savoir s'il fallait une révision totale ou partielle de la loi. La révision totale prolongerait le délai de deux ou trois ans, ce qui nous a semblé déraisonnable, alors qu'une révision partielle permettrait de livrer le travail déjà accompli par le Conseil d'Etat. Considérant l'urgence de la question, la commission s'est ralliée à la deuxième possibilité. Elle vous propose donc de modifier la motion de façon à demander une révision partielle de la loi.

En parallèle, une autre question demandait s'il fallait élargir la réflexion aux professions parallèles, d'ingénieurs civils et d'architectes, par exemple. La commission a jugé bon de laisser au Conseil d'Etat le choix de répondre à cette ouverture possible et d'associer ces professions à la révision partielle de la loi.

La commission recommande au Grand Conseil de prendre partiellement cette motion en considération et de la renvoyer au Conseil d'Etat.

La discussion est ouverte.

M. Etienne Räss (VER) : — Je remercie le président rapporteur de la commission de son compte rendu, auquel je n'ai pas grand-chose à ajouter. Je rappelle mes intérêts : je suis ingénieur civil et urbaniste.

Je réaffirme que la prise en considération partielle de ma motion me convient très bien ; je m'y rallie pleinement. La révision partielle de la LPrA est reconnue nécessaire par le conseiller d'Etat présent en commission. J'avais évoqué la possibilité d'étendre la loi aux ingénieurs civils et aux paysagistes, me basant sur la loi genevoise qui s'applique à l'ensemble des mandataires impliqués dans la construction.

J'avais aussi trouvé intéressant que, dans le cadre d'une révision impliquant la présentation d'un exposé des motifs et projet de loi, le Conseil d'Etat réfléchisse à la révolution numérique. Les personnes actives dans la construction ont en effet conscience que cette révolution changera profondément leur manière de travailler. Il serait intéressant d'y réfléchir de manière prospective.

La manière dont la motion a été transformée et précisée me convient. Mon but n'est pas d'obliger le Conseil d'Etat à proposer une loi, mais je souhaite qu'il indique, dans le rapport qui accompagnera le projet de loi, sa position et ses pistes concernant l'ouverture à d'autres professions et la révolution numérique.

La discussion est close.

Le Grand Conseil prend la motion en considération partiellement avec 1 avis contraire.

Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Hugues Gander – Les bureaux d'architecture vaudois sont-ils à la hauteur des ambitions du Conseil d'Etat ? (16_INT_555)

Débat

M. Hugues Gander (SOC) : — Je peux témoigner d'une entente cordiale avec les trois architectes présents dans la salle et n'ai aucun intérêt en lien avec la profession. Je remercie le Conseil d'Etat de sa réponse de juin 2017 à mon interpellation déposée le 13 septembre 2016. L'interpellation faisait suite au constat que, lors d'une procédure ouverte pour la construction d'un bâtiment universitaire, 82 bureaux d'architectes — 17 bureaux vaudois, 40 d'autres cantons et 25 étrangers — avaient déposé des dossiers recevables. A la suite de l'ouverture en procédure sélective pour la participation au concours, 25 bureaux furent retenus, dont un vaudois... et encore : en collaboration avec une agence étrangère.

Le Conseil d'Etat indique que la procédure sélective permet d'obtenir des projets d'architectes qui ont l'expérience de la réalisation demandée. Certes, c'est une assurance qualité pour le maître d'œuvre, mais un aspect relève de la quadrature du cercle : comment acquérir de l'expérience dans un type de construction spécifique et rare, dans le canton, si on ne donne pas leur chance aux bureaux locaux ? Il faut bien une première fois ! Si je souscris à 100 % à la confrontation d'idées, je constate que la Loi sur les marchés publics et les normes de la Société suisse des ingénieurs et architectes (SIA) pèsent comme une chape de plomb sur les jeunes architectes qui ont besoin de références.

De plus, la tendance actuelle marquée par le recours aux entreprises totales, capables de construire des immeubles tels que Vortex, n'ouvrira pas l'éventail des possibilités de réalisation aux bureaux vaudois. Il y a un « mais » rassurant : à qui fait-on appel lorsqu'il s'agit de mettre des bottes pour suivre les chantiers réputés prestigieux et de venir en aide aux maîtres d'ouvrage, lors de la mise en œuvre ? Ce sont des architectes de chez nous ! Ainsi en a-t-il été au Synathlon, à Dorigny. Finalement, une tendance apparaît de manière toujours plus tangible, qui démontre que l'on sait s'adapter, dans ce métier : l'alliance avec une agence étrangère. Je peux en témoigner suite à un récent concours, dans ma commune.

En conclusion, je suis rassuré que les compétences de nos bureaux soient reconnues. Un bureau vaudois est associé à un bureau catalan, pour le Musée cantonal des Beaux-Arts ; pour l'Hôpital des enfants, un autre bureau vaudois est associé à un bureau allemand ; notre parlement a été imaginé conjointement par des bureaux hispano-vaudois et, finalement, l'Unithèque de l'Université de Lausanne et le Gymnase de Renens sont les « bébés » — comme ils aiment à le penser, sinon à le dire — d'architectes 100 % vaudois.

Je remercie le Conseil d'Etat des renseignements complémentaires apportés en réponse à mon interpellation.

La discussion n'est pas utilisée.

Ce point de l'ordre du jour est traité.

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017 sur le Fonds pour l'acquisition de droits réels et d'immeubles de réserve (FAIR), selon décret du 12 septembre 1994, modifié le 4 septembre 2007 (61)

Rapport de la Commission des finances

1. PREAMBULE

La commission s'est réunie le jeudi 3 mai 2018 à la Salle du Bicentenaire, place du Château 6 à Lausanne. Présidée par M. le député A. Berthoud, également rapporteur, elle était composée de Mmes les députées C. Richard, A. Cherbuin et A. Baehler Bech ainsi que de MM. les députés A. Cherubini, M. Mischler, G. Zünd, H. Buclin, N. Glauser, P.-A. Pernoud, G.-P. Bolay, G. Mojon et S. Montangero. MM. les députés S. Melly et J.-M. Sordet étaient excusés.

A également participé à cette séance, M. E. Birchmeier (chef du SAGEFI). M. le Conseiller d'Etat Broulis, (chef du DFIRE) était excusé.

Les membres de la commission remercient Monsieur F. Mascello de la tenue des notes de séance.

2. POSITION DE L'ADMINISTRATION

Globalement, le FAIR est un fonds qui offre depuis une vingtaine d'années la possibilité d'acquérir des immeubles ou des terrains ayant une utilité publique. Le rapport d'activités du Conseil d'Etat à l'attention du Grand Conseil est biennal et découle de l'application de la Loi sur les finances (LFin) et du décret du FAIR. Ce document permet de prendre connaissance en toute transparence des différentes opérations immobilières décidées par le Conseil d'Etat (achats, ventes, remboursements). Toute vente supérieure à CHF 1 mio est communiquée à la COFIN, mais les acquisitions ne font l'objet d'aucune limite si ce n'est celle fixée par la capacité du fonds lui-même.

Dans les faits, ce fonds fonctionne par conséquent comme un crédit d'inventaire et permet au Conseil d'Etat de se porter acquéreur, à hauteur d'un plafond de 80 mios, principalement de terrains de réserve (plus rarement pour les immeubles), dans le but d'une utilisation future pour la construction d'un hôpital, d'un gymnase, etc. Lorsqu'un objet est acheté par l'intermédiaire de ce fonds, il est rattaché à un exposé de motifs et projet de décret (EMPD) qui régularise la situation du FAIR lors de son passage devant le Grand Conseil. Cette méthode flexible a fait ses preuves et permet une réactivité positive. Durant ces dernières années, peu de mouvements ont été enregistrés puisqu'il est passé de CHF 36,6 à fin 2013 à CHF 38,8 à fin 2015. Par contre, deux acquisitions importantes entre 2016 porte l'état des avances de fonds à CHF 57,2 mios.

3. DISCUSSION GENERALE

Le chef du SAGEFI répond à diverses questions des commissaires :

- Le financement du FAIR est rendu possible par le dépôt des EMPD qui, en intégrant le prix des terrains achetés, réalimentent automatiquement d'autant le fonds jusqu'à son plafond de CHF 80 mios.
- La page 2 du rapport du Conseil d'Etat détaille les deux opérations décidées en 2016 qui ont eu recours à ce fonds ; l'inventaire complet arrêté au 31 décembre 2017 est également visible à la fin du document.
- Si un achat dépassait le montant du plafond de CHF 80 mios, il faudrait alors demander l'augmentation de ce seuil au Grand Conseil.
- Le FAIR permet de réagir rapidement à une opportunité immobilière qui risquerait, à défaut, d'échapper à l'Etat, pour des raisons procédurales. Si aucune urgence n'est constatée, l'achat d'un terrain peut suivre le traitement normal, à l'instar du terrain qui va servir à la construction du gymnase d'Echallens qui n'a pas eu recours à ce fonds.
- Ce fonds ne concerne pas les ventes à terme, mais uniquement les opérations fermes faisant l'objet d'une urgence d'opportunité.

4. LECTURE DU RAPPORT

Le président passe en revue les points du rapport du Conseil d'Etat qui ne suscitent pas d'autre commentaire.

5. VOTE DE LA COMMISSION

A l'unanimité des membres présents, la commission adopte le rapport du Conseil d'Etat.

Lausanne, le 13 juin 2018

*rapporteur :
(Signé) Alexandre Berthoud*

Décision du Grand Conseil après rapport de la commission

M. Alexandre Berthoud (PLR), rapporteur : — Le rapport du Conseil d'Etat concerne les opérations, effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017, sur le Fonds pour l'acquisition de droits réels et d'immeubles de réserve (FAIR), selon le décret du 12 septembre 1994 modifié le 4 septembre 2007. Le fonds a été créé pour donner au Conseil d'Etat une réactivité importante lorsqu'une opportunité d'acquisition immobilière se présente. Dès lors, le recours au FAIR s'effectue uniquement dans l'urgence, pour des projets cantonaux de développement. Il permet des avances pour le financement d'acquisitions immobilières ayant une unité publique et, dès lors, ne comprend pas d'amortissement.

Le rapport décrit les acquisitions ayant nécessité des décisions du Conseil d'Etat durant les exercices 2016 et 2017. L'inventaire annexé décrit en détail les objets du fonds. Au 31 décembre 2015, l'état des avances du fonds se montait à 38'843'364,05 francs ; au 31 décembre 2017, il se montait à 57'220'908,70. L'augmentation a donc été de plus de 18 millions de francs ! Les acquisitions sont deux parcelles, à Aclens et à Vufflens-la-Ville, sur le site stratégique de développement d'Aclens-Vufflens, desservi par la RC 177. Ces parcelles seront vendues aux CFF d'ici 2020 dans le cadre de l'installation d'une plate-forme de transfert rail-route qui concernera entre autres les déchets. Trois parcelles ont été acquises à Villeneuve, liées aux mesures de correction du Rhône. A la fin de la période, les fonds engagés représentent 71 % du crédit global de 80 millions.

A l'unanimité des membres présents, la commission a adopté le rapport du Conseil d'Etat.

La discussion n'est pas utilisée.

Le rapport du Conseil d'Etat est approuvé à l'unanimité.

Motion Marc-Olivier Buffat – Modification de la Loi sur le Grand Conseil – Procédure spéciale pour l'adoption du budget (18_MOT_020)

Rapport de la Commission thématique des institutions et des droits politiques

1. PREAMBULE

La CIDROPOL s'est réunie pour traiter cet objet le vendredi 15 juin 2018 de 10h à 12h à la Salle du Bulletin 403 du Grand conseil, Rue Cité-Devant 13 à Lausanne. La commission était composée de Mmes les députées Céline Baux (remplaçant Aliette Rey-Marion, excusée), Dominique-Ella Christin, Roxanne Meyer Keller et Valérie Schwaar et MM. les députés Jean-Daniel Carrard, Jean-Michel Dolivo, Philippe Ducommun, Jean-Marc Genton, Didier Lohri, Serge Melly (remplaçant Jérôme Christen, excusé), Pierre-André Romanens, Nicolas Suter ainsi que le soussigné Jean Tschopp, président et auteur du présent rapport.

MM. les députés Marc-Olivier Buffat, malheureusement indisponible, Grégory Devaud et Raphaël Mahaim étaient excusés.

Participaient également à cette séance M. le conseiller d'Etat, Pascal Broulis, chef du département des finances et des relations extérieures (DFIRE) et M. Sylvain Jaquenoud, secrétaire général adjoint du Grand conseil.

M. Jérôme Marcel, secrétaire de la CIDROPOL, a tenu les notes de séance, ce dont nous le remercions vivement.

2. CONTENU DE LA MOTION

La motion demande un dépôt des amendements au budget et des questions afférentes une semaine avant le débat d'entrée en matière. Cette révision de la loi sur le Grand conseil (art. 102bis nouveau LGC) réserverait la possibilité de déposer des amendements ou questions en lien avec le budget au moment des débats (sans respecter ce délai d'une semaine), moyennant une ouverture des discussions votée à la majorité absolue ou qualifiée des députés. Le motionnaire vise une simplification et une accélération des débats budgétaires.

3. POSITION DU BUREAU DU GRAND CONSEIL

Dans des déterminations écrites du 29 mai 2018 à l'attention des membres de la CIDROPOL, le Bureau a estimé que pour un débat de l'importance du budget, il faut éviter de contraindre les députés à déposer des amendements une semaine avant le débat d'entrée en matière. Le rapport de la commission des finances sur le budget ne parvient aux députés que deux semaines avant le débat d'entrée en matière. La révision de la LGC demandée par le motionnaire ne laisserait qu'une semaine aux députés pour préparer leurs amendements. Les majorités exigées (majorité absolue, voire majorité qualifiée) pour passer outre ce délai restreindraient la marge de manœuvre du Grand conseil. Pour le Bureau, il n'est pas souhaitable que le Grand conseil s'affaiblisse. Selon lui, ces mesures restrictives appliquées à l'acte le plus important à traiter au cours d'une année parlementaire, représenteraient une atteinte aux principes démocratiques et au respect des minorités. Le Bureau recommande à la CIDROPOL le classement de la motion.

4. POSITION DU MOTIONNAIRE

Ayant pris connaissance de la position du Bureau, le motionnaire considère que son texte permet toute intervention dans le cadre du débat budgétaire à condition de respecter un délai d'ordre d'une semaine. Une soupape permet de s'éviter ce délai moyennant un vote de la majorité du Grand conseil. Le motionnaire souhaite organiser au mieux les débats budgétaires de façon à garantir leur efficacité dans le respect d'une saine économie de moyens et de procédures, voire de respect du contribuable.

5. DISCUSSION GENERALE

Les membres de la commission valorisent les prérogatives du Parlement dans le domaine budgétaire. Ils redoutent que l'exigence consistant à déposer ses amendements et questions une semaine avant le débat d'entrée en matière appauvrisse la discussion. Ces exigences aboutiraient à des contraintes procédurales inutiles. Plusieurs députés considèrent la motion comme contraire à la liberté d'expression et aux principes démocratiques. Le travail de la commission des finances permet de traiter du budget en profondeur. Néanmoins, un minimum de souplesse est souhaitable pour permettre aux députés non membres de la commission des finances d'avoir suffisamment de temps à disposition pour prendre connaissance du budget, du rapport de la commission des finances et pour préparer des amendements ou questions. Enfin, différents députés relèvent les avantages du deuxième, voire troisième débat prévus par le droit en vigueur permettant des débats approfondis au Grand conseil en vue de s'accorder sur le budget.

Le conseiller d'Etat en charge des finances souligne le problème des amendements déposés sans base légale. La Constitution vaudoise par exemple exige une majorité absolue en cas d'adoption d'un budget déficitaire (art. 164 al. 2 Cst-VD). Suivant l'ampleur du déficit, des mesures d'assainissement doivent être adoptées en contrepartie (art. 165 Cst-VD). Pour le chef du DFIRE le traitement du budget est un acte administratif. Le budget repose sur des règles formelles. Si des coupes interviennent dans un domaine particulier, ces montants ne pourront être économisés s'ils reposent sur des lois. Par ailleurs, si des rentrées fiscales supplémentaires sont réclamées, elles ne peuvent aboutir, car elles impliqueraient une modification des pratiques fiscales incompatibles avec l'exercice budgétaire. L'aspect politique lié à l'adoption du budget repose sur son acceptation ou son refus. Le conseiller d'Etat cite en exemple d'autres cantons dans lesquels le traitement du budget de l'Etat par le Grand conseil est plus rapide. Il appelle de ses vœux une réforme permettant une meilleure organisation en amont des débats budgétaires de façon à raccourcir et rationaliser la procédure.

Pour la plupart des députés de la commission, la procédure budgétaire doit permettre à la démocratie de s'exprimer aux termes d'un débat politique. Au demeurant, une députée observe que la motion proposée ne règle pas les problématiques liées au déficit budgétaire.

6. VOTES

Par 13 voix contre, aucune voix pour et une abstention, la commission recommande au Grand conseil le classement de la motion.

En cas de prise en considération de la motion par le Grand conseil, à l'unanimité, la commission recommande au Grand conseil son renvoi à une commission.

7. VŒU

Un membre de la commission souhaite compléter le refus de la commission d'un vœu invitant les groupes politiques et les députés à fournir leurs interventions suffisamment tôt, de manière à ce qu'elles puissent être connues avant les débats budgétaires. Le Secrétaire général adjoint du Grand conseil rappelle que ce fonctionnement correspond à la pratique du Grand conseil. Le Secrétariat général du Grand conseil a pour habitude de demander aux députés de déposer leurs amendements plusieurs jours avant le débat budgétaire d'entrée en matière. Pour le budget 2018, la quasi-totalité des amendements avaient pu être adressé aux députés cinq avant le premier débat budgétaire.

Par 13 voix pour, aucune contre et 1 abstention, la commission émet le vœu suivant :

« L'ensemble des députés et des groupes déposent, dans la mesure du possible, l'ensemble des amendements avant les débats budgétaires, comme le veut la pratique actuelle ».

Lausanne, le 7 novembre 2018

*Le rapporteur :
(Signé) Jean Tschopp*

Décision du Grand Conseil après rapport de la commission – Motion retirée

M. Marc-Olivier Buffat (PLR) : — Vous êtes sans doute surpris de m'entendre intervenir en premier : d'entente avec le président de la Commission thématique des institutions et des droits politiques 2017–2022 (CIDROPOL), M. Jean Tschopp, je retire ma motion au vu de l'éclatant insuccès rencontré en commission. Il est bon d'avoir des idées, mais parfois il est aussi bon de reconnaître qu'on n'a, non pas fait fausse route, mais pas rencontré l'assentiment de ses collègues. Cela fait partie des grands instants de solitude politique ! J'en ai connu d'autres, en lien avec le toit du Parlement, par exemple, ou avec le dépôt d'un projet de piscine à côté d'une patinoire. On m'avait alors répondu que c'était complètement absurde, mais à partir de l'année prochaine, vous aurez le plaisir de vérifier l'absurdité du projet.

Dans cette affaire, j'ai peut-être eu tort d'avoir raison, avant des difficultés dans le cadre des discussions budgétaires. Je persiste à considérer que l'idée avait un certain sens. Nous avons la chance et le privilège, dans le canton, d'avoir des discussions budgétaires qui se déroulent — pour l'instant — sereinement. Treize budgets équilibrés ont été votés par le Grand Conseil. La problématique se poserait de manière beaucoup plus accrue si, comme dans des cantons voisins, par exemple Genève, les discussions budgétaires devenaient plus tendues. En application de l'article 125 de la Loi sur le Grand Conseil, je déclare retirer ma motion et vous invite toutefois à observer le vœu émis par la commission et qui figure à la fin du rapport.

La discussion n'est pas utilisée.

La motion est retirée.

**Postulat Fabienne Despot et consorts – Combien d’habitants peut supporter le Pays de Vaud ?
(16_POS_206)**

Rapport de la majorité de la commission

1. PREAMBULE

Sous la présidence de M. Jérôme Christen, la commission, réunie le 9 février 2017, était composée de Mmes Sonya Butera, Fabienne Despot, Catherine Labouchère, Aliette Rey-Marion et MM. Yves Ferrari, Jean-Marc Genton, Philippe Germain, Denis-Olivier Maillefer, Michel Rau, Claude Schwab.

Le Conseil d’Etat était représenté par le chef du Département des finances et des relations extérieures (DFIRE), M. Pascal Broulis, accompagné de M. Gilles Imhof, directeur de Statistique Vaud.

Les notes de séance ont été établies par M. Frédéric Ischy à qui vont les remerciements de la commission.

2. POSITION DE LA POSTULANTE

Pour rappel, le postulat demande au Conseil d’Etat de dresser un état de la situation et de développer une stratégie, en répondant notamment aux questions suivantes :

- Le Conseil d’Etat estime-t-il profitable pour le bien commun que notre canton compte près d’un million d’habitants en 2030 ?
- Quelles seront les répercussions de cette envolée démographique, notamment en matière d’infrastructures routières et ferroviaires, d’infrastructures et de gestion scolaires, de gestion des déchets, de consommation énergétique, de pollutions en tous genres, de gestion administrative, etc. ? De quelle manière le Conseil d’Etat espère-t-il répondre à ces défis ?
- Quel sera l’impact prévisible à la charge des communes, notamment en matière de gestion scolaire (constructions d’établissements, ramassage scolaire, cantines, personnel enseignant et administratif, etc.) ?
- De quelle manière le Conseil d’Etat compte-t-il garantir l’intégration optimale des nombreux nouveaux venus qui s’installeront dans notre canton ?
- En parallèle à l’augmentation de la population, le Conseil d’Etat peut-il estimer l’augmentation des travailleurs frontaliers pour le même laps de temps ? En chiffres absolus et au prorata des actifs.
- Comment le Conseil d’Etat a-t-il mesuré l’impact de la mise en application de l’initiative contre l’immigration de masse, votée par le peuple et les cantons suisses, et comment pourrait-il justifier une application de cette initiative sans impact concret ?

La postulante relève que la date de la présente séance fait écho au 9 février 2014 et à la votation relative à l’initiative contre l’immigration de masse qui se tint ce jour-là. Les retombées de ce vote, notamment en termes de statistiques et d’évolution de la population, restent incertaines, selon la décision d’appliquer ou non la volonté exprimée.

Dans le canton de Vaud, l’accroissement démographique est toujours présenté comme un atout, ce que le postulat ne remet pas en cause pour ce qui relève de la dimension économique et de l’emploi. Le revers de la médaille, notamment du point de vue des infrastructures routières (congestion) et du logement (pénurie), est généralement laissé de côté, alors même qu’il explique le succès rencontré par l’initiative contre l’immigration de masse. Les aspects négatifs de l’augmentation de la population, s’ils peuvent être sous-estimés, ne peuvent en aucune manière être niés. A ce titre, la science statistique devrait permettre de poser un regard le plus objectif possible sur la problématique. Dans cette perspective, le postulat formule une série de questions à creuser, pour beaucoup, en tenant compte de décisions politiques encore à venir ces prochains mois. Les réponses apportées permettront en particulier de tester la crédibilité du scénario démographique retenu par le Plan directeur cantonal et d’évaluer la pertinence de la planification en matière d’énergie, de gestion des déchets, etc.

La postulante mentionne comme cas d’école le projet veveysan de plan d’affectation (qui prévoit 48’000 m² de surface brute de plancher sur une friche ferroviaire actuellement utilisée comme

parking), très controversé et soumis à votation. Ce projet répond au souci de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) d'empêcher le mitage du territoire puisqu'il prévoit une construction au centre-ville. Ce projet répond de même aux exigences d'une mobilité écologique (densification du logement à proximité des transports publics : train, bus). Pourtant, ce projet est contesté par les Verts et la gauche de la Gauche en raison de craintes en lien avec une population jugée trop importante à Vevey, une disparition des espaces verts au centre-ville, une complexification des flux, un accroissement des dépenses de la Commune, etc. Il est vrai, pour la postulante, que l'augmentation de la population, si elle est indéniablement synonyme d'accroissement des charges pour les communes, ne correspond pas forcément à une augmentation de leurs revenus. Un accroissement démographique ne se traduit ainsi pas obligatoirement en une gestion optimisée et une meilleure santé financière du ménage communal.

Afin d'obtenir des informations circonstanciées, statistiques à l'appui, sur un sujet fort complexe et qui touche à beaucoup de domaines, la postulante demande le renvoi de son postulat au Conseil d'Etat.

3. POSITION DU CONSEIL D'ETAT

Le chef du DFIRE rappelle que le canton de Vaud a voté défavorablement à l'initiative contre l'immigration de masse. Une majorité des citoyens du canton comme le Conseil d'Etat jugent néfastes la fermeture, la décroissance, les délocalisations, et estiment que le maintien de la qualité de vie dans le canton implique une croissance démographique, particulièrement en situation de vieillissement de la population.

Il convient de plus de ne pas alourdir la tâche de l'administration par la répétition d'informations fournies par ailleurs et il met à disposition des commissaires diverses synthèses et scénarii présentés par Statistique Vaud à l'occasion des votations fédérales sur l'immigration de masse et « Ecopop ». Ces simulations tendent à montrer une cassure de l'équilibre de la pyramide des âges, laissant entrevoir, en lien avec une population globalement vieillissante, des difficultés de cohabitation entre générations.

Dans le cadre de la révision du Plan directeur cantonal, le Conseil d'Etat a retenu, par précaution, un scénario démographique « élevé ». Quoiqu'il advienne, en lien avec les travaux de l'Organe cantonal de prospective et l'élaboration du prochain programme de législature, le Conseil d'Etat se doit de travailler les questions soulevées par l'augmentation de la population.

Il estime que le postulat, qui s'apparente en l'occurrence plutôt à une interpellation, comprend des éléments de nature très hétérogène. Il a ainsi été difficile de désigner le département en charge de le traiter (Plan directeur cantonal, gestion des déchets, consommation électrique = DTE ; scénarii démographiques = DFIRE ; infrastructures routières = DIRH ; gestion scolaire = DFJC ; intégration = DECS ; les aspects sanitaires et sécuritaires étant laissés de côté par le postulat). Pour beaucoup de ces sujets, des explications et des rapports récents ont déjà été fournis ponctuellement.

La question des frontaliers, elle, relève d'une problématique autre que celle de l'accroissement démographique. Des thèmes très particuliers, comme le ramassage scolaire par exemple, trouveraient en outre mal leur place dans un rapport de nature générale en réponse à la première question posée par le postulat.

4. DISCUSSION GENERALE

Si elle peut se contenter de rapports sectoriels sur les divers aspects mentionnés dans son postulat, la postulante insiste pour que le Conseil d'Etat réponde au moins à la première question (« Le Conseil d'Etat estime-t-il profitable pour le bien du commun que notre canton compte près d'un million d'habitants en 2030 ? ») ainsi qu'à la dernière (« Comment le Conseil d'Etat a-t-il mesuré l'impact de la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse [...] ? »). Quelques autres commissaires vont dans le même sens.

Pour plusieurs commissaires, si le postulat pose des questions légitimes, car utiles à l'établissement des stratégies qui fondent l'action publique, la manière politiquement orientée de poser ces questions déplaît. A bien des égards, plus qu'un réel désir de connaissance, le postulat relèverait alors d'une

instrumentalisation partisane. La référence appuyée à l'initiative contre l'immigration de masse le démontrerait.

Pour un commissaire, le postulat, intellectuellement stimulant, se rattache à une vision malthusienne quelque peu dépassée. De fait, le concept d'optimum de population (équilibre entre la croissance démographique de nature géométrique et l'augmentation de nature arithmétique de la production de nourriture) ne recueille pas de consensus au sein de la communauté scientifique. Les sociétés peuvent relever les défis qui se posent à elles et s'adapter, comme ce fut le cas globalement dans les pays occidentaux. Surtout, ce commissaire regrette que le postulat associe la problématique (les difficultés à résoudre mais aussi les bénéfices à espérer) à la part étrangère de la croissance démographique dans le canton (discrimination humaine et statistique).

Beaucoup estiment que, dans la mesure où les thèmes de la croissance démographique, de l'allongement de la durée de la vie, etc., sont abordés dans le cadre des réflexions prospectives et que toutes les questions posées par l'accroissement de la population devront impérativement être traitées dans le prochain programme de législature (deuxième semestre 2017), le postulat n'apparaît pas opportun ou intervient trop tôt.

Pour certains, le postulat fait de plus double emploi avec les rapports sectoriels déjà livrés et avec les travaux de la commission chargée de l'examen du Plan directeur cantonal ainsi qu'avec les travaux de la commission chargée de l'examen de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC).

Pour la postulante, comme le résultat des travaux de ces commissions n'est pas encore connu, il est pour l'instant impossible de savoir si les questions soulevées par son postulat trouveront une réponse adéquate.

Pour d'autres encore, le manque d'unité de la matière pose problème pour un postulat qui aurait avantage à être décliné, cas échéant, en plusieurs interpellations.

Une discussion s'engage sur la question des frontaliers, qui devrait aussi concerner les pendulaires qui franchissent quotidiennement les limites cantonales. Plusieurs commissaires estiment que cette question devrait faire l'objet d'un autre traitement que les autres questions soulevées par le postulat.

Dans la discussion sur une prise en considération partielle ou entière du postulat, le président plaide en faveur de la prise en considération partielle du postulat. En effet, même si le postulat présente des aspects politiques contestables, il pose néanmoins une interrogation fondamentale qui ne peut être évitée. En effet, le développement démographique actuel prend des allures de « jeu de l'avion », et l'on ne peut s'épargner la question de savoir « jusqu'où on peut jouer sans se casser la figure ». Il suggère de retenir uniquement la première question posée par le postulat, tout en la complétant par « Quelles mesures le Conseil d'Etat entend-il prendre à terme pour gérer les effets de la pression démographique ? » et/ou « Le Conseil d'Etat estime-t-il qu'il y a un plafond de population à ne pas dépasser ? ».

Le chef du DEFIRE met en garde contre les dérives d'un débat émotionnel portant sur un plafond de population. Il propose plutôt que le Conseil d'Etat concentre sa réponse par exemple sur la première question (« Le Conseil d'Etat estime-t-il profitable pour le bien commun que notre canton compte près d'un million d'habitants en 2030 ? ») et la quatrième question (« De quelle manière le Conseil d'Etat compte-t-il garantir l'intégration optimale des nombreux nouveaux venus qui s'installeront dans notre canton ? »).

Pour un commissaire, un éventuel plafond ne concerne pas la population à accueillir mais bien les ressources à disposition. Bien des choses peuvent encore être entreprises en vue d'un meilleur partage des ressources, avant d'atteindre leurs limites. Dans le même ordre d'idée, d'autres refusent que soient agités des scénarii catastrophes et invitent à ne pas engager un débat politique trop vaste, véritable boîte de Pandore.

La postulante ne pense pas qu'il soit possible d'avancer un chiffre plafond qui, de toute façon, ne ferait pas consensus. L'ambition du postulat n'est pas qu'un tel plafond soit fixé mais qu'il soit mieux

tenu compte des impacts négatifs de la croissance démographique. La postulante renonce à retirer son postulat au profit d'une interpellation et plaide pour une prise en considération partielle.

5. VOTES DE LA COMMISSION

Prise en considération partielle du postulat (suppression de la question relative aux travailleurs frontaliers) :

- *La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre partiellement en considération ce postulat par 7 voix contre 3 et 1 abstention.*

Prise en considération partielle du postulat (prise en compte uniquement de la première question du postulat complétée par « Quelles mesures le Conseil d'Etat entend-il prendre pour gérer la pression démographique ? ») :

- *La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre partiellement en considération ce postulat par 5 voix contre 3 et 3 abstentions.*

Un rapport de minorité sera établi par le président de la commission. Le soussigné est désigné comme rapporteur de la majorité.

St-Légier – La Chiésaz, le 31 mai 2017.

*Le rapporteur :
(Signé) Claude Schwab*

Rapport de la minorité de la commission

1. PREAMBULE

La commission s'est réunie le 9 février 2017.

Présent-e-s : Mmes Sonya Butera, Fabienne Despot, Catherine Labouchère, Alette Rey-Marion. MM. Jérôme Christen (présidence), Yves Ferrari, Jean-Marc Genton, Philippe Germain, Denis-Olivier Maillefer, Michel Rau, Claude Schwab. Excusé-e-s : néant.

Représentants du Département des finances et des relations extérieures (DEFIRE) : MM. Pascal Broulis, Conseiller d'Etat, Gilles Imhof, Directeur de Statistique Vaud.

2. POSITION DE LA MINORITE DE LA COMMISSION

La minorité composée de Alette Rey-Marion, Fabienne Despot et de Jérôme Christen, rapporteur, recommande au plénum de prendre en considération ce postulat et de le transmettre au Conseil d'Etat pour étude et rapport, pour les raisons suivantes.

La croissance démographique est toujours présentée comme un atout en raison de ses effets positifs sur l'économie et l'emploi sans que l'on tienne compte du fait que nous vivons sur un territoire restreint et que les rapports sociaux et ce que l'on appelle aujourd'hui plus communément le « Vivre Ensemble » se compliquent considérablement avec l'augmentation de la population.

Comme le relève la postulante dans la présentation de son texte, c'est le revers de la médaille. Mme Despot n'est pas la première à soulever ce problème. L'ancien député Jean-Michel Favez avait amorcé la réflexion il y a quelques années dans son postulat sur « les effets pervers de la promotion économique ». Il soulevait notamment la problématique du logement et de la mobilité. Le Conseil d'Etat avait alors expliqué les mesures prises pour lutter contre la pénurie de logements et pour améliorer le réseau des transports publics, sans toutefois aborder la véritable question de fond : jusqu'où peut-on admettre la croissance du canton de Vaud et quelles mesures prendre pour mieux la supporter ? La réponse au postulat Favez avait d'ailleurs été acceptée du bout des lèvres, soit par 68 voix contre 56 et 6 abstentions.

Les effets pervers les plus visibles d'une croissance incontrôlée touchent principalement aux infrastructures : non seulement la pénurie de logement mais également des routes toujours plus congestionnées, malgré un renforcement de l'utilisation des transports publics. Par ailleurs les projets immobiliers, même les mieux élaborés, sont toujours plus contestés. Ils cristallisent le débat sur la

poussée démographique que vivent toujours plus de régions de notre canton. Des projets qui répondent parfaitement aux objectifs de la Loi sur l'aménagement du territoire dès lors qu'ils prévoient une densification du centre-ville se voient mis en cause parce que la population craint la disparition d'espaces verts, et une saturation du trafic, mais aussi parce qu'elle a le sentiment que la densité humaine va finir par entamer son confort.

Car les infrastructures ne constituent assurément pas les seuls problèmes posés par ce développement effréné. A terme, les rapports sociaux pourraient se compliquer. En fait, ils se complexifient déjà. Nous avons déjà régulièrement des signes d'une diminution de la tolérance et du respect de chacun liée à l'occupation d'un territoire toujours plus restreint et d'une densité de moins en moins acceptée.

La question de savoir qu'elle est le nombre d'habitants maximum que le canton de Vaud peut supporter est sans doute une question à laquelle il est difficile de répondre, voire impossible. Il ne s'agit toutefois pas de s'arrêter au titre du postulat mais de se pencher sur ce qu'il demande exactement au Conseil d'Etat.

Ce dernier ne peut pas faire l'économie de cette réflexion. Plus nous attendons, moins nous serons préparés et plus le choc sera rude lorsque les effets pervers auront pris une certaine ampleur sans que nous ayons pris la peine de les prévenir et de créer les conditions acceptables.

La question essentielle posée au Conseil d'Etat est résumée ainsi par la postulante : « Le Conseil d'Etat estime-t-il profitable pour le bien commun que notre canton compte près d'un million d'habitants en 2030. » Il s'agit d'une question légitime, car les réponses seront utiles à l'établissement des stratégies qui fondent l'action publique.

Si l'on peut diverger sur certains aspects politiques du postulat, plus particulièrement ceux en rapport avec l'immigration, ce texte pose une question fondamentale qui ne peut être évitée. Le développement démographique que connaît le canton de Vaud ressemblera en effet à terme à un « jeu de l'avion » et il est légitime de se demander jusqu'où l'on peut aller et quelles mesures l'on doit prendre pour éviter de s'écraser.

3. CONCLUSION

Pour tenter de trouver un consensus et obtenir des réponses aux questions fondamentales posées par le postulat, en dehors du débat émotionnel sur l'immigration, la minorité vous propose une prise en considération partielle, qui se limite à la première question posée par le postulat « Le Conseil d'Etat estime-t-il profitable pour le bien commun que notre canton compte près d'un million d'habitants en 2030 », complétée par une orientation sur les mesures que le Conseil d'Etat entend prendre à terme pour gérer les effets de la pression démographique.

Le but du postulat n'est pas de fixer un plafond mais de mieux tenir compte des impacts négatifs de la croissance démographique.

Vevey, le 10 juin 2017.

*Le rapporteur :
(Signé) Jérôme Christen*

Décision du Grand Conseil après rapports de la commission

M. Claude Schwab (SOC), rapporteur de majorité : — La séance de commission qui a examiné ce postulat s'est tenue il y a presque deux, lors de la précédente législature. J'ignore à combien se monte le nombre d'habitants supplémentaires dans le canton, depuis cette date. Probablement deux fois 10'000 ou un peu moins, car l'augmentation semble se tasser. Néanmoins, la question posée par notre ancienne collègue Fabienne Despot est légitime et importante : comment maîtrise-t-on la progression démographique ? Je me souviens de la déclaration heureuse du président du Conseil d'Etat de l'époque nous annonçant une nouvelle : le 700'000^e habitant du canton. Evidemment, on avait choisi un bébé et non un immigré.

Toute naissance signifie à la fois un immense bonheur et d'importantes responsabilités. Je rappelle le slogan : « Ceux qui ont des enfants sont bénis, ceux qui n'en ont pas sont épargnés. » Le canton n'est pas épargné par la progression. Toute nouvelle présentant des avantages et des inconvénients, il

convient de réfléchir aux conséquences de l'augmentation quantitative de la population sur la qualité de vie. Le postulat demandait quelles en étaient les conséquences, en matière de logement, de mobilité, d'emplois, de formation, de sécurité, de soins et de social.

Sur la forme du postulat et sur son esprit, la majorité de la commission a proposé de le classer, d'abord parce que l'intervention se focalisait sur la politique migratoire. La séance de commission a eu lieu, par hasard, le 9 février 2017, trois ans après une votation mémorable. Malheureusement, la problématique de la migration a biaisé cette discussion fondamentale sur l'évolution de la démographie. La commission se demandait si, en fait de postulat demandant un rapport, la série de questions aurait pu faire l'objet d'interpellations. Par ailleurs, deux ou trois questions sont hors sujet, en particulier celle des travailleurs frontaliers : que je sache, ils ne sont pas comptabilisés dans la population résidente du canton.

En résumé, la question de fond, pertinente et légitime, doit retenir l'attention du politique. D'ailleurs, depuis la séance, le rapport de la Commission de prospective et le Plan de législature ont été publiés. De plus, nous venons de recevoir les scénarios de Statistique Vaud concernant l'avenir radieux du troisième âge, ses conséquences sur la pyramide des âges et les soins à apporter à cet âge — qui est déjà le mien. La question est donc légitime, mais posée de manière biaisée et, par conséquent, elle ne saurait être relayée telle quelle.

M. Jérôme Christen (AdC), rapporteur de minorité : — Combien d'habitants peut supporter le pays de Vaud ? N'est-il pas essentiel de se poser la question ou au moins de se demander comment nous allons gérer une fièvre démographique apparemment sans limites ? D'ici 2040, le canton pourrait compter 200'000 habitants supplémentaires, comme le Conseil d'Etat l'a annoncé, au mois de décembre, sur la base d'un rapport de Statistique Vaud. Quelles seront les répercussions de l'envolée démographique, en matière d'infrastructures routières et ferroviaires, d'infrastructures et de gestion scolaire, de gestion de déchets, de consommation énergétique, de pollution en tous genres, de gestion administrative ? De quelle manière le Conseil d'Etat espère-t-il répondre à ces défis ? Voilà quelques questions fondamentales posées par le postulat.

On présente toujours la croissance démographique comme un atout en raison de ses effets positifs sur l'économie et l'emploi. Toutefois, on ne tient pas compte du fait que nous vivons dans un territoire restreint et que les rapports sociaux — appelés communément par les termes à la mode : « vivre ensemble » — se compliquent considérablement avec l'augmentation de la population.

Deux ans après le dépôt du postulat et deux ans et demi après la fin des travaux de la commission, la situation n'a pas évolué favorablement. Elle s'est aggravée, au point que si c'était à refaire, dans l'idéal, ce n'est pas une prise en considération partielle du postulat qu'il faudrait retenir, mais la prise en considération totale, même si la question générale recouvre les autres. Néanmoins, nous avons choisi la voie du consensus.

Vous l'aurez compris à la lecture des rapports et comme l'a rappelé le rapporteur de majorité : la question émotionnelle de l'immigration a perverti le débat au sein de la commission. Comme président de la commission, j'ai tenté de trouver un consensus en proposant la prise en considération partielle, mais je me suis heurté à un mur. Certains sujets sont décidément difficiles à aborder, car ils touchent des questions douloureuses qui titillent nos idéaux. C'est vrai : il n'est pas facile de les affronter. Elles relèvent de notre responsabilité et, même si elles heurtent des points sensibles, nous ne pouvons pas mettre la tête sous le sable et mener la politique de l'autruche.

Je l'ai rappelé dans le rapport : Mme Despot n'était pas la première à aborder la problématique. Notre ancien collègue socialiste Jean-Michel Favez l'avait abordée de manière indirecte et non frontale, avec un titre d'intervention adapté à sa famille politique, axée sur les effets pervers de la promotion économique, dont il soulevait les conséquences notamment sur le logement et la mobilité. Le Conseil d'Etat avait alors exposé les mesures prises pour lutter contre la pénurie de logements et pour améliorer les transports publics, mais sans aborder la question de fond : jusqu'où peut-on admettre la croissance du canton et quelles mesures doit-on prendre pour la supporter ? La croissance, générée principalement par la promotion économique, et cette qui favorise insuffisamment les ressources humaines locales, certes limitées, mais existantes, provoque une forte poussée démographique. Cette dernière a des effets pervers aussi nombreux que variés sur les plans social et environnemental :

pénurie de logements, routes congestionnées, transports publics saturés — nous en avons parlé aujourd'hui : les trains n'arrivent visiblement plus à l'heure — disparition d'espaces verts, réduction des surfaces agricoles, frictions sociales croissantes. Le territoire est réduit, notre espace est limité, contrairement au Canada, aux Etats-Unis ou à la Russie. La situation se dégrade et les habitants du canton nous envoient régulièrement des signaux d'alarme, que d'aucuns refusent d'entendre.

On ne compte plus les projets immobiliers contestés dans tous les districts : le Plan général d'affectation (PGA) de Concise, chers collègues du Nord vaudois ; le Plan partiel d'affectation (PPA) Grand-Pré à Echandens ; En Cornachon et peut-être Sud Village, à Tolochenaz, chers collègues du district de Morges ; chers collègues du district de Nyon, à Gilly dont le Conseil communal a proposé la mise sous cloche en attendant la révision du PGA, ce que la municipalité a accepté ; dans l'Ouest lausannois, à Crissier, une association est née pour modérer la densification et la croissance de la commune en résistance au PPA des Uttins, qui a lancé une pétition pour freiner la croissance ; chers collègues du Chablais, les projets Oxygène à Leysin et au Glarey, à Bex ; la Riviera n'y échappe pas, non seulement à Vevey avec le PPA La Cour aux marchandises, mais aussi à S-Légier avec le PPA En Grandchamp. La liste n'est pas exhaustive. Dans chaque cas, les opposants évoquent une densité excessive, des problèmes de circulation générant une pollution de l'air comme sonore insoutenable, les normes admises étant régulièrement dépassées. Les résistances sont toujours plus fortes.

Rappelez-vous : les citoyens vaudois ont accepté la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT) pour préserver le paysage. Dans la même logique, ils s'opposent à des projets de densification dans leurs villes et villages. Nous ne pouvons pas ignorer ce message. Ces réactions ne sont pas le fruit du hasard : la population n'a plus envie de sacrifier son confort aux intérêts des promoteurs. Des projets peuvent encore passer, mais ils devront représenter une plus-value importante pour la collectivité. Chaque jour en Suisse, une surface équivalant huit terrains de football est bétonnée, selon l'argument de campagne des Jeunes Verts. Le canton de Vaud n'échappe pas à cette frénésie.

Que faisons-nous pour résoudre ces problèmes ? Avant de poursuivre sur la même voie, qui nous mène à une impasse, ne devrait-on pas se poser quelques questions ? Certains le font. Récemment, le président des Verts vaudois, M. Mocchi, écrivait dans *24heures* que continuer de souhaiter une croissance infinie et exponentielle est au mieux inconscient et au pire irresponsable. Il ajoutait « on attire et accepte aujourd'hui, dans le canton, n'importe quel projet économique sous prétexte de la croissance. Or chacun d'entre eux devrait être analysé en tenant compte de ses avantages (...) comme de ses inconvénients (...) » Il concluait sur la nécessité de sortir de la société du « plus » et d'entrer dans une société du « mieux ». Cela ne relève pas encore de la décroissance, mais c'est plus raisonnable que ce que nous vivons aujourd'hui. Je ne peux que me rallier à cette vision et, pour encourager le Conseil d'Etat dans cette direction, il faut accepter la prise en considération du postulat. Si nous n'agissons pas, les rapports sociaux continueront de se dégrader. Ils se complexifient déjà : régulièrement, nous constatons les signes d'une diminution de la tolérance et du respect de chacun, liée à l'occupation d'un territoire toujours plus restreint et à une densité toujours moins acceptée. L'augmentation des actes d'incivilité et l'individualisme croissant sont en marche depuis plusieurs années.

Il est extrêmement difficile de déterminer un nombre maximum d'habitants que le canton peut supporter. Il ne s'agit pas de s'arrêter au titre du postulat, mais de se pencher sur ce qu'il demande exactement au Conseil d'Etat, à savoir, où va-t-on et jusqu'où ? Quelle est la vision du Conseil d'Etat en matière de croissance démographique et donc de développement des zones bâties ? Comment en maîtrise-t-on les conséquences ? C'est presque une question de survie, à long terme.

Je conclus en citant le journaliste et écrivain Philippe Barraud : « on continue de stimuler l'augmentation de la population et de bétonner le territoire, sacrifiant la biodiversité et la qualité de vie des habitants. L'explosion démographique est le tabou absolu. Jamais l'ONU ne fera une conférence sur la surpopulation. Je ne comprends toujours pas pourquoi les communes veulent voir leur nombre d'habitants augmenter. » On peut nuancer le propos, car heureusement de nombreuses communes ne s'inscrivent pas dans cette démarche.

Chers collègues, pour nous attaquer à ce problème fondamental, nous, de toutes tendances politiques, nous devons nous rassembler, quelle que soit notre vision. Je vous demande donc de prendre en considération le postulat.

La discussion est ouverte.

Mme Sonya Butera (SOC) : — Au nom du groupe socialiste, je vous invite à suivre la majorité de la commission en refusant le postulat tel que déposé par Mme Despot et donc à renoncer à suivre la minorité dans sa proposition de prise en considération partielle. Il est dommage que la postulante n'ait pas donné suite à la suggestion formulée par certains commissaires de transformer son postulat en interpellation. D'une part, de manière générale, certaines questions relatives à la qualité de vie des Vaudoises et des Vaudois sont intéressantes. Toutefois, nous avons l'impression d'être face à un inventaire à la Prévert, mêlant réflexions de compétence communale et intercommunale, telle la gestion des déchets, à des réflexions cruciales sur le plan cantonal, tel le développement de la mobilité sur l'ensemble du territoire.

D'autre part, les points soulevés sont malheureusement trop orientés et reposent sur des prémisses approximatives, voire erronées. Il y a aussi beaucoup trop de sous-entendus, notamment en ce qui concerne les flux migratoires et pendulaires. Un exemple : le postulat semble imputer l'entier de l'évolution de la démographie vaudoise à l'immigration internationale. Or, les chiffres officiels montrent également une grande mobilité intercantonale et que les arrivées de l'étranger ne concernent pas uniquement les personnes de nationalité étrangères, mais également des Vaudois, des Confédérés et des individus de nationalité étrangère élevés en Suisse.

Un autre point du postulat, particulièrement développé en commission, est gênant : il se penche uniquement sur la question des pendulaires transfrontaliers provenant de France voisine, bien que les infrastructures routières et ferroviaires soient également soumises à la pression induite par l'importante mobilité vaudoise et confédérée. Or, dans le canton, sept habitants sur dix se déplacent quotidiennement en dehors de leur commune de domicile. Pour la plupart, cette mobilité est intracantonale, mais il existe une importante pendularité intercantonale. A la centaine près, on compte autant de Vaudois qui quittent le canton tous les matins que de Neuchâtelois, Fribourgeois, Valaisans et Bernois qui viennent y travailler. Les pendulaires intercantonaux sont bien plus nombreux que les pendulaires transfrontaliers mis en exergue par la postulante. C'est le signe que la croissance vaudoise participe à la croissance des cantons voisins et que nous devrions sans doute envisager des solutions innovantes, tels le télétravail et l'incitation au covoiturage. De plus, la Loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL), entrée en vigueur il y a seulement une année, n'a pas encore eu le temps de déployer ses effets positifs.

Pour revenir à la question posée dans le rapport de majorité, selon les dernières données disponibles, le million d'habitants est attendu à l'horizon 2040. De plus, si l'augmentation démographique reste actuellement importante, selon Statistique Vaud, elle est pourtant inférieure d'un tiers à la moyenne des dix dernières années.

En raison des approximations, des références en filigrane, du mélange des genres communaux et cantonaux, ainsi que du caractère « réchauffé » et dépassé du postulat du fait des réponses qui figurent dans le Programme de législation, je vous invite à classer le postulat.

Mme Catherine Labouchère (PLR) : — Je ne répéterai pas ce que vient de déclarer ma collègue. Le groupe PLR suivra également le rapport de majorité et ne soutiendra pas le postulat, pour plusieurs raisons. Mme Butera l'a précisé, il faut replacer le sujet dans le contexte où on a traité le postulat, à savoir après l'acceptation de l'initiative sur l'immigration de masse. Le postulat mêle de nombreux sujets et il ne montre pas une ligne claire de ce qui est voulu. Si certaines interrogations sont légitimes — que veut-on pour le canton en matière de démographie ? — depuis le traitement du postulat, nous avons adopté le Plan directeur cantonal et la Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), et précisé de nombreuses données. Les sujets ne sont pas cohérents, et de nombreuses interrogations demeurent quant au but recherché par le postulat ; de plus, il aurait mieux valu déposer une interpellation sur certains sujets et les découpler. Pour ces raisons, la majorité du groupe PLR suivra le rapport de majorité.

M. Vassilis Venizelos (VER) : — Le groupe des Verts vous invite également à classer le postulat et à suivre le rapport de majorité. Sur la forme, tout d'abord, je suis surpris que le Bureau ait jugé utile de traiter l'intervention comme un postulat. Il s'agit plutôt d'une interpellation, avec une série de questions, clairement orientées et parfois de caractère monomaniaque, liées à la politique de l'immigration, qui nous offre la vision mythifiée d'une Suisse envahie par de méchants étrangers.

Ensuite, sur le fond, il est bien entendu légitime de s'interroger sur les effets de la croissance démographique sur l'environnement, sur le territoire et sur la qualité de vie. La thématique est largement débattue, au Grand Conseil, par différentes politiques publiques. Par contre, il est faux de nous saisir de la question d'un éventuel plafond de la croissance démographique, tel que proposé par la postulante et par la minorité. Ce serait considérer que le vieillissement de la population suisse n'est pas problématique et que la solution pour y faire face sera de fermer nos frontières et d'empêcher toute croissance démographique. Ce serait considérer la Suisse comme une île, coupée de tous les réseaux nationaux, internationaux et de tous contacts commerciaux avec ses pays voisins. C'est là une utopie peu souhaitable et qui serait surtout totalement contre-productive.

En effet, le levier qui permettrait de lutter efficacement contre les effets de la croissance démographique — car comme mon collègue Christen, je reconnais l'existence d'effets collatéraux négatifs — consiste à agir sur notre mode de vie et de consommation. Nous avons l'occasion de le faire par nos politiques fiscales, de promotion économique et en matière d'aménagement du territoire. Prochainement, nous débattons de l'initiative fédérale qui vise à geler la création de nouvelles zones à bâtir. Nous disposons de 300 km² de zones à bâtir qui nous permettraient d'accueillir une population importante et d'amortir une croissance démographique de l'ordre de 2 millions d'habitants environ. Nous avons les leviers pour combattre les effets négatifs de la croissance démographique sur le territoire, sur l'environnement et sur la qualité de vie des citoyens et des habitants du canton.

Ce n'est clairement pas avec le postulat de notre collègue Fabienne Despot ni avec un plafond à la croissance démographique qui régulerait les personnes, comme le suggère la postulante, que nous trouverons des réponses convaincantes ; c'est en agissant sur les politiques publiques de promotion économique, de fiscalité, d'aménagement du territoire, d'agriculture et d'environnement d'une façon globale et générale.

Je vous invite donc à rejeter le postulat, orienté et, comme l'a rappelé notre collègue Schwab, déposé au moment du vote sur une initiative fédérale. Très clairement, la postulante cherchait à thématiser un sujet sur la table du Grand Conseil et du Parlement fédéral. Actuellement, le Conseil d'Etat a pris en compte la problématique environnementale par différentes annonces, comme celle du Plan climat que nous nous réjouissons d'accueillir. Plusieurs solutions et effets de la croissance démographiques nécessitent d'être traités, certes, mais pas par le biais de ce postulat, que je vous invite à classer.

M. Hadrien Buclin (EàG) : — Je serai bref, puisque nos collègues Butera et Venizelos ont développé les raisons qui nous poussent, nous aussi, à refuser le postulat et même sa prise en considération partielle. La raison principale est que le postulat aborde la problématique d'une manière réductrice et partielle, en se focalisant sur la variable démographique, soit une seule variable parmi de nombreuses autres, pour apprécier le caractère soutenable ou non d'une densité de population sur un territoire, en l'occurrence le canton. Pour le dire simplement : un canton à 1 million d'habitants où domine la culture de la villa individuelle et de la voiture individuelle n'est en rien comparable au même canton qui valoriserait les transports collectifs et la densification de l'habitat dans les zones urbaines. Bref, le postulat pose des questions simplistes et bien sûr orientées, car des arrières-pensées xénophobes traversent le texte. Ce faisant, Mme Despot s'inscrit dans une longue tradition de xénophobes, en Suisse, à commencer par James Schwarzenbach dans les années 1960. Déjà à l'époque, il mettait en garde contre une Suisse à 1 million d'habitants pour 2000. En réalité, M. Schwarzenbach s'est lourdement trompé, puisqu'en 2019, nous sommes loin du million d'habitants. Cela montre bien la tendance des xénophobes à agiter les peurs démographiques et migratoires et à jouer avec celles-ci.

Comme l'a dit M. Venizelos, les réponses à la problématique démographique doivent porter, notamment sur la lutte des pouvoirs publics contre le mitage du territoire. Cela tombe bien : la population suisse aura l'occasion de se prononcer prochainement sur la question. En aucun cas, les réponses de type limitation de la population ne peuvent être utiles, car elles sont forcément liberticides

et brutales. En effet, elles consistent soit en une politique de dénatalité et de découragement des naissances, soit en une fermeture des frontières, mesures toutes deux inacceptables.

M. José Durussel (UDC) : — Tout d'abord, je regrette fortement les propos de M. Buclin ; ils sont inacceptables. Il est regrettable que la postulante ne soit plus ici pour se défendre, parce qu'elle l'aurait certainement très bien fait.

Ensuite, dans le rapport de majorité, vous listez les questions posées, au nombre de six et qui touchent sept départements. Certes, elles sont différentes, mais je retiens la troisième, concernant les communes. Dans ce plénum, passablement de municipaux et de syndics sont concernés par ces problématiques, ou le seront, sans revenir sur les problèmes des budgets communaux des petites et grandes communes. Il y a un lien à établir.

Le postulat n'est pas contraignant pour le Conseil d'Etat. La postulante demandait des réponses à des questions pertinentes, ce qu'a répété également le rapporteur de majorité. Mais, selon le rapport, à la fin de la séance de commission — dont je ne faisais pas partie — la postulante a renoncé à retirer son postulat au profit d'une interpellation et a plaidé pour la prise en considération partielle. Répondre aux questions, ce n'est donc pas beaucoup demander au Conseil d'Etat. La commission a travaillé il y a déjà deux ans. Depuis, plusieurs modifications ont été apportées, notamment avec la LATC, comme plusieurs personnes l'ont indiqué, mais ce n'est pas lié. Je vous encourage à accepter la prise en considération partielle du postulat.

M. François Pointet (V'L) : — Les Vert'libéraux ne faisant pas partie de la commission, ils n'ont pas pu évaluer le climat de la séance. Evidemment, au vu de sa formulation regrettable, un tel postulat dérive rapidement vers un débat émotionnel concernant l'immigration. Loin de moi l'idée de déclencher un tel débat, mais la position des Vert'libéraux a toujours été très claire sur ce type de réflexions. Je vous invite à relire le postulat en quittant le domaine émotionnel pour considérer la question posée dans le rapport de minorité : le Conseil d'Etat estime-t-il profitable, pour le bien commun, que notre canton compte près de 1 million d'habitants en 2030 ? Entre 2030 et 2050, la différence n'est pas énorme. Loin d'être déraisonnable, la question mérite un rapport fouillé.

En effet, notre région est prospère grâce à une économie forte et florissante. Mais est-ce une raison pour refuser d'analyser le revers de la médaille ? Notre modèle de croissance économique, basé sur la croissance démographique assurant l'avenir des assurances sociales, ressemble plus au jeu de l'avion qu'à un processus maîtrisable. Et je passe sur la promotion économique à tout prix que les Vert'libéraux considèrent de manière critique. Nous devons analyser la situation et considérer les scénarios qui nous permettront de conserver notre qualité de vie. Si nous nous voilons la face, des solutions émotionnelles et populistes seront mises en place, à notre grand regret. Il serait dommage de passer à côté d'une analyse légitime pour des raisons émotionnelles. Dès lors, avec le groupe vert'libéral unanime, je vous invite à soutenir le rapport de minorité.

M. Pierre Dessemontet (SOC) : — Certains dont mon préopinant et le président de la commission ont instruit le procès, à charge, de la croissance. Je voudrais m'en faire l'avocat, d'un point de vue différent. D'abord, le postulat évoque 1 million d'habitants en 2030, alors que nous venons d'apprendre qu'ils seront 980'000 en 2040. On essaie de faire passer cette différence comme minime, mais ce n'est pas le cas. Croître de 180'000 habitants en douze ou en vingt-deux ans, ce n'est pas du tout la même chose, puisque le rythme varie du simple au double. Le rythme de croissance du canton, ces vingt dernières années, est plus fort, puisque nous avons augmenté de presque 200'000 habitants depuis 2000, et en majorité au cours des douze ou treize dernières années. Ainsi, en effet, nous avons cru de manière extrêmement forte, avec les conséquences sur le territoire dont nous avons discuté ici. La croissance que Statistique Vaud prévoit pour l'horizon 2040 aura un rythme annuel beaucoup plus faible que ce que nous avons connu au cours des quinze à vingt dernières années.

Mon collègue Jérôme Christen a évoqué la pression sur les infrastructures, sur les écoles et le caractère selon lui insoutenable de la croissance, qu'il qualifie d'infinie, alors qu'elle ne l'est pas, puisqu'on parle de 2040. On pourrait parler sérieusement des perspectives démographiques à plus long terme : on verrait que tout cela s'arrête pratiquement après 2040.

La croissance démographique est contemporaine d'autres phénomènes, peut-être plus positifs. D'abord, la dette est complètement remboursée — 12 ou 13 milliards depuis 2005. On a donc pu réinvestir dans la politique grâce à des moyens supplémentaires. Ensuite, elle conduit à retarder de dix à quinze ans les mesures d'assainissement des assurances sociales. En 2007, le conseiller fédéral Couchepin proposait de porter l'âge de la retraite à 66 ans en 2017 et à 67 ans en 2024. Je ne sais pas ce qu'il adviendra de la mesure, mais la retraite à 66 ans n'arrivera certainement pas avant 2030. Nous avons donc gagné dix à quinze ans, c'est-à-dire la moitié du temps qu'il nous faut pour « absorber » la vague des baby-boomers qui arrivent à l'âge de la retraite et qui composent la majorité de l'hémicycle. Ils ne représentent pas un problème structurel, mais conjoncturel. Ainsi, après 2040, le problème se règlera de lui-même, car les générations nées après 1974 sont beaucoup moins nombreuses que les grandes vagues démographiques des personnes nées entre 1958 et 1974, dont je fais partie, et qui sont celles que nous devons traiter maintenant.

Dans le canton, il n'y a pas si longtemps, nous avons vécu des périodes sans croissance : dans les années 1990, nous ne subissions en effet pas de pression infrastructurelle, comme aujourd'hui. A la place, nous nous avions 7 % de chômage et même 15 % chez les jeunes, des finances publiques au plus bas, des communes devant voler au secours de l'Etat pratiquement en faillite et une stagnation des salaires. Il faut donc considérer l'ensemble quand on parle de croissance et de démographie, qui ne sont pas infinies. Certes, le problème actuel est important, mais il est conjoncturel et limité à 2040. Je vous propose donc d'en rester au rapport de majorité.

M. Jean-Michel Dolivo (EàG) : — Comme l'a déclaré Hadrien Buclin, notre groupe refusera le rapport de minorité et la prise en considération partielle, et il soutiendra le rapport de majorité. J'aimerais ajouter deux points. Notre collègue Christen a parlé de la dégradation des rapports sociaux et de la mise en cause du bien commun. Notre groupe peut partager une partie de ce constat : pensons à la grave pénurie de logements à loyer modéré, au poids du loyer dans les familles qui empêche des dépenses dans d'autres postes budgétaires nécessaires, à la précarisation des conditions de travail et des salaires liée à l'utilisation d'une main-d'œuvre bon marché sous forme d'un dumping social et salarial. La crise économique et sociale actuelle est sourde. Elle touche de larges populations du canton, mais qui ne sont pas encore majoritaires. Nous devons prendre conscience de la situation.

Toutefois, notre collègue Christen tombe dans le piège de Mme Despot. Cette dernière considère le million d'habitants, et donc la démographie, comme la cause des problèmes, mais c'est erroné. Pour notre groupe, la spéculation foncière est l'une des causes essentielles de la pénurie de logements à loyers modérés et de l'existence des loyers très élevés qui pénalisent fortement les familles. C'est la politique patronale de précarisation des conditions de travail et de pression pour diminuer les salaires qui est en jeu, lorsqu'une part importante des populations jeunes, mais aussi des personnes de 50 à 55 ans qui cherchent du travail rencontrent des difficultés à obtenir des conditions de travail convenables. Ce n'est pas la responsabilité de la prétendue démographie galopante et ni de la prétendue surpopulation ! Je ne saurais penser que notre collègue Christen a une orientation xénophobe dans ses propos. Cependant, il tombe dans le piège de ne considérer qu'une unique, voire qu'une minime, partie du problème, à savoir l'augmentation régulière de la population. Elle ne joue pas un rôle décisif dans la dégradation des rapports sociaux qu'il constate. Voilà pourquoi nous refuserons le rapport de minorité et acceptons le classement du postulat.

M. Yvan Pahud (UDC) : — Je ne peux pas tolérer les propos de notre collègue Buclin qui salit notre ancienne collègue, Mme Despot, en la traitant de xénophobe. Monsieur Buclin, je vous prie de relire le texte : la postulante évoque le PDCn et des conséquences, pour notre canton, en matière d'infrastructures, pour les communes qui doivent construire des écoles et des garderies. A aucun moment, elle ne parle de xénophobie. Alors, je vous prie de mesurer vos propos.

M. Jérôme Christen (AdC) : — Pour résumer, le 9 février était le mauvais moment ; le postulat n'avait pas la bonne forme, car on pouvait lire entre les lignes ou imaginer certaines choses. Mais je reste sceptique face à ce que M. Dolivo a déclaré. Je n'ai pas lu cela entre les lignes. On connaît les propos qui peuvent être tenus par l'UDC, mais il faut se fier au texte. C'est sa mauvaise appartenance partisane ? Sans doute.

Pourquoi sommes-nous ici ? Pour juger une position sur la base de sa couleur politique ou pour juger une position selon son intérêt pour la collectivité ? Comme président de la commission, j'ai cherché les aspects positifs du texte, ce qui relève de notre rôle. Chaque fois que j'aborde une séance de commission, j'essaie de retirer les points positifs de ce qu'amène un collègue — M. Dolivo, M. Riesen, M. Rydlo... — même si nous ne sommes pas d'accord. Si nous ne nous accordons pas sur l'entier du texte, au moins nous pouvons nous accorder sur une considération partielle. La semaine prochaine, je pourrai reprendre les propositions de Mme Despot, dans ses grandes lignes, puis voir les uns et les autres. Ce sera peut-être le bon moment et la bonne forme. Je ne suis pas xénophobe et PDC-Vaud libre ne peut pas être soupçonné de l'être — vous connaissez en particulier les positions de Serge Melly et les miennes. Le nouveau texte n'aura pas la même appartenance partisane et vous serez donc tous d'accord. Formidable ! Si cela fonctionne ainsi, je le ferai. Par respect pour le travail de Mme Despot, nous préciserons quand même que l'UDC était à l'origine de l'intervention.

Mme Butera a souligné l'existence des mouvements entre les cantons, mais ce n'est pas parce qu'ils existent que ces mouvements ne sont pas un problème. C'est un problème auquel il faut apporter des solutions. Or, je n'ai pas entendu Mme Butera en proposer.

M. Venizelos se demande si la forme du postulat se justifie. La question s'était déjà posée avec un postulat de Mme Gross — j'étais président de la commission — dont la forme était semblable et pour lequel on avait le sentiment que c'était une interpellation. Très clairement, un postulat peut demander un rapport sur des questions, ce que M. le Secrétaire général pourra confirmer.

M. Venizelos a déclaré qu'il faut agir sur nos modes de vie et de consommation. Toutefois, cela ne suffira pas. En effet, comme le relevait mon ancien collègue Laurent Ballif, chez nous, à Vevey, le taux de motorisation est en baisse : formidable, quel bel exemple ! Voilà un aspect positif de la ville. En réalité, le nombre de véhicules augmente, parce que la population augmente. Que vous le vouliez ou non, que nous soyions tous les citoyens exemplaires capables de vivre selon le mode « zéro déchet » et que nous ayions tous abandonné notre véhicule à moteur, nous serions toujours des consommateurs toujours plus nombreux. Il existe une limite. La question n'est pas de limiter l'immigration, qui n'est pas forcément liée aux requérants d'asile, car l'aspect humanitaire est évident. Par contre, nous pouvons nous interroger sur l'immigration économique, qui n'est pas forcément positive, du fait d'entreprises qui viennent ici et développent des activités pour lesquelles elles importent de la main-d'œuvre : ainsi, elles ne résolvent pas le problème du chômage.

Il faut le reconnaître : M. Dessemontet procède toujours à des analyses pertinentes. Toutefois, votre vision de la croissance ressemble au jeu de l'avion, comme le pense notre collègue Pointet. Nous ne pouvons pas continuer ainsi ; un jour, nous nous casserons la figure même si nous ne serons plus là. Vous refusez le postulat, mais le problème ne sera pas résolu.

M. Pascal Broulis, conseiller d'Etat : — Dans la série d'objets que je dois traiter aujourd'hui devant le plénum, certains datent de plus de deux ans et cela pose quelque problème quant à la fraîcheur des réponses du Conseil d'Etat et du travail en commission. Il faudrait examiner comment mener des débats en adéquation avec les questions posées. Par exemple, avec le *bitcoin*, on n'est plus du tout en phase. Cela pose des problèmes dans les mécanismes de réponse aux interpellations, postulats, prises en considération... Il faut trouver un rythme pour donner des réponses en adéquation avec ce que le Conseil d'Etat a présenté.

Depuis deux ans, la situation internationale a passablement évolué. D'abord, nous avons mis en œuvre l'initiative du 9 février 2014 sur la limitation de l'immigration de masse. Le rapporteur de majorité a raison : je ne dispose pas encore des chiffres pour 2018, mais au troisième trimestre 2018, nous avons enregistré 2700 personnes supplémentaires dans le canton. Un changement est en cours sur le plan international.

Ensuite, nous avons publié plusieurs rapports de prospective. Il y a une différence entre la statistique d'Etat et la prospective, qui procède à des simulations. Dans le dossier du logement, des besoins en logement et dans celui de la pyramide des âges, que cela plaise ou non — M. Dessemontet a raison — nous devons trouver un équilibre. Je n'adopte pas cette position, mais certains rêvent de limiter l'accès aux soins. Cela aurait une incidence sur le vieillissement, donnerait un équilibre plus cohérent et permettrait de retrouver une vraie pyramide des âges large à sa base et étroite à son sommet.

Aujourd'hui, en effet, le schéma de répartition par âge de la population ressemble à une toupie, ce qui n'est pas idéal. Avec Genève, le canton de Vaud est pourtant l'une des régions les plus jeunes de Suisse. Cela garantit un tant soit peu un équilibre permettant de prendre en charge la cohésion sociale et de financer une partie des besoins des personnes vieillissantes. Les études des jeunes — la formation obligatoire dont le coût annuel par enfant se monte à 4500 francs, puis le post-obligatoire — sont financées par l'équilibre de la pyramide des âges.

En commission, nous avons expliqué qu'apporter un éclairage uniquement sur la question démographique ne fonctionnait pas. Nous pourrions fixer une limite à 900'000 personnes, par exemple. Quelles en seraient les incidences ? Le canton de Vaud est ouvert et xénophile. Il est limité par des frontières, certes, mais intégré à la Confédération. Que cela plaise ou non, nous nous situons sur le territoire européen, qui est régi par des règles de libre circulation de personnes. Nous pourrions tout revoir, placer des miradors et limiter le nombre de personnes à 900'000 avec une augmentation annuelle fixe : cela impacterait l'équilibre sociétal et la pyramide des âges.

Le Conseil d'Etat est favorable au rapport de majorité, car le texte ne peut pas être traité pour ce qu'il est. Pour cette raison, le texte a été refusé en commission. En deux ans, nous avons publié plusieurs études qui ont apporté des éclairages sur les équilibres en matière sociétale, de logement, territorial, d'aménagement du territoire, d'équipements. Les prochaines études porteront sur les infrastructures lourdes de mobilité. Considérer uniquement l'aspect démographique ne constitue pas une réponse à apporter au problème ; cela représente un danger pour la cohésion sociale entre ceux qui vieillissent et les plus jeunes dans le canton.

La discussion est close.

Le Grand Conseil refuse la prise en considération du postulat avec de nombreuses abstentions.

La séance est levée à 17 heures.

Titre de la séance: ODJ_2019-01-08_14-00

Date	08.01.2019
Début	15:50:43
Fin	15:51:04
Type de vote	Vote 1 sur 3
Qui peut participer au vote ?	Uniquement les participants possédant un badge
Options de secret	Niveau global : Participants Niveau individuel : Participants
Sujet de l'ordre du jour	Point de vote 18.1 16_INT_601, détermination E. Räss, appel nominal
Description	

Résultat

[+] Oui	69/69
[0] abst.	0/0
[-] Non	62/62
Total des votants (participants/ pondération)	131/131
Total des non-votants (participants/ pondération)	2/2
Disposant du droit de vote (participants/ pondération)	133/133

Conclusion du vote

+ Oui

ID	Titre	Nom	Groupe	Procuration par	Choix de vote	Pondération
139		Christen Jérôme	AdC		Oui[+]	1
142		Marion Axel	AdC		Oui[+]	1
143		Radice Jean-Louis	AdC		Oui[+]	1
3		Buclin Hadrien	EàG		Oui[+]	1
6		Dolivo Jean-Michel	EàG		Oui[+]	1
5		Keller Vincent	EàG		Oui[+]	1
2		Vuilleumier Marc	EàG		Oui[+]	1
80		Zwahlen Pierre	IND		Oui[+]	1
96		Berthoud Alexandre	PLR		Non[-]	1
70		Bettschart-Narbel Florence	PLR		Non[-]	1

Titre de la séance: ODJ_2019-01-08_14-00

74	Bezençon Jean-Luc	PLR	Non[-]	1
66	Blanc Mathieu	PLR	Non[-]	1
90	Bolay Guy-Philippe	PLR	Non[-]	1
72	Bovay Alain	PLR	Non[-]	1
68	Buffat Marc-Olivier	PLR	Non[-]	1
128	Byrne Garelli Josephine	PLR	Non[-]	1
135	Cardinaux François	PLR	Non[-]	1
76	Carrard Jean-Daniel	PLR	Non[-]	1
94	Chevalley Jean-Rémy	PLR	Non[-]	1
88	Clerc Aurélien	PLR	Non[-]	1
89	Creteigny Laurence	PLR	Non[-]	1
107	Croci Torti Nicolas	PLR	Non[-]	1
87	Devaud Grégory	PLR	Non[-]	1
113	Develey Daniel	PLR	Non[-]	1
147	Dubois Carole	PLR	Non[-]	1
129	Gaudard Guy	PLR	Non[-]	1
131	Gay Maurice	PLR	Non[-]	1
148	Genton Jean-Marc	PLR	Non[-]	1
145	Gross Florence	PLR	Non[-]	1
165	Jaquier Rémy	PLR		1
110	Labouchère Catherine	PLR	Non[-]	1
67	Luisier Brodard Christelle	PLR	Non[-]	1
114	Matter Claude	PLR	Non[-]	1
71	Meienberger Daniel	PLR	Non[-]	1
44	Mojon Gérard	PLR	Non[-]	1
134	Mottier Pierre-François	PLR	Non[-]	1
75	Neyroud Maurice	PLR	Non[-]	1
133	Petermann Olivier	PLR	Non[-]	1
115	Rime Anne-Lise	PLR	Non[-]	1
130	Romanens Pierre-André	PLR	Non[-]	1
45	Roulet-Grin Pierrette	PLR	Non[-]	1
92	Ruch Daniel	PLR	Non[-]	1
91	Schelker Carole	PLR	Non[-]	1
132	Simonin Patrick	PLR	Non[-]	1
146	Sonnay Eric	PLR	Non[-]	1
73	Volet Pierre	PLR		1
136	Vuillemin Philippe	PLR	Oui[+]	1

Titre de la séance: ODJ_2019-01-08_14-00

111	Wahlen Marion	PLR	Non[-]	1
95	Zünd Georges	PLR	Non[-]	1
1	Aminian Taraneh	SOC	Oui[+]	1
59	Attinger Doepper Claire	SOC	Oui[+]	1
78	Balet Stéphane	SOC	Oui[+]	1
79	Betschart Anne Sophie	SOC	Oui[+]	1
19	Bouverat Arnaud	SOC	Oui[+]	1
37	Butera Sonya	SOC	Oui[+]	1
41	Cherbuin Amélie	SOC	Oui[+]	1
35	Cherubini Alberto	SOC	Oui[+]	1
36	Cuendet Schmidt Muriel	SOC	Oui[+]	1
14	Desarzens Eliane	SOC	Oui[+]	1
22	Dessemondet Pierre	SOC	Oui[+]	1
34	Dupontet Aline	SOC	Oui[+]	1
56	Freymond Isabelle	SOC	Oui[+]	1
77	Gander Hugues	SOC	Oui[+]	1
64	Gfeller Olivier	SOC	Oui[+]	1
61	Gardon Jean-Claude	SOC	Oui[+]	1
43	Induni Valérie	SOC	Oui[+]	1
21	Jaccoud Jessica	SOC	Oui[+]	1
16	Jaques Vincent	SOC	Oui[+]	1
33	Meyer Keller Roxanne	SOC	Oui[+]	1
63	Montangero Stéphane	SOC	Oui[+]	1
60	Neumann Sarah	SOC	Oui[+]	1
15	Paccaud Yves	SOC	Oui[+]	1
55	Probst Delphine	SOC	Oui[+]	1
20	Rochat Fernandez Nicolas	SOC	Oui[+]	1
58	Romano-Malagrifa Myriam	SOC	Oui[+]	1
18	Rydlo Alexandre	SOC	Oui[+]	1
40	Ryf Monique	SOC	Oui[+]	1
38	Schwaar Valérie	SOC	Oui[+]	1
65	Schwab Claude	SOC	Oui[+]	1
62	Thalmann Muriel	SOC	Oui[+]	1
42	Tschopp Jean	SOC	Oui[+]	1
32	Baux Céline	UDC	Non[-]	1
28	Chevalley Jean-Bernard	UDC	Non[-]	1
26	Chollet Jean-Luc	UDC	Non[-]	1

Titre de la séance: ODJ_2019-01-08_14-00

11	Deillon Fabien	UDC	Non[-]	1
10	Dubois Thierry	UDC	Non[-]	1
47	Ducommun Philippe	UDC	Non[-]	1
49	Durussel José	UDC	Non[-]	1
29	Favrod Pierre-Alain	UDC	Non[-]	1
7	Freymond Sylvain	UDC	Non[-]	1
27	Glauser Nicolas	UDC	Non[-]	1
8	Glayre Yann	UDC	Non[-]	1
23	Jobin Philippe	UDC	Non[-]	1
12	Liniger Philippe	UDC	Non[-]	1
50	Pahud Yvan	UDC	Non[-]	1
25	Pernoud Pierre-André	UDC	Non[-]	1
30	Rapaz Pierre-Yves	UDC	Non[-]	1
24	Ravenel Yves	UDC	Non[-]	1
31	Rey-Marion Alette	UDC	Non[-]	1
9	Riesen Werner	UDC	Non[-]	1
52	Rubattel Denis	UDC	Non[-]	1
54	Sordet Jean-Marc	UDC	Non[-]	1
51	Thuillard Jean-François	UDC	Non[-]	1
53	Treboux Maurice	UDC	Non[-]	1
46	Weissert Cédric	UDC	Non[-]	1
103	Baehler Bech Anne	VER	Oui[+]	1
82	Botteron Anne-Laure	VER	Oui[+]	1
84	Epars Olivier	VER	Oui[+]	1
83	Evéquo Séverine	VER	Oui[+]	1
106	Ferrari Yves	VER	Oui[+]	1
99	Glauser Krug Sabine	VER	Oui[+]	1
97	Jaccard Nathalie	VER	Oui[+]	1
102	Joly Rebecca	VER	Oui[+]	1
101	Jungclaus Delarze Susanne	VER	Oui[+]	1
138	Lohri Didier	VER	Oui[+]	1
119	Mahaim Raphaël	VER	Oui[+]	1
118	Mayor Olivier	VER	Oui[+]	1
81	Mischler Maurice	VER	Oui[+]	1
98	Nicolet Jean-Marc	VER	Oui[+]	1
85	Porchet Léonore	VER	Oui[+]	1
105	Räss Etienne	VER	Oui[+]	1

Titre de la séance: ODJ_2019-01-08_14-00

104	Stürner Felix	VER	Oui[+]	1
137	van Singer Christian	VER	Oui[+]	1
86	Venizelos Vassilis	VER	Oui[+]	1
100	Wüthrich Andreas	VER	Oui[+]	1
122	Chapuisat Jean-François	V'L	Oui[+]	1
125	Christin Dominique-Ella	V'L	Oui[+]	1
121	Courdesse Régis	V'L	Oui[+]	1
127	Meldem Martine	V'L	Oui[+]	1
123	Miéville Laurent	V'L	Oui[+]	1
124	Pointet François	V'L	Oui[+]	1
126	Richard Claire	V'L	Oui[+]	1
120	Schaller Graziella	V'L	Oui[+]	1